38,4000

with the first

 $i=\cdots \cdot 4.2 \cdot$

e gaze i di salah s

4.

The state of the s

and the special section is

Market de la company de la com

the state of the state of the

MARKET BOOK

A The state of

de depotato de esta

THE PERSON NAMED IN

Mary Sangar Sangar

The state of the s 不是 [] (] (]

Sand Sandard A. W.

The state of the s

The second of

美国教育

Market

Les défis du choléra

DE l'eau potabla et le tout-à l'égout : îl n'en faudrait guère plus pour que l'épidémie de cholera qui, depuis fin janvier, s'étend peu à peu á l'ensembla du continent eud-eméricain ralentisse sa progression. Pourtant, en cette fio de vinctième alècie, un tel précepte relève du vosu pieux : les Etats d'Amérique latine, et evec eux l'ensamble de la communauté internationale. se sont révélés incapables d'élever un tant soit peu le niveau d'hygiène de ces populations.

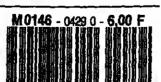
Le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, le docteur Horoshi Nekajima, a lancé le 25 evril un appel solennel é la communauté internationale afin qu'elle l'eide à mettre en place un plan d'urgence destiné à lutter contre la propagation de l'épidémie. Au minimum, e-t-il expliqué, il faudrait investir 5 milliards de dollers par an pendant dix ans pour parvenir à assurer un approvieionnement correct en eau potable et des conditions d'aasalnissement appropriées. Sinon, Il est é craindre qu'entre 90 et 120 millions de personnes ne soient menacées par cette épidémie.

EN attendent que l'aide internetionele s'organise, les Etats d'Amérique latine tentent pour les uns d'enrayer, pour les autres de prévenir, les ravages de l'épidémie. Au Pérou, le premier pays touché, et qui compte déjà plue de 1 200 morts, le altuetion est devenue catastrophique. Les hôpitaux et les dispensaires sont complétement débordée. Et les médecins commencent à protester ouvertement contre la passivité du gouvernement, coupable, eelon eux, pour tenter d'amoindrir les conséquences économiques de l'épidémie, de ne pas lencer de véritables campagnes d'information et de prévention.

En Equateur, en Colombie, au Brésil, en Argentine et dens les peys d'Amérique centrale, lea eutorités déclerent, sans trop savoir ce qu'elles comptent faire, des états d'alerte sanitaires. 11 est à craindre, en outre, que les campegnes de vaccination massive que le gouvernement brésilien veut organiser ne aoiant jamais mises en œuvre, car le seul vaccin relativement efficace contre le choléra, prodult par Pasteur-Mérieux, est d'un prix très élevé et actuellement disponible en faibles quantités.

DANS ces conditions, au-delà des mesures d'ordre strictement sanitaire, c'est é un véritable travail de fourmi que doivent a'atteler les Etats, non eeulement d'Amérique latine mais également d'Afrique - eux eussi aux prises avec de drametiquee épidémies da choiéra. Il faudrait un peu partout creuser des puits fonctionnant é l'elde de motopompea, lancer de vaetea campagnes d'éducation sanitaire et tenter da remédier à l'insalubrité qui prévaut dens les immenses banlieues des métropoles latino-américaines.

En sachant que, là-bas comme silleurs, ce n'est pas du grand spectacle de l'aide humanitaire prenant fin avec le départ de la dernière caméra de télévision que les populations ont besoin, meis d'une action à long terme, saule à même de préserver le régions les plus déshéritées de la



Malgré le demi-échec de M. Baker

Washington entend poursuivre

La miasion de M. James Baker au Proche-Orient se solde per un demi-échec. Le secrétaire d'Etat américain, contraint d'écourter son séjour à Jérusalem, a quitté Israël vendredi 26 avril aans avoir obtenu toutes les réponses qu'il espérait. Il attendait de s'être entretenu avec le président Bush pour déterminer quelle forme prendrait à l'evenir l'ection que Waahington entend poursuivre en faveur de la paix eu Proche-Orient.

JÉRUSALEM de notre correspondant

Si l'objectif de M. 8aker était de préparer le terrain pour que le président George Bush puisse laacer une série d'iavitations à une coaférence de paix régionale. sous les auspices des Etats-Unis et de l'URSS, c'est apparemment raté: les positioas des principaux protagoaistes sont encore trop éloignées.

Ccla est tout particulièrement vrai pour Israël et la Syrie, dont M. Baker n'e pu rapprocher les poiats de vue, A ea croire les declarations publiques de M. Yesser Arafat, l'OLP, non plus, n'est guère décidée à faire

un bout de chemin dans la direction souhaitée par les Etats-Unis. Enfia, l'Arabie saoudite, un des pays qui, avec Israël, devrait s'estimer specialement redevable a Washington, refuse tout net de participer à cette conférence.

Dès jeudi soir, à l'arrivée de M. Baker en Israel, à l'issue de sa visite impromptue au Caucase, les journalistes l'accompagnant le disaient quelque peu l'atigué, amer et ayaat eu du mal, ici ou là, à cacher son exaspération à mesure qu'il éproavait l'ingratitude du métier de diplomate au Proche-Orient.

> ALAIN FRACHON Lire la suite page 3

Le sort des réfugiés kurdes

Lire page 3 les articles d'AFSANÉ BASSIR POUR, de DOMINIQUE LE GUILLEDOUX et de JAN KRAUZE

M. Roland Dumas en visite à Pékin

La France et la Chine

Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, est attendu lundi 29 avril à Pékin, pour une visite de trois jours en Chine . Moins de deux ans eprès la sanglante répression du « printemps de Pékin » - qui avait provoqué une très ferme réaction de la part de Paris, - cette visite devrait sceller la reprise des relations franco-chinoises, les Etats-Unis restant la seule puissance occidentale à ne pas se prêter au jeu de la normalisation.

> Ministre passant un savon aux dirigents chinois



Lire page 4 l'article de FRANCIS DERON

Les Canaques face à la coutume

Comment assurer le développement de la Nouvelle-Calédonie sans mettre en cause les grands chefs?

Le dixième congrès du FLNKS, les 27 et 28 avril, à la tribu de Koindé, sur le commune de Le Foa, devait être centré sur la gestion des Institutions provinciales issues des eccords de Matignon de juin 1988. Fait inédit, les problèmas liés à la répartition

NOUMÉA de notre correspondant

dans le Pacifique sud rut-ce un coup de gourait de couvercle de marmite? Les chroniqueurs de l'île en débattent toujours. Ce que tout le moade admet, en revanche, c'est que M. Cono Hamu, maire de Lifou, oe dut soa salut qu'à ce coup qui des rôles entre élus politiques le fit veciller : les plombs de cheet chefferies seront évoqués. vrotine qui lui étaient destinés au

dans l'épaule de son acolyte. Ce premier dimanche de février, l'humeur n'était plus aux palabres

Puis, une mauvaise fievre s'empara des esprits. Les adversaires du premier magistrat de l'îlc édifièrent des barrages de trones de cocotiers à la sortie du centre administratif de Wé, avant de brûler, plus tard, quelques cases. Sur les murs des bâtiments qui bordent le lagon, ils griffonnerent

même moment allèrent se ficher leur couroux : « Celui qui a le malheur de défier le grand chef Henri Boula, il sait ce qui l'aitend ». « La coutume n'est pas à rendre... . Le maire, alors qu'il unérait sur son li Nouméa, se défendit maladroite-

ment on contestant, dans les médias locaux, la sagosse coutumière de M. Henri Boula, grand chef du district de Mou et dont il est un « sujet ».

FRÉDÉRIC BOBIN Lire la suite page 7

Remaniements aux Opéras de Paris

Les conventions collectives dénoncées, quatorze cadres techniques licenciés, l'edministrateur général du Palais Garnier limogé, celui de l'Opére-Bastille confirmé dans ses fonctions et proposé au remplacement de aon ex-alter ego, le démission du directeur de l'Écola de chani... l'Établissement public des Opéres de Paris fait l'objet d'une restructureuon draconienne.

Lire page 10 l'article d'ALAIN LOMPECH

La délinquance en hausse en 1990

Les crimes et délits constatés par la police et la gendarmerie ont augmenté de quelque 7 % en 1990. Pour la deuxième année consécutive, les statistiques sont à la hausse, alors qu'une tendance à la baises avait été observée de 1985 à 1988, Principales formes de cette envolée qui toucha surtout les zones urbaines : l'eugmentation das vols et le croissance des infractions liées aux stupéfiants.

Lire page 8 l'article d'ERICH INCIYAN

Récession aggravée aux Etats-Unis

La conjoncture américaine s'est encore dégradée au cours du premier trimestre : le PNB a eccusé une chute de 2,8 %, en rythme ennuel, eprès celle de 1.6 % qui aveit été enregistrée au cours des trois demlers mois de 1990. Les Etats-Unis se trouvent donc officiellement en récession pour le première fols depuis la fin de 1981. Lors de la réunion du groupe des Sept, dimenche 28 avril à Washington, les reeponsables américains deveient plaider en faveur d'une baisse mondiale des taux d'intérêt.

Lire nos informations

38 Le Monde Mai 1991

SPECIAL EXAMENS

Chaque année, ces dossiers font le point sur les grandes régions du monde et sur la France. Avec les chiffres les plus récents, les données les plus neuves et les analyses des spécialistes du Monde.

LE DERNIER ÉTAT DU MONDE

La guerre du Golfe et ses conséquences. Les priacipaux événements écoaomiques et commerciaux en URSS, au Japon, en Chioe et aux Etats-Unis. L'Europe et la CEE. La réussite allemande. L'écroulemoot du bloc de l'Est. Les difficultés des pays les plus pauvres.

LE DERNIER ÉTAT DE LA FRANCE

Les principales lignes de la vie économique française en 1990. Le ralentissement de la croissance et ses origines. Des inégaines préoccupanies. L'aggravation du chômage. La crise de la protection sociale. Le mai des banlieues. Le mécontentement des agriculteurs.

Un numéro indispensable pour tous les élèves de terminale et ies étudiants qui sonhaitent actualiser leurs connaissances

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

L'Amérique des bavures policières

Après Los Angeles, Philadelphie..., les violences des forces de l'ordre provoquent un large débat aux Etats-Unis

de notre envoyée spéciale

Un bar du quartier noir, un soir, à Philadelphie. Soudaia, la porte claque. Un policier, surgi de la rue, dégaine son pistoles et tire saos sommations. Sans comprendre et sans demander son reste, chacun prend la fuite. Dès le lendemaia, la nouvelle circula en ville. Ce fut le choc. Le policier n'en était pas à son premier coup : trois desceptes en deux mois dans le même bar, heureusement sans faire de victime. A quoi jouait-il? A faire peur sans doute, fort de son impunité supposec.

Telle est la question que Philadelphie s'est poséc quand clie a découvert - ou redécouvert - ses bavures policières il y a quelques semaines, comme Los Angeles l'avait fait un mois plus tôt. Depuis ce jour du 3 mars ou toute

l'Amérique a pu voir le lynchage d'un automobiliste noir par quatre policiers de Los Aageles, les chaînes de télévision ont diffusé et rediffusé la même scène, filmée sur le vif par un témoin-surprise (le Monde du 7 mars), Images d'une violence quasi insoutenable, qui devincent aussitot, pour des millions d'Américains de toutes opiaioas. « la preuve abso-

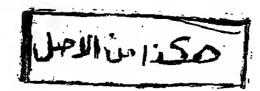
iue » de certaines brutalités policières. Le président George Bush lui-même eut un « haut-le-caur ». comme il le confia aux journalistes. Le débat gagna l'casemble du pays. Un peu partout, des révélations sur les « bayores » fusèreot, devançant à la une les informations sur le Golfc.

DANIELLE ROUARD Lire la suite page 4

HEURES LOCALES

La grande misère des commissaires-enquêteurs Chargés de consulter le public sur les projets de l'administration ou des élus locaux, ces « honnêtes hommes » ont des rémunérations indécentes.

■ Le statut des élus locaux en Europe. ■ Scènes pour les ménagea à Nantes & Bordeaux protège ses vine & Un entretien avec M. Raymond Marcellin.



RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL: 15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15 Tél.: (1) 40-65-25-25 Télécopieur: (1) 40-65-25-99 Télex: 206.806 F

ADMINISTRATION:
PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
14852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1] 40-66-26-25
Télécopieur: (1] 49-60-30-10
Télex: 261.311 F

Edité par la SARL le Monde

Durée de la société; cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital accial : 620 000 F Principaux associés de la société Société civile « Les Rédacteurs du Monde ». « Association Beuve-Méry ».

Société anonyme des lecteurs du Monde. Le Monde-Entreprises.

5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS Tél : (1] 45-55-91-82 on 45-55-91-71 Télex MONDPUB 206-136 F Téléin : 45-35-04-70 - Société fitale du journal le Monde et Régie Presse SA

Interimenta du « Mondo » 1.12, r. M.-Gonsbourg 94852 IVRY Cedex

production interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

et publications, m 57 437 ISSN : 0395-2037

lensaignements sur les microfilms « index du Monde su (1) 40-85-29-33

LE MONDE TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS
1. PLACE HUBERT-BEUVE-MERY, 94852 IVRY-SUR-

BELGIOUS

572 ¥

1 123 F

2 886 F

ÉTRANGER:

par voie aérience tarif su

demande.

Pour vous abonne

RENVOYEZ CE BULLETIN

de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

on par MINITEL

36-15 LEMONDE

code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs o

provisiones : nos abdities sont invites à l'ormuler feur départ, en indi-guant leur numéro d'abonné.

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

Prénom

FRANCE

416 F

786 F

1 400 F

PAYS mine merande y compris CEE avion

1 960 F

2 960 F

M. Jacques Lesourne, gérai

Il y a cent ans

Le 1er mai tragique de Fourmies

'HISTOIRE du le mai est internationale, même si l'une de ses premières manifestations, le 1e mai 1891, il y a un siècle exactement, fait aussi date dans l'histoire de France. Elle est liée au com de la petite ville de Fourmies, où la manifestation réprimée a vu couler le sang.

Il y a cent ans, le prolétariat des usines souffrait partout de salaires insuffisants et de journées de travail trop longues. Les journées pouvaot atteindre parfois dix ou douze beures, l'exigeoce ouvrière était alors de buit. «A partir du la mai 1886, nous ne travaillerons plus que huit heures par jour », avaient proclamé les premiers syndicats ouvriers des Etats-Unis. De fait, il s'ensuivit d'importantes grèves et manifestations, et l'une d'elles, le 3 mai 1886 à Chicago, fut réprimée avec une violence (le massacre de Haymarket) qui attira l'attention sur cet aspect de la revendication de classe. L'idée d'eo généraliser le mouvement

prend sa forme définitive en 1889 au congrès socialiste international qui se tient à Paris, en l'année du premier centenaire de la grande Révolution.

Avaot d'en venir à l'événement, il faut remarquer à quel point, qu'il s'agisse de France ou d'Amérique, le le mai est une date convectionnellement choisie et, si l'on veut, arbitraire. Le premier d'un mois est évidemment plus facile à retenir que tout autre jour, et le mois de mai est celui où s'ouvre vraiment la saison des grandes activités collectives. Des manifestations aussi différentes que les états généraux de l'ancienoe mooarchie ou les expositions universelles du dix-neuvième siècle s'ouvraient souvent un le mai. Et les folkloristes nous coscignent que le le mai est une date du cycle traditionoel des setes du printemps dans la vieille culture populaire européenne.

Fourmies, dans le département du Nord et l'arrondissement d'Avesoes, était une petite ville toute industrielle. Eoviron quinze mille habitants, en grande majorité ouvriers, occupés dans la filature de laine. Une vingtaine d'entreprises, de toutes tailles. Beaucoup de femmes et d'enfants

dans la main-d'œuvre. Des salaires médiocres et la journée limitée, si l'on peut dire, à douze heures. Mais ni la conscience politique ni l'organisatioo syndicale o'étaient encore établies, malgré les efforts de propagandistes venus de Lille ou de Saint-Quentin. En dépit de leur immense majorité dans la population, les ouvriers n'avaient pas « conquis » le conseil municipal, qui restait naturellement lié au monde patronal. Le seul syndicat qui existat était un syndicat mixte (entendons : de patrons et d'ouvriers), d'inspiration religieuse et paternaliste. Il regrettait ouvertement le bon vieux temps, où, dans chaque atelier, au soir... du 1º mai, un banquet réunissait ouvriers, contremaîtres et patron!

Une branche d'aubépine pour leur fiancée

Car Fourmies, que le le mai de l'histoire ouvrière moderne allait rendre célèbre, était un de ces lieux écartés de la France profonde où survivait le la mai folklorique. Les jeunes gens y gardaient la coutume d'aller dans les bois couper ane branche d'aubépine en fleurs pour l'offrir à leur fiancée.

Mais, au priotemps de 1891, on commençait aussi à penser aux buit beures et à la grève, et soo annonce avait des échos favorables. Aussi, le 30 avril, les patrons lancentils un manifeste pour dénoncer les agitateurs

socialistes, et pour prédire que l'application des buit beures ruinerait à coup sûr la ville et ses habitants. Ce défi jeté à la grève par les industriels est ostensiblement soutenu par le « gouvernement de la République ». Car les responsables d'alors (Constans, ministre de l'iotérieur, et, sur place, isac, sous-préset d'Avesnes) oot conscience d'avoir, quelque quioze ans plus tôt, conquis la République contre in droite conservatrice, et de l'avoir désendue beaocoup plus récemment (eo 1887, 1888, 1889). contre la démagogie boulangiste.

L'ordre républicain

Bref, on défendait encore l'ordre républicaio avec uoe sorte de bonne conscience de gauche. Concrétement, le sous-préfet faisait venir d'Avesnes à Fourmies deux compapolice et les officiers commandant les compagnies de fantassins: C'est l'un d'eux qui, voyant sa troupe plier sous la simple poussée de la foule, donne l'ordre d'ouvrir le feu. Quelques salves, et, eo deux ou trois minutes, c'est l'effroi et la débandade.

Puis la stupeur, lorqu'on dénombre, sur le pavé, avec trente-trois blessés, neuf morts. Un seul d'entre eux était un bomme d'âge mûr, trente ans, marie, deux enfants. Les buit autres étaient des adolescents, ouvriers de treize à vingt ans, quatre garçons et quatre filles. L'une d'elles, Maria Blondeau, tenait encore dans la main la branche d'aubépine que son siancé lui avait offerte le malin. Aucun récit o'a onblié, ni alors oi depuis, ce rameau de fleur ensanglanté. C'est qu'au-delà du triste pittoresque dont il colore le tableau il est dooblement symbolique d'abord, comme oo l'a suggéré, de la rencontre du 1er mai folklorique avec le qui, au service de l'ordre économique établi, avait frappé avec une brutalité démesurée. Ce message devait être entendu. Par exemple, le 8 novembre suivant, à l'occasion d'une élection partielle à Lille, Paul Lafargue, gendre de Kari Marx, dirigeant du Parti oovrier français, et très en vue dans la polémique de l'après-Fourmies, entrera à la Chambre. Il faut dire aussi qu'il y avait bien de quoi s'iodigner. C'était déjà beaucoup que les neuf morts tombés le 1º mai. Mais la suite o'avait pas été plus reluisante. Non sculement le gouvernement et sa majorité avaient refusé toute enquête et a fortion toute poursuite contre les responsables de taot de saog versé, mais encore la justice n'avait trouvé à sévir que contre les militants socialistes du Nord, dont certains, propagandistes cooous certes, n'étaient même pas sur les lieux au moment du drame.

Si l'oo veut réfléchir maiotenant sur la place de Fourmies dans ootre histoire, il faut bien commencer par là : qu'est-ce que « la république », entre les classes en présence ?

> A ceux qui disent que tout Etat a une nature de classe, que la république, même foodée par Gambetta, fut une république « bourgeoise », ploutocratique et répressive, et qu'elle doit donc être combattue et, pour commen-cer, démystifiée, Fourmies, après la Commune, après Decazeville et avant queiques autres semblables épisodes, fournit un argument de force impressionnant. Ce n'est pes sans peine que le socialisme républicain, et cela josqu'à nos jours, aura à surmonter l'émotion de Fourmies pour tronver à la forme mérites utilisables.

Un deuxième commentaire est d'ordre plus technique et peut-être moins banal. La III République à ses débuts o'avait pas d'antres ressources que Louis-Philippe ou Napoléon III :, quand les gendarmes étaient débordes, on appelait l'armée. Le régime o'avait pas encore inventé ce qu'on pourrait appeler la forme républicaine du maintien de l'ordre : des spécialistes, professionnels entraînes à l'intervention à arme retenue,

auteurs d'une répression presque indolore, dono relativement acceptable, done plus efficace à long terme....

En troisième lieu, enfin, comment ne pas revenir sur le folklore ? Aujourd'hui, en France, les buit benres sont an objectif atteint depuis longtemps (1918), et même largement dépasse. Non seniement les défilés do le mai ne soot plus réprimés, mais, « la Fête du travail » est devenue légalement chômée (1947). Une occasion de plus d'aller en promenade. Uo rite cependant : on se fleurit encore, mais désormais de ce maguet doot des iodustriels forceot ou régient la croissance dans leurs serres pour être sûrs de pouvoir en inonder les rues à la date convenable. N'appelle-t-on pas de plus en plus sonveot le 1º mai « la fête du

MAURICE AGULHON professeur au Collège de France

➤ Vient de paraître. - A de nombreux ouvrages sur le 1 mai et le drame da Fourmies vient de s'ajouter la Fusillade de Fourmies, d'André Pierrard et Jean-Louis Cheppet. Un récit heure par heure dont les auteurs ont voulu, dit Alain Decaux dans sa préface, eppliquer le pré-cepte de Jaurès : « Charcher le vérité et is dire. > Nombreuses annexes. (Editions Miroirs, 355 p., 185 F.)



L'affrontement entre les grévistes et la troupe (dessin de Louis Tinayre).

gnies d'infaoterie, pour renforcer les effectifs évidemment dérisoires de la gendarme-

La journée du le mai se déroule donc dans l'atmosphère tendue que l'on imagine. Les grévistes sont nombreux et ils parcourent les rues en cortège pour appeler à les rejoindre les camarades des usines qui n'ont pas cessé le travail. On chaote en cœur, ootammeot, sur l'air bien connu d'une chansoo à boire ; « C'est huit heurle)s, huit heurle)s, huit heures - c'est huit heures qu'il nous faut n.

L'un de ces rassemblements devant une usine ouverte est chargé par les gendarmes à cheval. Certaios grévistes se défendent à coups de pierres et de bâtons. Cela ne fait encore que des blessures bénignes, mais les gendarmes arrêtent quelques-uns des bagarreurs et les conduisent au poste de police, situé au rez-de-chaussée de la mairie. On est vers la fin de la matinée.

Les manifestations de l'après-midi vont alors s'amplifier en changeant d'objectif, se doonant maintenant pour tâche de libérer les camarades incarcérés. Le refrain scandé devient alors : « C'est nos homm(e)s, nos homm(e)s, nos hommes - c'est nos hommes qu'il nous faut ». La foule afflue sur la place de la mairie, où se trouvent à la fois les prisocoiers et les autorités, snus-préfet, maire, comme dans une forteresse assiégée. Sur le terrain se trouvent le commissaire de

le mai prolétarien ; ensuite, et surtout, do contraste cotre le caractère désarmé, inoffensif, naîf presque de la jeunesse ouvrière, et la terrible efficacité du fusil.

L'émotion est énorme. Dans la presse, dont les envoyés affluent sur les lieux, et aussi dans les séances de la Chambre des députés, le gouvernement est attaqué de toutes parts avec violence.

Une brutalité démesurée .

A l'inhumaine brutalité des militaires et du sous-préfet républicain (responsable, oc serait-ce qu'indirectement), la droite oppose la charité du curé de Fourmies, sorti l'un des premiers de son presbytère pour aller relever les victimes. Le eléricalisme étant alors au cœur de notre histoire, on polémiqua vivement sur ce détail mesquio : le prêtre était-il sorti sous les balles, ao péril de sa vie, ou juste après l'arrêt du fen ?.. Les boulangistes, eux, apportèrent à la polémique une touche insttendue, mais aussi bico typique du temps. Uce aubsine : le sous-préfet d'Avesnes était d'origine juive. Fourmies entra donc anssi dans la panoplie d'une propagande antisémite, d'une outrance incroyable, qui devait s'ensier jusqu'à la fin du siècle.

Quant aux socialistes, ils plaidèrent plus judicieusement l'inhumanité d'un pouvoir

Code postal: Localité : Veuillez avoir l'abligeance d'écrire tout Le Monde Edké par la SARL Le Monde Comité de direction :

Deniel Vernet

Anciens directeurs

ort Becave-Méry (1944-1965) Squee Fauvet (1969-1982) John Lausens (1982-1985) John Fontaine (1985-1991)

"GRAND JURY" RTL - Le Monde dimanche 18h30 en direct sur **JACQUES** animé par Olivier MAZEROLLE avec André PASSERON et Patrick JARREAU (le Monde Paul-Jacques TRUFFAUT DÉPUTÉ-MAIRE DU 13 ARRONDISSEMENT

Le président Bush évoque à nouveau le retrait des troupes américaines

Fourmies

de notre correspondant

L'horizon se dégage, et les troupes américaines vont bientôt pouvoir être retirées du guépier irakien : telle est du moins l'impression qu'a voutn donner, vendredi 26 avril, un prési-dent Bush qui semblait nvoir retrouvé un optimisme un moment troublé par le pénible intermède kurde. An même moment, M. Javier Perez de Cuellar, le secrétaire général des Nations le secrétaire général des Nations unies, indiquait pour la première fois que l'ONU était disposée à prendre la relève des forces américaines, britanrelève des forces américaines, britan-niques et françaises venues assiser les rélugiés lourdes dans le nord de l'Irak. Certes, a précisé pour sa part M. Bush, les troupes américaines « resteront là-bas aussi lontemps que nécessaire pour s'assurer que l'on s'oc-cupe de ces réjugiés » ; (...) pour que l'aide parvienne aux gens qui en ont besoin, et pour que cela se fasse en toute sécurité».

Mais. « en dehors de cela », c'est Mais, « en dehors de cela », c'est bien l'ONU qui n « un rôle majeur à jouer », n souligné le président Bush, et les sept mille soldats américains présents dans la région « ne resteront pas une minute de plus que nécessaire » — une promesse que M. Bush a prodiguée à de multiples reprises, dès avant le début de la guerre contre l'Irak. D'ailleurs, le président américain ne s'attend « à quane compliacain ne s'attend «à aucune com tion » de la part des Irakiens, qui « ne veulent pas avoir de nouveau affaire aux Etats-Unis», après «la dure leçon» qu'ils ont reçue : Saddam Hussein en est pas assez bête» pour cela. Et, du point de vue américain,

la frontière sud de l'Irak, puisque l'Arabie saoudite n accepté d'accueil-lir quelque cinq mille réfugiés irakiens présents dans la zone occupée jusqu'à présent par les troupes américaines et qui risquaient de se retrouver sans protection. M. Bush est tont de même conscient que l'avenir reste très incertain, et il ne peut « certifier » qu'il y aura la paix en lrak (deux jours plus tôt, l'un de ses collaborateurs nvait fait état du « scepticisme à long terme» de l'administration à propos des promesses faites par Saddam Hussein à un groupe de dirigeants kurdes). Et surtout, le président amé-ricain n'a pas fini de régler ses comptes avec le dictateur irakien : «Il n'y aura pas de relations normales avec cet homme tant que je serai prési-dent des Etats-Unis, je peux vous l'as-

M. Bush a même laissé entendre que les sanctions économiques impo-sées à l'Irak resteraient en vigueur aussi longtemps que Saddam Hossein n'aurait pas été renversé, ce qui, si les paroles de président n'ont pas dépassé sa pensée, paraît marquer une nouvelle étape dans la doctrine américame concernant ces sanctions : d'abord destinées à contraindre l'Irak à évacuer le Kowell, elles ont, après la guerre, été présentées comme un moyen de s'assurer que Bagdad res-pecterait les conditions du cessez-lefeu et le paiement des réparations, et paraissent désormais chargées d'un «message» supplémentaire : l'irak ne peut espérer redevenir un pays vraiment souverain tant que Saddam

IRAK: la situation au Kurdistan

La présence des policiers irakiens dissuade toujours les réfugiés de regagner Zakho

Le vice-premier ministre irakien, M. Tarek Aziz, a affirmé, vendredî 26 avril, que deux cent mille Kurdes étaient rentrés dans les villes qu'ils avaient désertées en mars. Pourtant, la population kurde sembla rester méfiante, notamment dans la région de Zakho, en dépit de la présence des militaires améri-

cains, britanniques et français. A Washington, le secrétaire à la défense, M. Oick Cheney, avait déclaré, jeudi, que les Etats-Unis pourraient déployer des forces supplémentaires dans le nord de l'irak en plus des sent mille hommes qui s'y trouvent

ZAKHO (Irak)

de notre envoyé spécial Le ien du chat et de la souris se poursuivait, vendredi, entre les forces nlliées et les policiers irakieus. Ces derniers ne semblent pas véritablement décidés à quitter Zakho, alors que les Américains continuent d'y bâtir un camp de réfugiés à 3 kilomètres de la périphérie, que les Français et les Canadiens restanrent l'bôpital et que les Britanniques patrovillent intensément dans la ville depuis

Zakbo est pourtant in plaque

Les autorités irakiennes ont active-ment préparé la célébration, dimanche 28 avril, du 54 anniver-saire du président Saddam Hussein,

saire du president saddam riussein, avec l'intention d'en faire une démonstration de fidélité à son égard face à la campagne occidentale qui demande son départ, Ainsi, le ministère de l'information et le parti Bass au pouvoir ont-ils mis au point un

programme de « réjouissances popu-laires » (concerts, expositions, défilé,

Depuis quelques jours, les médias officiels évoquent les qualités du chef de l'Etat dont l'anniversaire est assi-

milé, par l'hebdomadaire Alef-Ba', à « la naissance de l'Irak nouveau ».

Les quotidiens publient des télé-grammes de félicitations adressés à M. Saddam Hussein par les hauts

les qualifiant d'« actes d'allèreunce »

et affirmant que, sous sa boulette, «l'Irak est capable de mener à bien

L'Irak a décidé de dissoudre

l'earmée populaire», une milice para-militaire, forte de plusieurs mil-

lions de avolontaires et mise sur pied en 1974, a indiqué, vendredi, l'agence de presse INA. Signé par Saddam Hussein, un communiqué du Conseil de commandement de la

révolution, l'instance suprême du pouvoir, précise que cette mesure porte sur la edissolution de tous les commandements [de cette armée]

politique

D'autre part, le président irakien a changé, vendredi, son gendre, le géné-ral Hussein Kamel Hassan, qui est ministre de la défense, de remettre en état le réseau téléphonique que

e les alliés, conduits par les Etats-Unis, ont détruit ». L'agence de

Unis, oni detruit ». L'agence de presse a, en outre, annoncé que le chef de l'Erat nvait autorisé les iralicies, interdits de sortie depuis le mois d'août, « de voyager hors du pays à partir du 15 mai prochain», et demandé aux responsables compétents « d'assurer l'exécution de cet

ordre] sans en dénaturer l'esprit ».

dans les différentes régions».

sa reconstruction ».

humanitaires mis en place par les Occidentanx. « Au lieu de construire des camps gigantesques et inhumains à la palestinienne, nous ovons privilègie l'idée d'une ville de réfugiés », explique le doc-teur Bonnot, conseiller technique de M. Bernard Kouchner, secré-taire d'Etat à l'action humanitaire.

> Dans la vallée suspendue de Quasröle

e Les habitants de Zakho et des villages environnants retrouveraient leurs maisons; eux-mêmes hébergeraient les gens originaires des régions du Sud qui restent encore sous le contrôle des militaires ira-kiens, et, s'il n'y avait pas assez de place, les Kurdes du Sud pourraient aussi s'installer dans le camp américgin en attendant de pouvoir repartir che: eux ». explique-4-il.

Méfiants, malgré le nouveau contente politique créé par la pro-messe d'une autonomie kurde, plu-sieurs centaines de réfugiès seulemeat sont descendus des crêtes depuis mercredi, s'arrêtant en che-Ongerisk a une beure en voiture de Zakho. La présence des policiers irakiens dans la ville les empêche de poursuivre leur-route.

Vendredi, l'état-major des forces alliées avait eru un instant avoir définitivement réglé le problème : plusieurs centaines de policiers ira-

une cinquantaine d'entre eux devaient rester en ville. Les marines britanniques, au nombre de quatre cents seion certaines sources, avaient pris le contrôle de Zakho en multipliant les patrouilles. Finalement, on s'aper-cut très vite que de cent à deux cents policiers en civil demeuraient dans la cité.

« Saddam ment quand il dit qu'il les a retirés de Zokha. Nous les teconnaissons. Ils sont habillés comme nous, mais ils ont un pistolet sous leur veste, dit un habitant, déserteur de l'armée irakienne. Ils se promenent en voiture dans les rues et ils regardent partout » Cer-tains habitants de Zakho ont ainsi pris l'babitude d'alerter le visitenr etranger quand une voiture passe, en disant discretement : . Attention, c'est la police secrète. » D'autres voudraient parler, mais seule-ment dans l'arrière-salle d'un café : e C'est très dangereux de nous faire voir avec vous »

> « Pent-être... peut-être pas »

Hnbillé en civil, un chef de la milice irakienne, fusil AK-47 à la main, tente de convaincre un attroupement de journalistes étran-gers en déclarant que, «ici, tout le monde est pour Saddam ». Repliés à l'Azur Hôtel, une einquantaine de policiers attendent, autour d'un bus, laissant planer le suspense :

peul-etre pas », dit l'un d'eux avec le sourire.

Des incidents ont éclaté jeudi vers 20 heures. Plusieurs grenades ont été lancées - vraisemblablement par des peshmergas - devant le commissa-riat, blessant légèrement deux policiers. Ces derniers ont été soignés par les médecins militaires français qui venaient de s'installer à l'hôpital de 7akho. « Ils souffraient de queloues lésions sans gravité et vendredi, à 6 heures du matin, ils avaient disparu *de leur chambre »*, raconte le médecin-chef, M. Jean-Yves Bouchou, Par ailleurs, la rumeur courait qu'un milicien irakien avait été tué dans la nuit de mercredi à jeudi.

Affamés, les policiers, qui demandent à manger aux babitants faute d'être ravitaillés, ont, depuis, déserté le commissariat pour se replier, semble-t-il, à l'Azur Hôtel. La guerre d'usure a commencé. Les marines britanniques se promènent le doigt sur la gachette. Les patrouilles tentent d'affirmer leur suprématie en inspectant consciencieusement les maisons et les ruelles. Certains restent cependant sceptiques quant à cette protection : " Tant qu'il y aura des policiers à Zakho, nous demande rons à nos familles de rester dans les montagnes v, assurait l'un d'eux.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

L'ONU va prendre en charge prochainement les camps installés par les alliés

NEW-YORK (Nations unies) correspondence

Le secrétaire général des Nations. unies a annonce, vendredi soir 26 avril, que l'ONU prendrait à sa ebarge des camps installés par les alliés pour les rélugiés kurdes dans le nord de l'Irak a dons quelques jours ». Cette déclaration de M. Perez de Cuellar pourrait permettre de mettre fin plus rapide-ment que prévu à la présence des forces alliees sur le territoire irakien. Jusqu'à présent « rélicentes » à l'idée de s'intégrer à des opéradentales sur le territoire irakien, les Nations unies n'ont pas participé à l'installation des camps américains, français et britanniques, pour permettre le retour des réfugiés kurdes dans leur pays. Toutefois le secrétaire général n'a pas mentioané de quelle façon exacte et selon quel calendrier s'effectuerait la participation précise de l'ONU.

Consultations . avec le HCR .

Dans son rapport presenté vendredi aux membres du Conseil de sécurité. M. Perez de Cuellar a annoucé que, sous la direction du Haut-Commissaire pour les réfu-giés, deux convois de secours devaient arriver dans le nord de l'Irak le samedi 29 avril. Le premier par la Turquie et le deuxième depnis Bagdad. Les deux équipes se concerteront avec les alliés pour les modalités de prise en charge. « en temps voulu ». Le secrétaire général a ajouté que, pour aider les réfugiés le plus rapidement possible, toutes les instances de l'ONU

ont été mobilisées. M. Perez de Cuellar a expliqué par silleurs que l'objectif essentiel de l'ONU est d'être en position d'assumer ses responsabilités « aussitôt que possible ». Le secrétaire général a affirmé que le calendrier dépendra de la conclusion d'accords avec les autorités américaines, françaises et britanniques, Selon le porte-parole du secrétaire général, deux hauts. responsables de l'Organisation, MM. Jean-Claude Aimé et Mar-reck Goulding, devaient se rendre à Genève samedi pour y tenir des consultations avec le HCR (Haut-Commissariat aux réfugiés). Enfin concinant son rapport devant le Conseil de sécurité, M. Perez de Cuellar a insisté sur la nécessité de reunir de nouvelles ressources financières : « La réponse de la communauté internationale a été très modeste jusqu'ò présent », a-t-il

Tout en se disant « satisfaits » de la décision des Nations unies de participer à des opérations pour les réfugiés, des diplomates occiden-taux de l'ONU affirment néanmoins que les forces alliées ne quitterent pas la région du nord de l'Irak sans avoir reçu des « assurances » sur la sécurité des Kurdes.

Par aillenrs, depuis un mois, plus de vingt dénonciations ont été envoyées aux délégations franceme et trakienne de l'ONU sur des « incursions » armées de part et d'autre de la frontière. Selon des précisions irakiennes, des soldats raniens auraient récemment franchi la frontière, donnant lieu à des accrochages au cours desqueis il y aurait en plusieurs morts de part et

AFSANÉ BASSIR POUR

« Réjouissances Washington entend continuer populaires » pour sa médiation au Proche-Orient le 54° anniversaire de M. Saddam Hussein

Vendredi, à la mi-journée, les entretiens israélo-américains ont été interrompus à l'annonce de la mort de la mère du secrétaire d'Etat: M. Baker a immédiatement regagné Wasbington, coupant court à une conversation avec le premier ministre, M. Itzhak Sha-mir, et annulant une rencoutre avec des personnalités des territoires occupés.

Après une première séance de travail avec son homologue israè-lien, M. David Lèvy, le secrétaire d'Etat avait dresse des conclusions prudentes : les divergences entre les parties sont certes loin d'être surmontées, n-t-il dit en substance, mais les Etats-Unis estiment que la situation mérite qu'ils poursuivent leur médiation. En clair, les résul-tats sont décevants mais M. Baker n'abandonne pas - même si aucune date n'a encore été fixée pour une prochaine visite dans la région (la presse égyptienne parle du mois de mail.

· M. Baker a évoqué plus précisément sa conversation avec M. Levy: « Il y a des points sur lesquels nous pouvons nous entendre mais, je le dis franchement, il y en a d'outres avec lesquels nous avons des difficultés. » Si l'on se ris-que à décoder cette précautionneuse petite phrase, cela signifie que les Israéliens ont fait quelques unes des concessions sollicitées par les Etats-Unis et les pays arabes. Ils acceptent le principe d'une participation européenne à la confé-rence; les modalités pourraient en être discutées lors des entretiens que M. Lévy doit avoir le 14 mai à Bruxelles.

Les Israéliens acceptent aussi que la conférence ne se limite pas à une simple séance inaugurale, ouveant la voie à des conversation bilatérales israélo-arabes. Elle pourra se réunir à nouveau - tous es six mois, - si les participants en sont d'accord, mais n'aura pas le ponvoir d'« imposer » nne solution ou de prendre une « décision ».

Agréées par M. Lévy, ces dispo-sitions suscitaient déjà, vendredi soir, des réactions hostiles d'une partie des membres du gouvernement Shnmir, notamment du ministre de la désense, M. Moshe Arens. Ils y voient le risque que la réunion se transforme en forum permaneat, prenant la forme de cette conférence internationale qu'Israel refuse catégoriquement L'Etat hébreu veut privilégier les conversations directes avec les pays arabes, alors que ceux-ci de la communauté internationale dans les négociations. D'où le refus des Israéliens de voir l'ONU jouer un rôle quetconque dans la conférezice régionale.

Les responsables du gouvernement Shamir refusent encore que les membres de la délégation pales-

tinienne à la conférence soient. a directement, ou indirectement », lies à l'OLP ou comprendent un représentant de Jérusalem dans leurs rangs. Telle quelle, la formule est inacceptable pour la plupart des personnalités des territoires : leur seule légitimité à parler au nom des Palestiniens vient du fait

Pas de gel des implantations

Soucieux d'éviter qu'on puisse leur faire porter la responsabilité de ce qui ressemble tout de même à une impasse, les Israéliens relevaient que la Syrie, elle, n'avait rien cédé. En deux séjours à Damas, James Baker a eu quinze heures d'entretiens avec le remment sans grand effet : les dirigeants syriens s'en tiennent touours au dogme de la conférence internationale. Placée sous l'égide des Nations unies, elle devra, disent-ils, assurer un retrait d'Israel de tous les territoires occupés en 1967 : Cisjordanie, bande de Gaza, pinteau du Golan, Jérusalem-Est. Pour l'Etat hébreu, cela

relève de l'anathème. M. Bnker voulnit précisément contourner les litiges de fond entre Israël, les pays arabes et les Palesti-niens. Il entendait privilégier la reeberche de formules prutocolaires soffisamment floues pour permettre aux uns ef aux autres de s'assenir à la même table. Appa-

D Les Donze font le point sur les évolutions un Proche-Orient. - Les ministres des affaires étrangères des Douze, réunis samedi 27 et dimanche 28 avril à Luxembourg, devajent faire le point sur les questions du Proche-Orient après la tournée de M. James Baker dans la région. An programme de cette réunion informelle figuraient également la question des réfugiés kurdes, celle des ventes d'armes et celle de la politique étrangère et de sécurité commune, principale pierre d'achoppement dans les négociations en cours sur le projet d'union politique.

D M. Baker et in rencontre Dames-Arafat. - Le secrétaire d'Etat James Baker n'avait pas été informé à l'invance de la rencontre qu'a euc, mardi 23 avril, à Tripoli, son bomologue français, M. Roland Dumas, avec le chef de POLP, M. Yasser Arafat, a indiqué un responsable américain vendredi 26 avril à Shannon (Irlande) où l'avion de M. Baker faisait escale, en route pour Washington. La même source n confirmé à demipas disposés à prendre ce risque sans avoir défini auparavant un minimum de terrain d'entenre sur ce que devrait être un règlement final.

Or, de ce point de vue, la guerre du Golfe n'n aucunement modifié l'ampleur des différends existant La « fenêtre » que l'affaire du Golfe aurait pretendument ouverte pour faciliter un règlement au Proche-Orient - à en croire les Américains - ressemble, sur place, à une minuseule meurtrière, tant les positions des intéressés ont peu

Très significativement, M. Baker n'a pas oblenu des dirigeants israeliens qu'ils «gèlent» les implantations dans les territoires occupés -serait-ce à titre de mesure de confiance provisoire. Au contraire, chneun de ses deux passages à Jérusalem, une nouvelle colonie de peoplement a été inaugurée par les extrémistes du Gush Emunim, qui bénéficient de l'appui ouvert du gouvernement Shamir. S'expridevalent rencontrer le secrétaire d'Etnt vendredi, à Jérusalem, M. Fayçal Husseini a relevé a l'apparente impulssance v des Etals-Unis à cet égard et y a vu matière à s'inlerroger sur « le sérieux de

Très significativement encore, le progrès le plus tangible obtenu par M. Baker, l'implication de l'URSS et la volonté du Kremlin de normaliser ses relations avec Israel, a eu moins d'écho qu'on aurait pu l'imaginer. Comme si ebaeun savait que l'Union soviétique avait de plus urgentes préoccupations et plus tout à fait le profil d'une grande puissance régionale.

ALAIN FRACHON

mot que le secrétaire d'Etat était mécontent de cette rencontre. -

D Un nonvel ambassadent das Etats-Unis en Tunisie. - Le président George Bush a annoncé, vendredi 26 avril, la nomination de M. Thomas McCarthy comme ambassadeur des Etats-Unis en Tunisie, où il remplace M. Robert Pelletrean, qui avnit mené, à ce poste, un dialogue avec l'OLP, sus-pendu en jnin 1990. M. McCarthy a été, de 1988 à 1990, ambassadeur des Etats-Unis au Liban. -

IRAN : pèlerinage à La Mecque da ministre des affaires étrangères. - Le ministre des affaires étrangéres iranien, M. Ali Akbar Velnyati, a fait, vendredi 26 avril, un pèlerinage à la Mecque. La télévision saoudienne l'a montré embrassant son homologue saoudien le prince al-Fnyçal, avec qui il avait eu un entretien la veille an soir. Les relations diplomatiques été rétablies eu mars. - (AP).

L'envoi de dragueurs de mines dans le Golfe provoque une polémique au Japon

de notre correspondant

Quatre dragueurs de mines japo-nais out quine, sendredi 26 avril, les ports de Yokowaka et de Kure, à destination du Golfe, où ils doivent par-ticiper aux opérations de déminage. C'est la première fois depuis leur création en 1954 que des unités des forces d'autodéfense (armée nippone) sont envoyées à l'étranger, hors du cadre traditionnel (visites d'amitiés, expéditions dann l'Antarctique et manceuvres militaires).

La décision gouvernementale sem-ble appelée à relancer les pressions en vue d'une révision de la loi sur les forces d'autodéfense afin de la rendre conforme à la réalité. Pour l'heure, cette opération est surtout symbolique : la flottille est partie nvec deux tution mois de retard et arrivera dans le

Golfe en juin lorsque, vraisemblablement, il n'y aura plus de mines à culever. La décision gouvernementale n'en a pas moins suscité de vives critiques de la part de l'opposition (socialiste, bouddhiste et communiste). Si l'opinion publique l'approuve mollement, elle est fortement critiquée an sein même du Parti conservateur par des personnalités influentes comme M. Gotoda, défenseur de l'esprit de la Constitution : sent de l'espai de la Constitution :

« c'est aux nations belligérantes de nettoyer leurs champs de bataille » a-t-il
déclaré. L'envoi des dragueurs de
mines a également suscité un malaise
chez les militaires nippons. Plus de
cinq cents soldats ont refusé de participer à cette opération. Ils ne seront Pobiet d'aucune sanction, leurs supérieurs n'entendant pas en faire des martyrs de l'attachement à la Consti-

Des officiers américains et irakiens se sont rencontrés, vendredi, sous les auspices des Nations unies, à Salwan, afin d'examiner les détails de la prise en charge, par la mission des observateurs de l'ONU, de la zone frontalière entre l'Irak et le Koweil. A cet égard, des avions, militaires alliés devaient entamer, dimanche, le transport, en Arabie saoudite, de miliers d'Irakiens, hébergés dans des camps situés au sud du pays, a indiqué un responsable du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR). Il a précisé qu'après de « langues discussions » Ryad uvait accepté d'accorder l'asile politique aux Irakiens e mi craipment la nersécution pour frontalière entre l'Irak et le Koweit. e qui craignent la persécution pour avoir joué un rôle durant l'insuirec-Ph. P. | tion chitte ». - (AFP, Reuter.)

DIPLOMATIE

Deux ans après la tuerie de la place Tiananmen

La visite de M. Roland Dumas scelle la normalisation des relations entre Paris et Pékin

de natre correspondant

Recevant, le 16 avril à Paris, M. Zhu Rongji, maire de Shanghai promu vice-premier ministre, M. Michel Rocard a souhaité que la coopération franco-chinoise jouisse d'un «codre juridique et législotif stable». Il fallsit y voir, a-t-on expliqué du côté français, une allusion aux droits de l'bomme. Le moins qu'on puisse dire est que ce style allusif n'a pas permis de faire passer le message. Rendant compte de l'en-trevue, les médias officiels chinois ont surtout retenu que la France avait remis, elle aussi, son courroux dans sa poche.

Pékin se prévaut de la reprise des relations avec les pays industrialisés dont il attend des subsides pour convaincre le public chinois que l'Occident a passé l'éponge sur la répressinn de 1989. Le secrétaire repression de 1909. Le sectedate britannique au Foreign Office, M. Douglas Hurd, en a fait l'expé-rience début avril. Il a été présenté itence début avril. Il a été présenté rience debut avril. Il a ete presente ici comme l'Occidental venu se faire pardonner les mots durs du passé. Moyennant quni, le principal dos-sier de sa visite, le contentieux sur Hongkong, a été éclipsé.

Presque en même temps, le Japon se livrait au même exercice, à quel-ques jours de la visite de M. Gorbatchev à Takya. Le volume des inves-tissements nippons en Chine n'a pas

suffi à l'assurer du soutien de Pékin sur la question des iles du Nord. D'autres ministres des affaires étrangères sont venus ou sont atten-Seul parmi les grands, Washington se refuse pour le moment à jouer le jeu de la normalisation. La pression démocrate au Congrès a contraint le président Bush, critiqué pour sa politique pro-chinoise, à effectuer un geste spectaculaire, nécessairement perçu comme hostile par Pékin, en recevant le dalai-lama tibétain, Même un «vieil ami» de la Chine comme un «vien ami» de la Chine contine l'ancien président Jimmy Carter, ne s'est pas privé de tenir, dans la capi-tale chinoise, des propos tabous sur les droits de l'homme,

Sacro-saint dialogue privilégié

Il ne fait donc guère de doute que les autorités chinoises voient dans la visite de M. Dumas une aubaine ; il serrera la main de ces mêmes dirigeants à qui il reprochait, en 1989, dans l'émotion suivant Tiananmen, de s'être rendus coupables de « véri-tables assassinats », les mettant « au ban de la communauté internationale». La normalisatinn que Paris avait annoncée comme « graduelle » à la fin 1990, s'est faite au pas de course et à grands frais : 3,2 milliards de francs entre 1990 et 1991 de fands publics français pour la

Chine. Face à un régime chinois qui se refuse encore à assumer toutes les se retuse encore a assumer touces es obligations de sa participation au club international, il y aurait pour-tant urgence à clarifier les relations franco-chinoises. Paris ne dispose certes pas de moyens de pression économiques aussi puissants que les Etats-Unis sur Pékin, mais malgré le rang modeste de la France dans le commerce extérieur chinois, le contribuable français est tout de même le deuxième pourvoyeur d'assistance à la Chine après le Japo-

Le sacro-saint dialogue privilégié entre Pékin et Paris sur les affaires internationales a longtemps été utilisé à sens unique par la Chine. Et Pékin, membre permanent dn Conseil de sécurité à l'ONU, fait surtout de la figuration sur les grands dossiers du moment, en par-ticulier le Proche-Orient, où son principal souci est de ne pas s'aliéner Wasbington. Dans la crise du Cambodge, question chère à Paris, la Chine se contente de laisser les Français s'essouffler à la recherche d'un hypothétique règlement auquel elle assure voulnir participer, sachant qu'il est virtuellement impossible à tranver paur le

La spectaculaire réaction française La speciaculaire reaction trançaise aux événements de Pékin en 1989 a été d'autant plus mai comprise ici que Paris avait été, par le passé,

d'une grande timidité à l'égard de la Chine sur la question des droits de l'homme. Raison de plus pour que M. Dumas explicite quelque peu la formule alambiquée de M. Rocard et expose clairement les nouvelles règles du jeu. Cela afin de prévenir bien des malentendus.

Un « risque France »

Sur le plan économique, le recours immodéré aux fonds publics francais pour financer des opérations de prestige en Chine a fonctinuné depuis longtemps à l'avantage de Pékin. Fort peu de firmes françaises ont gagné ici de l'argent qui ne soit pas de l'argent public français. Pour les entreprises qui investissent, le « risque Chine » est devenu un... arisque France». On le voit avec un projet comme celui de Citroen, qui repose uniquement sur l'intuition qu'un marché automobile se développera d'ici dix ans, mais englou-tira, en 1991, 80 % des fonds publics venus de Paris sans qu'il en coûte quoi que ce soit à Pékin. Les banques privées sont prêtes à financer toute opération en Chine, du moment qu'elles ont la garantie de l'Etat français. L'élément nouveau. par rapport à 1964, heure à laquelle Pékin feint toujours de vivre, est l'émergence de la « province» nationaliste de Taiwan comme une puis-

sance économique majeure en Extrême-Orient. L'accroissement des échanges avec le petit « dragon inofficiel» de Taipeh ne peut qu'entraîner l'élévation de son statut international. Sur ce dossier sensities avec il « avenit avantage à clable, aussi, il y aurait avantage à clarifier la situation, quitte à heurter la susceptibilité pékinoise.

A terme, la Chine populaire n tout intérêt à profiter des opérations triangulaires qui peuvent se faire jour entre elle-même, Taiwan et des partenaires extérieurs. Ces perspec-tives passent notamment par l'entrée de Taiwan au GATT et, pour ce qui concerne la France, l'ouverture d'une ligne aérienne reliant Taipeh à Paris. M. Dumas, pour faire admet-tre cette nouvelle donne, peut s'appuyer sur une contume que le communisme n'a nullement abolie; lorsqu'on affre un cadeau, entre mandarins, c'est pour obtenir une contrepartie. Le destinataire le sait. FRANCIS DERON

Le programme de M. Dumas, Après sa visite en Chine nù il est attendu lundi 29 avril, M. Roland Dumas se rendra à Téhéran les 4 et 5 mai, Il ne pourra en revanche se rendre ensuite comme prévu en Turquie, a annoncé le quai d'Orsay. M. Dumas doit en effet rejoindre le président de la République le 6 mai à Moscou.

Malgre l'échec de sa visite au Japon

M. Gorbatchev reste optimiste sur l'avenir des relations nippo-soviétiques

SUR L

Le président Garbatchev a longuement évoqué, vendredi 26 avril, devant le Soviet suprême son récent voyage au Japon et en son recent voyage au Japon et en Corée du Sud, en soulignant à propos des îles Kouriles revendiquées par Tokyo qu'il fallait « continuer les négociations ».

« Ce qui s'est passe au Jopon, a a Ce qui s'est passe au Jopan, a dit M. Gorbatchev, nous laisse croire en une percée dans les relations sovièto-joponaises (...); le pas le plus difficile a été fait. » Le président coulétieure a méanmaine indident soviétique a néanmains indident sovietique à neanminis indi-qué que ses discussions avec le pre-mier ministre nippon, M. Toshiki Kaifu, avaient été « très difficiles, et parfois même dramatiques ».

Le président soviétique s'est attardé sur un long parallèle entre les relations nippo-soviétiques et les relations entre l'URSS et les deux Allemagnes, ponr montrer que, selon lui, une politique des petits pas peut conduire, à terme, à de grands changements. — (AFP.)

u Le premier ministre hongrois, M. Joszef Antall, invité à Paris. -M. François Mitterrand a invité le premier ministre hongrois, Joszef Antall, à participer à un déjeuner de travail à l'Elysée le 21 mai, L'invitation a été transmise vendredi 26 avril par M. Roland Dumas à son homologue hongrois, M. Geza Jeszensky.

AMÉRIQUES

Bavures policières

Suite de la première page

A Philadelphie, ce n'était pas tout à fait une première. Quelques mois auparavant, on avait appris la sordide mesaventure de Bland Griffin Jr., un jeune Noir qui disait avoir été torturé dans un commissariat pendant son interrogatoire. La police avait nié et l'histoire était tombée dans l'oubli. Mais après la bavure de Los Angeles, des photos de la victime circulèrem en ville. «Ces six traces sur le torse, le en ville. «Ces six traces sur le torse, le dos et les bras de Griffin sont sans aucun doute celles de brütures», affirme David Rudovsky, avocat connu pour son inlassable défense des droits du citoyen. Et de préciser : «Ce jeune homme a été interpellé, ou cours d'une descente anti-drogue, par un policier nommé Kilgo, qui l'o maintenu couché, menottes aux poignets, et o baladé sur son corps une ompoule électrique brûlonte.» Ce que le policier en question dément : le jeune homme, selon lui, a cherché à s'enfuir et a roulé sur une lampe.

Seulement voilà : ce même Kilgo

Sculement voilà : ce même Kilgo avait dejà. au nom de ta « guerre contre lo drogue ", sérieusement malmené un Blanc de cinquante-sept ans qui un Blanc de cinquante-sept ans qui vendait dans la rue... des tickets au bénéfice d'un syndicat de police. La victime avait déposé une plainte et, ne recevant pas de réponse, avait écrit au chef de la police : « Arrêter n'importe quel citoyen, le battre, puis nier les faits, enfin laisser tomber, est-ce la loi ? S'il vous plait, réponde-moi. « Il finit par avoir satisfaction. La municipalité lui versa l'équivalent de palité lui versa l'équivalent de 75 000 francs à titre de dommages et intérêts. M. Kilgo, interrogé par le principal quotidien The Plulodeiphia principal quotidien the timouciphia Inquirer, declara wetre la cible de plaintes systèmatiques orchestrées par les dealers de la drogue ».

«On fait n'importe quoi, au nom de la guerre contre la drogue et contre la délinquance. La police n'o pas ò faire la guerre, mais son devoir », dit David

Cet avocat invial tnut comme diverses associations locales, n'a pas attendu la bavure de Los Angeles pour se mobiliser. En novembre der-nier, s'est ouvert à Philadelphie un Centre pour la loi, d'intérêt public, lié à l'ACLU, la puissante organisation nationale qui leva le secret sur le scandale de Los Angeles. Le centre a installé une ligne téléphonique, SOS-Bavures. Chacun peut l'appeler gra-tuitement. Dès la première semaine, quarante appels ont été reçus, éma-nant de trente-sept Noirs et de trois

« Il leur faut du courage pour sortir de l'anonymat et voincre leurs craintes, mais combien se taisent craintes, mais compien se taisent encore?», s'interroge Karen Black, l'animatrice de vingi-huit ans, venue de Los Angeles. Ample robe à la hippie, Karen remue ciel et terre, enquête, organise, le cas échéant, les dépôts de plainte en compagnie de

vingt-six autres collègues. Des enquêtes disciplinaires menées par la police en cas de brutalités seulement 4 % arrivent à leur terme, selon le centre : « En dépit de leur honnéteté. centre : « En depti de leur nonnelete, de nombreux policiers mentent pour protéger leur institution. L'inspection générale des fonctionnaires s'arrête à la porte des commissariats. Il faudrait un organisme indépendant pour faire la lumière sur les abus policiers. »

Peur dans la ville

La ville redoute l'étincelle qui embrascrait les minorités raciales. Elle vit dans la crainte d'un retour aux années 70, lorsqu'elle battait le record national de la violence. Au plus haut

bondé, un concert sponsorisé par l'American Express. Mais à quelques kilomètres de là, au nord, à l'ouest et au sud-ouest, certains quartiers sont délabrés. Quand tombe la nuit, les banlieues aisées ont tendance à se calfeutrer, abandonnant une boanc par-tic de la ville aux Afro-Américains et aux Latinos.

Cette peur de la violence n'est pas Cette peur de la violence n'est pas nouvelle. Simplement, avec le scan-dale de Los Angeles, les frustrations s'exacerbent. Certes, la situation est encore loin de celle des années 70: 44 personnes tuées par la police l'an passé contre 120 à l'époque, et 179 plaintes pour violences physiques contre 1 200. Mais une tension diffuse rèene en permanence. règne en permanence.

Un samedi soir, dans une boite disco de Broad Street, au centre-ville... Fouille à l'entrée pour éviter les armes ou la drogue. Les Blanes sont rares. Sur la piste, une centaine de jeunes Noirs improvisent une sorte de ballet. Beaucoup de ferveur, « pour se sentir unis ». C'est une façon d'affi-

vient de donner, dans un stade et 3,5 millions de contacts avec le public, dans une agglomération de 5 millions d'habitants (1). Il explique la recrudescence des bayures par la montée de la violence quotidienne montée de la violence quotidienne; « Délinquance, drogue et armes prolifèrent. Le policier doit se défendre; quatre d'entre, eux ont été tués en 1990. » En passant au crible la fiche de chaque policier, il espère repérer les habitués de la gâchette ou de la matraque « faciles ».

Dans les rangs de la police, le malaise est réel. «A Los Angeles, la police est attaquée de l'intérieur, affirme un flic de quartier. Des colaffirme un flic de quartier. Des col-lègues commencent à témoigner les uns contre les autres. C'est le désar-noi. Le président d'une association de policiers noirs voit, lui, dans la flambée de violence policière, «les méfaits de l'esprit de croisade qui anime la guerre contre l'usage et le trafic de stupéfiants».

Le chef Williams ne mache pas ses mots: «Si nous ne veillons pas au grain, ce sera nous contre eux. Cha-cun, ici, le sait : le monde de la rue est dur. Mais il n'est pas notre ennemi.

BRÉSIL

Disparition d'un des plus célèbres protecteurs des enfants des rues à Rio

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Volmer do Nascimento a disparu. Le coordonnateur du Mouvement national des enfants de la rue de Riode Janeiro était depuis plusieurs mois en danger. Au point que la police fédérale le protégeait en per-manence. A la suite d'un imbroglio manence. A la suite d'un imbroglio policier – sa sécurité devait être assu-rée par l'Etat de Rio-de-Janeiro depuis le 19 avril mais ne l'était pas encore en raison d'obscures négocia-tions entre les deux polices, – il cou-rait de grands risques et le savait.

Dans un long entretien publié au mois de décembre par le Jornal do Brasil, il racontait son angoisse permanente: « Depuis le I » novembre, ma vie a complètement changé. J'ai peur de mourir. » A cette date il avait été expulsé de la zone de la Bartada Fluminense — la zone la plus violente. Fluminense – la zone la plus violente de Rio, au nord de la ville – par les «escadrons de la mort» qui le mena-çaient, lui, sa femme et ses trois enfants.

Il avait alors dénoncé avec courage les agissements de ces groupes et les liens qui les unissaient avec certains policiers – voire des magistrats – policiers – voire des magistrats –
dans la chasse aux enfants de la rue
et l'extermination physique de ce
qu'ils appellent cette « graine de
délinquants ». Depuis 1976, Volmer
do Nascimento s'occupait de ces
enfants à l'abandon, livrés à l'école
de la violence et à des groupes de

CHILI: le général Pinochet en visite en Grande-Bretagne début mai. - Le général Augusto Pino-chet, commandant en chef de l'armée de terre chilienne, compte se rendre en Grande-Bretagne au cours de la première quinzaine du mois de mai, « pour visiter quelques entreprises d'armements ». a annance, vendredi 26 avril, un communique officiel. Ce voyage à le général Pinochet depuis novembre 1975. A cette époque, chef de la junte militaire au pouvoir au Chili, le général Pinochet s'était rendu en Espagne pour assister aux absèques du général Franco. - (AFP.)

SALVADOR: la guerilla affirme avoir abattu deux hélicoptères militaires. - La guerilla salvadarienne a affirmé, vendredi 26 avril, nvoir abattu deux helicoptères militaires qui se sont abîmes jeudi dans les caux du lac Suchitlan, à 50 kilomètres au nord-est de Saa-Salvador, entraînant dans la mort les quatre membres d'équipage. Les quarte memores à equi-page. Les autorités militaires ont déclaré pour leur part que le pre-mier appareil s'était écrasé en rai-

trafiquants, et avait pris, il y a cinq ans, la tête de cette association qui leur venait en aide. Vendredi, il a quitté son bureau pour se rendre à la banque toute proche. Une équipe de télévision anglaise qui devait l'inter-viewer en suite, l'attendra en vain. Samedi, personne n'avait encore eu de ses nouvelles.

Publication - d'un statut

Aussitôt, M. Joaonzinho Trinta, le célèbre directeur artistique de l'école de samba de Beija Flor, qui, lui aussi, a pris en charge un groupe d'enfants perdus et se bat pour tenter de leur offrir «un autre avenir» fai-sait part de son inquiétude et se disait « catastrophé ». Au siège du gouvernement de l'Etat on se bornait répondre qu'on recherchait sa trace. Mais la plupart des observa-teurs craignent le pire.

Triste ironie de calendrier : le jour Triste ironie de caiendrier : le jour même où l'on apprenait la disparition de Volmer do Nascimento, le service de presse de la présidence de la République adressait aux correspondants étrangers un exemplaire du « Statut de l'enfant et de l'adolescent» qui n'est autre que la loi du 13 juillet 1990 « traitant de la protection intégrale accordée à l'enfant et à l'adolescent» pour lequel Volmer do Nascimento s'est tellement battu...

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

son de manvaises conditions météorologiques, et le second en raison d'une avarie mécanique.

O PARAGUAY : assassinat d'us. directeur de radio qui faisait campague contre la corruption et la contrebande. - Santiago Leguizamon, le directeur d'une radio locale du Paraguay qui faisait campagne contre la corruption et la contrebande a été assassiné vendredi 26 avril par des inconnus à Pedro- Juan-Caballero (notd dupays), le jour même d'une manifestation organisée dans la capitale pour dénoncer le crime et les intimidations visant les journalistes.

Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE Renseignements: 45-55-91-82, peste 4356



réclamer la démission du numéro un de l'administration pénitentiaire, M. J. Patrick Callagher, accusé de jouer au dictateur. Dans la prison de Hommersburg, qu'il dirige, il oblige la moitié des détenus, en majorité noirs ou portoricains, à rester enfermés un jeur sur deux et à tour de rôle dans

Le nombre de plaintes contre la mauvaise conduite de la police (notamment pour des coups de feu injustifiés) grimpe en flèche. «Si cela continua las communantés verrant en continue, les communautés verront en chaque policier un ennemi. La police existe pour aider les gens, nan pour les servir d'une main et abuser d'eux de l'autre», disent les militants du Cen-

Philadelphie, dirigée par un maire démocrate qui est noir, comme 40 % de la population, a été en son temps à l'avant-garde de la bataille pour l'égalité des droits. L'orchestre philharmonique y vit toujours de riches heures. C'est ici qu'ont vécu John Coltrare et tre pour la loi. C'est ici qu'ont vécu John Cohrane et Dizzy Gillespie, et que Paul Simon

cher « son identité ». Profitant du silence relatif de la pause, Hamilton, mécano de trente ans, propriétaire de son appartement, confie : «Le laisseraller autodestructeur de certains Noirs m'exaspère, tout autant que les coups qu'adorent porter les Blancs sur une

«Ce que vous ne devez pas faire»

En ville, les autorités ont fini par iner la leçon des incidents récents. Le chef de la police, M. Willie L. Williams, est sorti de son silence habituel. « Ecauré » par l'incident de Los Angeles, il a imposé à chacun de ses 6 300 subordannés de visionner la fameuse bande vidéo. Aux jeunes recrues, un message clair; «Ce que vous ne devez pas foire.» Avec les vétérans et la hierarchie, une discussion s'est instaurée sur « nos responsabilités et nos valeurs morales». Il a publié son bilan ; en trois ans, 179 plaintes pour violences policières

Nous ne sommes pas en guerre contre lui. » Les policiers les plus révoltés par la «rude canonnade» contre leur conporation ne cachent pas leur colère devant les répercussions de la bavire de Los Angeles : « Nous sommes des soldais. On en a marre de ces avocais qui nous accusent d'être anticonstituqui nous accusent à etre anuconstitu-tionnels, et qui tordent le cou à la jus-uce, à leur profit, quand leur client peut payer. A nous la chasse aux cap-sules vides de crack, le sale boulot au nom de la loi. » Tout récemment, le département fédéral de justice à annoncé que les aveux extorqués par la force ne seraient plus retenus. Autre effet de l'affaire de Los

DANIELLE ROUARD

(1) Depuis 1988, 9 policiers mutés et 6 mis à pied pour abus physiques, 50 licenciés pour motifs divers. En 1990, une hausse de 15,5 % des plaintes pour abus physiques. Deux fois plus de plaintes pour injures et humiliations raciales. Quarante-quatre personnes turées par balle, le plus haut niveau depuis 1980.

lisation

SUPLA 5, ON NE PLAISANTE PAS AVEC LE RIRE. La 5, c'est 5 sur 5.

NOUVEAUX JEUX, NOUVEAUX DIVERTISSEMENTS,

NOUVEAUX FEUILLETONS:

OUE LE MEILLEUR GAGNE, du lundi au samedi, 11h55.

LA LIGNE DE CHARCE, du lundi au vendredi 19h00, samedi 18h45.

BONSOIR MA SÉRIE, du lundi au vendredi, 19h40.

GRAIN DE FOLIE, samedi 20h50.

RIRE PARADE, dimanche 12h10. FROGSHOW, dimanche 16h19.

CONTES À DORMIR DEBOUT, samedi 11h25 et dimanche 19h15.

5

حكدا سالاحل

de natre correspondant

A quelqua 35 kilomètres de Bucareet, dens le village de Bolintin-Deal, il y e, sur la place centrale, une tache de sang couverie de fleurs et de bougise à moitié consuméee, et, non loin, les ruines noircies de vingt-deux maisons. Le sang est celui d'un jeune Roumain, poignardé la nuit de la Pâque orthodoxe, dimanche 7 evril, «alors que tout le monde était à l'église», par un gitan, ivre peut-être, de la « tribu des Ursars ». De ceux qui, dans le temps, étaient des emantreurs d'ours » et qui ne se sont jamais vraimem socialement intégrés, ou n'ont jamais été acceptés.

Les ruines calcinées sont calles de maisons de Tziganes «ursars», que les habitants du village - Roumains et Gitans des eutres « tribus > canfandus, raconte-t-on ont incandiéas le lendamain de l'assassinat, pour se venger, alors que l'assassin présumé étah entre les mains de la police.

les maisons étaient vides : il n'y e pas eu de victime. Ce dimenche matin, après la hurlament das sirànes actionnées par on ne sah qui, ils étaient deux mille, peut-être trais mille, à crier vengeance devant la teche de sang, puis à allumer laa incandies, Aujourd hui, des paliciers, errivéa en renfort, petrouillant, nunchelents. Laa Ursars ont disparu.

«C'est normal de se faire justice. Plus personne ne pouvait les supporter, ila falsaient peur à tout la monda et ils ne travaillaiant pas», a'indigne une paysanne qui ne veut paa dira son num. Et puis, «a'ils n'étaient pas tous coupables, ils ne se seraient pas enfuis », làche-t-elle avant de s'éclipser. Craveta et costuma trois pièces, un Gitan très Intégré du village, de la tribu des Muzicans > (musiciens), affirme que « tout la monde e participé à l'attaque ». « Les Ursars ne travaillent pas, ca sont das sadiques », explique-t-il lorsque les Roumains se sont éloignés de lui.

Dans la ville vaisine de Bolintin-Vale, Aurica, quarante-deux ans et cinq enfants, a les habits colorés des Ursars et des larmes aux yeux. ell fallait mettre le feu à la maison du coupable, pas à toutes les maisons des Ursars», dit-elle sur le seuil de sa maison décorée de fresques représentant des carrioles dena la plaine et dea diseuses de bonne eventure. Sa fille, dont le meiaon de Bolimin-Deal a été incendiée, a est réfugiéa chez alle, avec aes seula vêtements sur le doa et son nouveau-né dans les bres. Les maris se cachent; elles dorment depuis trois nuits dans le jardin, dans la crainte que leur mai-

son ne soit incendiée. A Bucarest, un parlementaire du Front de salut national au pouvoir a souligné qu'il ne falleit pas confondre un efait divers avec das effrontements ethniques. Les représentants des Rome ne som pas d'accord. «Les autres Tziganes du village ont eu peur at ils sa sont essociés aux Roumains pour éviter de subir le même sort »,

affirma Vasile lonescu, du comité directeur de l'Union démocratique des Rome. «Ils me l'ont dit car je suis rom comme eux , expliqu M. lanescu, qui s'est rendu aur place : «Le pouvoir veut faire croire qu'il existe des « tribus » différentes pour montrer qu'il ne s'agit pas d'affrontements ethniques.

En octobre demier, à Kogalniceanu, près de Constanza, après une bagarre, trente-quatre maisons de Tziganes avaient été incendiées. Lors des affrontaments entre Hongrois et Roumains de Tirgu-Mures, en mers 1990, « la majorité des personnes arrêtées furent des Tziganes, reconte M. lonescu. Et, les 14 et 15 juin dernier, après s'en être sauvagement pris à l'oppositinn, les mineure appelés par pouvoir «pour rétablir l'ordre » è Bucarest, s'étaiem ettaqués aux Tziganes, Selon M. Ionescu, 80 % des personnes arrêtées à cette occasion étaiem des Gitans. Les Tziganes représenteraient de 3 à 4 des 23 millions d'habitants de la

Roumanie. JEAN-BAPTISTE NAUDET

ALLEMAGNE: en visite à Leipzig

Le chancelier Kohl a dénoncé les signes de violence qui se manifestent dans l'ex-RDA

de notre envoyé spécial

M. Helmut Knhl avait été, le mois dernier, mis au défi par les manifestants de Leipzig de se renraison des grands rassemblements de l'automne 1989 contre le régime communiste) pout s'adresset aux chômeurs de l'ex-RDA. Vendredi 26 avril, le chancelier s'est rendu le plus tranquillement du monde dans le cité saxoune et, s'il n'a pas pris la parole en public, il a rencontré les dirigeants des œuvres sociales de l'Eglise protestante comme si de rien n'était. Deux semaines euparavant, à Erfurt, cu Thuringe, il avait entamé une séric de visites dans les nouveaux Lander pour montrer qu'il n'abandonnait pas les Allemands de l'Est à leur sort. Après le choc suscité par l'assassinet du président de la Treuhand, le holding chargé de gérer le patrimoine économique de l'ex-RDA, ces visites, qui n'ont attiré que quelques poignées de contre-manifestants, ant largement contribué à dédrematiscr une atmosphère sociale souvent présen-

tée jusque-là comme explosive. Les problèmes ne sont pas résolus, loin de là. Mais le gouvernement, qui a ouvert ces derniéres semaines sa bourse toute grande, a donné le sentiment d'agir et a gagnė ainsi un sursis jusqu'eu prochaines échéances importantes, à savnir la nouvelle vague de licen-

AFRIQUE

ciements prévue fin juin. Divisés, les syndicalistes, 1G metall à leut tête, ant tenancé aux manifestatinns du lundi à Leipzig. La paroisse Saint-Nicolas, qui epportait selnn la tradition la cautinn de l'Eglise à ces manifestations, s'est, mise en retrait. Ces deux derniers lundis, ils n'étaient que quelques centaines à vnulnir maintenit coûte que coûte le fiambeau. Et personne n'a jugé bon de se déplacer pour la venue, annoncée deux jours à l'avance, du chanceliet, qui a suscité une sympat bique bnusculade de quartier et quelques singans hastiles vite

A ses détrecteurs, qui lui repro-chent le caractère furtif de ses visites, M. Helmuth Kohl a rétorqué, eu conrs d'une conférence de esse, qu'il était là pour examiner les problèmes concrets et s'assurer de la mise en œuvre des programmes arrêtés. Le chancelier en a profité pour dire avec fermeté qu'il veillerait au respect de l'état de droit. Il a dénoncé les signes de violence qui ont fait leur apparition ces derniers temps dans les stades ou lors de l'ouverture de la frontière polnnaise. Tout en esti-mant que le vandalisme ne devait pas toujours être associé à l'extrémisme politique, M. Kohl e admis que les deux phénomènes pouvaient se rejoindre. Le chancelies a assuré que l'Allemagne avait retenu la leçon de la République de

HENRI DE BRESSON

ALBANIE: pour son rôle dans la répression des manifestations du 2 avril

Le chef de la police de Shkoder est inculpé

Le chef de la police de Shkoder (nord-ouest de l'Albanic) et san adjoint, un représentant local du ministère de l'intérieur, einsi que quetre eutres personnes ant été inculpés, vendredi 26 avril, pour leur rôle dans le répression de la manifestation anticommuniste qui evait fait quatre morts et une cinuantaine de blessés le 2 avril dans

« Les forces de l'ordre unt tiré pendant deux heures par rajales et balle par balle » contre les manifestants, réunis devant le siège local du Parti communiste au lendemain des premières élections libres en Albanie qui avaient vu la victnire des communistes, e précisé devant le Parlement une commission d'enquête formée de représentants de la majorité et du Parti démocretique (opposition).

La police e agi à Shkoder ede façon non confarme aux règle-ments » et le ministère de l'intérieur a donné à la télévision une version fausse des événements en affirmant que la police avait tiré pour se défendre face à la foule, a indiqué la commission en présentant les premiere résultats de son enquête.

La commission e également. dénoncé le retard mis par le ministère de l'intérieur à faire e une analyse définitive des événements » et critique les enquêteurs du ministère de la justice qui « n'ont pas travaillé comme ils l'auraient du ». Après avnir vu la police ouvrir le feu sur les manifestants, et tuer l'un des responsables inceux du | 1975. - (AFP.)

Perti démocratique, M. Arben Brock, vingt-trois ans, la foule avait mis le fen à deux hlindés arrivés en renfort, puis envahi, saccagé et incendié le siège local du Parti communiste. Les critiques farmulées par la commissinn parlementaire à l'encontre du ministère de l'intérieur pour la répression d'une manifestatio en Albanie. - (AFP.)

GRÈCE ; nouvelles arrestation de Palestiniena après l'attentat de Patras. - Quatre Palestiniens soupconnés d'activités terroristes unt été arrêtés, vendredi soir 26 avril, à Salonique (nard de la Grèce) sprès la déconverte, à leur domicile, d'un important arsenal comprenant des armes et des explosifs. Selon la police, ces personnes (qui étaient en possession de passeports jordanien et tunisien) scraient impliquées dans l'attentat à la hombe de Patras (nord-ouest du Pélopounèse), qui svait fait sept morts il y a une semaine. Ces nonvelles arrestations portent à huit le numbre de Palestinieus arrêtés dans cette affaire. Les armes et les explosis étaient cacbés dans des valises au grenier d'uno maison à un étage située dans le centre de la vicille ville do Salonique. Les enquêteurs n'excluent pas l'éventualité d'une coopération entre ces Palestiniens et des organisations terroristes grecques, notamment celle du 17-Novembre, responsable de nombreux attentats depuis

ASIE

CAMBODGE: lancé par l'ONU, la France et l'Indonésie

L'appel au cessez-le-feu temporaire est accepté par les Khmers rouges

Dernier des trois mouvements de la résistance cambodgienne à avoir pria cette décisinn, les Khmers rouges ont annoncé, vendredi 26 avril, qu'ils acceptaient l'appel au cessez-le-feu temporaire lancé lundi par l'ONU et les co-présidents de la conférence de Paris (France et Indonésie). « Nous nous réjouissons de cet appel» a déclaré à Bangkok ta dirigeant des Khimers rouges, M. Khieu Samphan. Ca sez-le-feu devrait intervenir à partir du 1= mai et durer jusqu'à la fin de la réunion du Conseil national suprêma cambodgien, qui devrait avoir lieu fin mai ou début juin à Djakarta.

BANGKOK de notre correspondant

Depuis fin janvier, sous la pression du Congrès, l'administration américaine a gelé son assistance aux deux factions non-commnnistes - sihanoukistes et FNLPK, (Frant national de libération du penpic khmer) de M. Son Sann qui se battent aux côtés des Khmers rouges contre le régime de Phnom-Penh. Cette décision est la conséquence d'une controverse sur l'éventuel parti que les Khmers. rouges pourraient tirer de cette aide destinée à leurs alliés et vitale pour ces derniers.

De son côté, Bangkok e annoncé mercredi 24 avril, une réduction des livraisons de riz aux 348 103 Camhodgieus recensés dans des aménagés en territoire thailandais, à proximité de la fre khmère. Cette décision, qui sera effective en mai, fait suite à une réduction similaire, faute de fonds, de l'assistance fournie par les Nations unies à ces populations civiles. « Il est temps que les factions khmères envisagent d'activer le processus de paix afin que les Cambodgiens déplacés puissent regagner leur pays sons artendre une nouvelle réduction de l'assistance humanitaire internationale», a déclaré un porte-parole thallan-

Des combats limités

Dans le camp d'en face, la réduction de l'aidc soviétique, la poursuite de combats et nne manvaise récolte ont aggravé la crise économique. On parle de près de deux 200 000 réfugiés dans les zones. contrôlees par Phnom-Penh, à telle enseigne que l'ONU envisage de coordonner une aide distribute par des agences non-gonvernementales. Phnom-Penh a dějà réclamé une aide d'urgence de 100 000 tonnes

de céréales. C'est dans ce contexte que la « troika » – les co-présidents français et indonésien de la conférence de Paris et le secrétaire générai de l'ONU - ont lancé un appe à un cessez-le-feu pour le 1ª mai

Les combats, pour l'essentiel, demeurent limités. En mars, donc en fin de saison sèche, les troupes de Phnnm-Penh ont attaqué, blindés à l'appui, le réduit du FNLPK sur la frontière thailandaise. Cette offensive a été stoppée par une opération de diversion des Khmers rouges contre Sisophon, le cheflieu de district le plus proche. Phnom-Penh a également tenté, avec des bélicoptères armés, de désorganiser, également à proxi-mité de la Thailande mais plus an sud, l'exploitation des mines de pierres précieuses de Pailin, dont les Khmers ronges contrôlent le lucratif commerce. Lenr succès e été epparemment limité. Enfin, dans la province de Kampot, frontalière du Vietnam et l'un des fiefs traditionnels des Khmers rouges, Phanm-Penh a fait fece, avec apparemment un appui vietnamien, à une résurgence de la gué-

gaille's

13 coutume

Les Vietnamiens no semblent pas trop s'inquièter de l'évolution de la situation militaire depuis le retrait, en septembre 1989, du gros de leur corps expéditionnaire. Si les Khmers rouges ont renforce leur présence dans les régions les plus reculées, leurs effectifs auraient légèrement décru, estimet-on au Victnam, en ajoutant : « Ils nut les moyens de faire un peu de guérilla et surtout de l'action politique. Mais ils n'ont pas de réserves et ne peuvent mener des opérations de plus grande envergure ». En revanche, la de situation économique est jugée nettement plus préoccupant

Le Cambodge s'enfonce et la etrellean, à défaut d'autre chose, saisit l'occasion pour demander ses dirigeants, toujours aussi divisés, de calmer un peu le jeu afin de pouvoir réunir leur Conseil national suprême fin mai ou début juin à Djakarta. Cette instance de douze membres, créée en septembre dans la capitale indonésienne, ne s'est pas réunie depuis décembre a Paris, Depuis, Hanni et Phnom-Penh ont maintenu leurs réserves à l'égard du plan de paix

de l'ONU. La scule nouvelle donne est l'amorce d'un dialogue plus consis-tant entre le Vietnam et les Etats-Unis avec l'annonce, la semaine dernière, de l'ouverture d'un bureau officiel américain à Hanoï (le Mande du 23 avril) et celle, jeudi, de la première aide humani-taire américaine depuis 1975 : 1 million de dollars pour l'achat de prothèses pour les blessés de guerre

JEAN-CLAUDE POMONTI

ITALIE

Tempête autour des salaires des députés

NIGÉRIA

Des chiites seraient à l'origine des émeutes religieuses

Le président Ibrahim Babangida a affirmé, vendredi 26 avni, que le gouvernement fédéral « serait impiinyable envers ceux qui menacent la paix publique v. en évoquant les émeutes religieuses de Katsina et dc Bauchi.

Sans designer nammément les fandameotalistes musulmens chiites qui seraient responsables de ces violences. il a évoqué les préceptes de l'islam, rappelant qu'il n'autorisait personne à imposer ses convictions aux autres.

A Katsina, le chef lucal d'un graupe fandamentaliste, Mellam Yakuhu Yahaya, et coviron deux cents de ses pertisans ont été errêtés après les violentes manifestations de vendredi et attendent de comparaitre devant un tribunel

A Bauchi et dans les villes vaisines, nu les violences qui ont éclete, lundi et mercredi, ant fait entre cent cinquante et deux cents morts. les autorités ont procédé à de nam breuses arrestations.

de natre correspondant

Tour à taur jugée «moppartune », « provocatrica » ou carrémsnt « scandeleuee », eu moment nu la gouvernemant a apprête è binquer les saleiras de la fonction publique et à s'ettequer au régime des retraites pour essayer de réduire un faraminaux endettement public, l'annonce d'une augmentation mensuelle das rémunératione des élus italians de 7 000 francs nets a déclenché une véritable ismpêta de protestetions et redoublé l'antiparlementarisme dane l'apinian transalpine. A tel paint qua, pour la première fois dens l'histaire da la République, les députés et las aénateura, embarraesés comme jemels, envisagent sérieusemem de suspendre, voite de ranoncer à le revaloriaethan de leura émolu-

Ayant finalement compris l'urgence et la gravité du problème, lee deux Chambres se réuniront le semaine procheine pour en discuter. A en juger par les réactions des ténars de taux les grands partis, il y a dea chances

pour que les traitements des « onorevole » – les « honorables » élus de le nation - demeurent ce qu'ils sont, è savoir l'équivalent de 48 000 francs, nets da cotisatinns eocieles et d'impôts, plus environ 18 000 francs pour rémunérer d'éventuels collaborateurs. A cela s'ajnutent la gratuité des transports publics train et avion en première classe - et autres avantages divers. Les chanceux touchent même perfoie das prébendes confinant eu scandale - près de 5 000 francs par jour paur ceux qui siègent psr oxempla à la cammisaian enti-trust.

Les « solistes » et les « pianistes »

L'opinion italienne est fatiguée des excèe de sa classe politique. Elle tolère de plus en plus mai les scandalee, la népatisme, lae crises gauvernementales è répétitian incompréhensiblee pour le commun des mortels... Elle critique les longs retards qui interviannent dans l'approbation de légielationa parfois urgentes, retarda liés trop souvent à l'absentéisme daz élue. C'est ainsi

qua le jour même où étain annoncée l'augmentation des traite-ments, la Chambre des députés n'a pae pu voter un texte répriment la criminelité organiséa, feuta da quarum. Depuis la début de la législature en 1987, le ces s'est praduit cent une fois i Au total, la moyenne des élua présents dans l'hémicycle pendent lee sessions a atteint, sur quatre ans, 377 sur 630.

Au Sénat, la situation est pire, molgré les pretiques de ceux qu'on appelle ici lae « solistes » et les « planistes ». Les premiers passent en coup de vent, votent rapidament un texte pour être campté présent et toucher 450 francs de jeton da présence, puis s'en tetoument à leurs affaires. Les aeconde, en dépit du règlement, « planotent » les clefe de vote électronique de leurs amis, qui peuvent ainsi, eux eussi, être comptés présents. Comment a'étonnor, dans ces conditions, que plue de 90 % des Italiens, selon un récent sondage du magazine Penoramo, aient déciaté avoir « peu » nu spas confiance du touts dans leurs pertis politiques?

PATRICE CLAUDE

CORÉE DU SUD

Une grave affaire de pollution a entraîné le remplacement du ministre de l'environnement

de notre envoyé spécial

Le président Roh Tae-woo a remplacé, jeudí 25 avril, le ministre de l'environnement, M. Huh Nam-hoon, à la suite d'une affaire de pollution de l'eau par des substances chimiques qui a affecté plu-sieurs millions de foyers dans la région de Taegn, dans le sud-ouest du pays. Un ancien ministre de la santé, M. Kwon Hwi-hyuk, lui a succédé.

Cette affaire, l'un des plus graves scandales de pollution en Corée du Sud, a donné lieu a de vives protestations. Elle s'était tradoite, mercredi, par la démission du pré-sident du groupe Doosan, le douzième plus important conglomérat du pays. Le président Roh est particulièrement concerné : la région

de Taegu est son «fief» électoral. L'une des entreprises du groupe, Doosan Electro-Materials, a admis avoir déversé dans la rivière Naktong, qui approvisionne en can Tacgu et ses environs, l'une des régions les plus peuplées de la Corée, 300 tonnes de déchets industriels contenant du phénol, entre novembre et février derniers. Ce produit corrosif peut être particalièrement toxique lors qu'il est

mélangé en chlore utilisé pour dés-

infecter l'eau. L'affaire a éclaté le 14 mars, orsque les habitants se plaignirent de l'odeur de l'ean supposée potable qui leur était fournie. Après enquête, six employés de Doosan furent arrêtés pour négligence, ainsi que plusieurs fonctionnaires L'usine avait été autorisée à reprendre ses activités la semaine dernière. Mardi, elle déversait à nouveau du phénol dans la rivière. Les mouvements de protestation se soot alors niués en une véritable colère populaire.

Ce scandale est en effet significatif d'une détérioration croissante de l'environnement en Corée du Sud, conséquence d'une industrialisation rapide et, dans bien des cas, incontrôlée du point de vuc des normes antipollution. On note une aggravation alarmante de la pollution dans les villes, en particulier à Séoul. Il est probable que si les autorités ne prennent pas des mesures sévères la situation ira en empirant et que les Coréens risquent de connaître le même sort que les Japonais dans les années 1960-1970, lorsque sévissaient les grandes maladies de la pollution, qui firent des milliers de victimes.

PHILIPPE PONS

L'oppositioo change de tactique l'ace à la proposition socialiste d'enquêter sur le financement des partis aveet la loi de janvier 1990 leur allouant des fonds publics, M. Millon, qui était l'invité de l'émission de

le groupe UDF, le 30 avril, puis avec 'iotergroupe de l'opposition au Palais-Bourbon, de cette proposition, à laquelle il ne se déclare plus hostile. Rappelant, oéanmoins, qu'unc commissioo parlementaire « ne peut pas enquêter dans des domaines où la jus-tice est saisie», il a affirmé : « Il faut que les Français sachent que cette nmission se préoccupera du financement de tous les partis politiques, excepté celui du Parti socialiste.» M. Millon e demandé que le gouvernement « donne les moyens, en personnel et en finances, d'assumer sa mission » à la commission officielle, prévuc dans la loi de janvier 1990 sur le financement des partis et présidée par un conseiller d'Etat.

Le Parti républicaio s'est déclaré, France-Inter «Objections», veo- vendredi, « fovorable » à la mise sur

financement des partis, mais à plusieurs conditions. M. Ladislas Poniatowski, porte-paroic du PR, a expliqué que ces commissions daivent pouvoir « examiner tous les probiemes de financement, y compris les affaires socialistes en cours ». « Nous no pourrious occupier l'hypocrisie socialiste qui interdirait d'examiner la «filière Urba» sous prétexae qu'une instruction est en cours », e-t-il

Le PR demande, aussi, que cette commission or soil pas « constituée de parlementaires socialistes majoritaires » et qu'elle ait «un président non socialiste ». Pour M. Poniatowski, «l'argent sale utilisé pour le financement de lo compagne présidentielle de M. François Mitterrand était de l'argent détourné par le Parti

à la rète d'une selle commission d'enquete serait aussi provoquant que de nommer le financier de lo campagne de M. Minerrand à la justice » (M. Henri Nallet, garde des sceaux, avait été le trésorier de la campagne présidentielle de M. Mitterrand en

> M. Auroux (PS) : «La vérité fait peur»

M. Jacques Chirac, qui se trouveit, veodredi, dans le Cantal, e qualifié de « tout à fait hypocrite » la proposi-tion de M. Pierre Mauroy. « Cela relève, comme toujours, d'une espèce chère aux socialistes, mais, même dons ces conditions-lo, je ne vois aucun inconvenient à ce que ces com-

agir», a dit le président du RPR. Il a relevé, cepeodant, lui sussi, que a puisque, par définition, les commis-sions d'enquête parlementaires ne permetiont pas de s'occuper des affaires entre les mains de la justice, cela veut dire que c'est une commission d'enquête qui s'occuperait exclusirement de l'opposition ».

M. Jean Auroux, président du groupe socialiste de l'Assemblée ationale, a observé, vendredi, que, pour l'opposition, « en quelques heures, l'inquiétude a remplacé agressivité partisane et hypocrite des voix les plus tapageuses ». « Soudain, a dit M. Auroux, le RPR présente le premier budget de sa longue et parfois ténébreuse histoire (voir le Monde du 27 avril), alors que les porte-parole de l'UDF et de l'UDC tentent laborieusede fallacieux areumenis juridiques, v Selon lui, « la vérité falt manifestement neur, nuisque, dans un même elan d'une rapidité émouvante, des représentants de l'opposition ont décloré s'opposer à la création d'une commission d'enquête».

Après evoir affirmé que les travaux de cette commission « ne se substitueront pas oux instructions judiciaires en cours et ne seront pas de nature à les retarder ni à les perturber », le président du groupe socialiste a affirmé que « les Français comprendraient mal que l'opposition refuse d'utiliser une si helle accasion de faire la démonstration publique de la clarté et de lo pureté ».

ANDRÉ LAURENS

Les Canaques face à la coutume

Suite de la première page

Le hiérarque réplique en déclarant le récalcitrant personna non grato sur l'aire de sa chefferie. Par solidarité, la chefferic voisine de Galca étendit la sanction à l'intérieur de ses frontières. Pour manifester sa résolution, elle ordonna même la fermenure pendant deux jours des sièges de la commune et de la province des îles Loyauté, situés suc soo territoire. Il o'v eut guère que le grand chef du district de Wetr, dont les fonctionnaires d'Etat ne laissent pas de louer les qualités de prince éclairé, qui refusa d'ajouter à la disgrâce de M. Cono Hamu. Lifou doit être la seule municipalité de la République dont le maire est interdit de séjour sur les deux tiers de sa commuoc et se trouve contraint de gou-

L'affaire pourrait paraître burlesque s'il n'evait failli y avoir mort d'homme et, surtout, si elle ne posait un problème de fond, qui préoccupe aujourd'hui les dirigeants canaques jusqu'à l'anxiété. Comment articuler les pouvoirs respectifs des responsables politiques et des chefferies? les pouvous respectits des responsa-bles politiques et des chefferies? Comment développer les régions canaques sans rallumer des litiges cla-niques ancestraux? Le conflit de Lifou restera, de ce point de vue, un

Voilà donc un maire iodépendantiste brûlant de transformer sa muni-cipalité en vitrine du développement. L'ancieo militant de choc, preneur d'un sous-préfet en otage en 1984, est doté d'un solide pragmatisme : ici, on le voit santer en parachute avec un général d'armée; là, il courtise des investisseurs japonais dans l'espoir d'implanter un bôtel international. Fort de son crédo - « Sur les racines passé, bâtissons la modernité!x il oe prête qu'une attention distraite oux rumeurs perplexes que soulève sa boulimie d'initiatives. Aussi, lorsqu'il entreprend de libérer une portion du interessa d'y aménager un port, penset-il régler rapidement l'affaire : il lui suffira de négocier un bail avec les propriétaires fonciers.

Or, la rente, fort juteuse, excite les coovoitises coocurrentes de deux clans, les Luépak et les Katrawa, qui se disputent, depuis plusieurs généra-tions, cette langue de sable piquée de verdure. Après une lecture des généalogies M. Cono Hamu donne raison oux premiers, tandis que son grand

Réforme des structures de l'UDF.

Le conseil national de l'UDF, qui se

réugira fin mei, devra entériner la

réforme des structures de cette confé-

dération, en vue de laquelle un projet

présenté par M. François Bayrou,

délégué général, a été approuvé par le

bureau politique le 24 evril. La

réforme doit se traduire par un réé-

quilibrage en faveur du Parti républi-

cain et du CDS ou sein des instances

de cette confédération, où, depuis sa

creation en 1978, toutes les compo-

santes étaient sur un pied d'égalité

(PR. CDS, Clubs Perspectives et Réa-

a M. Mégret dénonce la « pègre

immigrée ». - Après les incidents pro-

voqués, dans la soirée du mercredi

24 avril, à Marseille, par des suppor-

ters de l'OM, M. Bruno Mégret, délé-

gué général du Froot national, a

« déploré » que la victoire remportée par le club marseillais cootre le Spar-

ak de Moscou « ait été entachée par

ques v. a Après Vaux-en-Vehn, Paris

ou Sartrouville, a-t-il déclaré dans un

communique. Marseille et Aix-en-Pro-vence ont été livrées, à leur tour, à la

pegre immigrée, profitant de rassem-

violences et à des pillages organisés.»

liesse pour se livrer à des

, le déchainement des bandes ethni-

et Paru social-démocrate).

lités, adhérents directs, Parti radical

chef, M. Bula, légitime les présentions des seconds. Cette partie de bras de fer entre le sujet et le notable produit un effet désastreux dans cette île, la plus attachée de l'archipel à la coutume. Si on y ajoute le jeu en conlisse des riveux politiques personnels du maire, ravis de l'eubaine pour lui savonner la planche, on a les ingrédients de la crise.

En fair, le casse-tête de Lifou o'au-rait jamais connu pareil dérapage si l'inquiétude oc fermentait déjá dans les milieux contumiers. Prises dans le tourbilloo d'un développement à marche forcée - les élus et l'administration sont impatients d'afficher des résultats avent les procheines échéances -, les chefferies, surtout aux îles Lovauté, se sentent court-circuitées. A tort ou à raison, clles vivent dans la crainte d'un complet orchestré par les «politiques», en par-ticulier les élus des provinces indédantistes, dont les pouvoirs, résultant des accords de Matienon, sont lérables. Les repères se brouillent : de simples roturiers règnent en

« Vous avez guillotiné Louis XVI...»

D'où le désarroi diffus chez les coutumiers, que résume, à sa manière, M. Siwane Quenenoj, porte-parole de M. Pierre Zéoula, grand chef du dis-trict de Gaïca à Lifou. « Vous, les Français, dit-it, vous avez guillouné Louis XVI. Peut-être que c'était un maurais roi, je ne sais pas, mais ne vener pas à Lifau dire aux dirigeants politiques de guillotiner nos grands chefs. Sinon chefs. Sinon, ce sera le malheur et le désordre. » Dans ce climat de suspi-cion, M. Nidoish Naisseline, grand chef du district de Guamma, sur l'île de Maré, et fondateur du petit Parti libération kanake socialiste (LKS), o'a aucune difficulté à sensibilise pairs lorsqu'il lève l'étendard de la révolte des coutumiers. Il vient d'adresser à tous les grands chefs des îles Loyauté et de l'île des Pins une lettre dans laquelle il les invite à réagir contre les teotatives co cours visant, selon lui, à a dénigrer et à soboter lo coutume ». On veut foire croire, écrit-il, que «la coutume freine le développement et l'épanouissement humain du Mélanésien » et qu'elle représente, donc, « le mai dont ce der-

nier doit se débarrasser pour accèder au progres», «Il n'y o pas de neutra-lité pour l'heure, conclut-il. Ou bien c'est le grand chef, ou bien c'est le parti politique qui commande v

L'affaire de Lifou» fait, évidemment, grand bruit dans le Landerneau indépendantiste. De toute manière, tout le monde reconnaît qu'il fallaît bien, tot au tard, aborder cette ques tion épineuse, que les urgences de la «futte» evaient, jusque-ià, occultée. Président de l'Union calédonienne (UC), la composante majoritaire du FLNKS, à laquelle M. Cono Hamu est affilié, M. François Burck fronce des sourcils républicains. «La constipution du FLNKS stipule que Kanaky sera une république démocratique, lai-que et socialiste, rappelle-t-il. Je pose donc la question : si nous sommes indépendantistes, travaillons-nous pour la mise en place d'une république kanoke ou pour une multitude de royaumes héréditaires?» Pour autant, si l'on se fic au malaise d'une certaine base de l'UC, coovoquer le fantôme de Jules Ferry oc suffit pas à épuiser le sujet. Les hériuers de Jeao-Marie Tjibaou vicaoent de s'échioer à débrouiller l'écheveau développe ment-countime-politique durant deux réunions de leur comité directeur, Il leur en faudra certainenemt davan-

Dans ce débat, qui agite oussi le Tout-Noumes, un haut fonctionnaire a formulé un evis avec quelque hauteur. Directeur de l'Agence de deve-loppement rural et d'aménagement foncier (ADRAF) depuis deux ans, M. Bruno Arbouet vient de quitter le territoire après avoir supervisé l'attribution de 54 000 hectares de terres. dont 80 % à des Canaques, Evoquant la complexité et le rythme des réformes initiées par les pouvoirs publics, notamment celles touchant au régime de propriété, le profession-nel s'efface derrière le moraliste pour trahir ses états d'âme. « La question, tout de même, de savoir si les projets de développement que nous, Euro-péens, imaginons pour les Mélanésiens sont vraiment adaptés (...). Il y a également lieu de se poser des problèmes de conscience : convaincre des respon sables mélanésiens d'occepter notre rythme, c'est, aussi, leur faire prendre un certain nombre de risques. Certains en sont morts, d'autres ont été bannis.» Bien rare est ce genre de témoi-gnege public d'humilité chez les techniciens métropolitains de passage à Nouméa.

FRÉDÉRIC BOBIN

LIVRES POLITIQUES

'AMOUR et le politique ont ceci de commun qu'ils inspirent, depuis toujours, deux sortes de discours ; celu dee ecteurs qui s'inveatissent dens l'une ou l'eutre de cea passions, voire dans les deux, et celui que la conneissance de checune d'entre elles ne cesse de nourrir. Le aecond n'est pas le moine intérassant, et il e l'eventage d'entretenir le curiosité quend les erdeurs du premier se sont épuisées. Le rôle de cette chronique et le vocetion de ce journal orientant catte curioaité vere le discours politique, c'est à lui que l'on s'en tiendra, en az référant à d'origineles approches. Pour compenser l'éventuelle déception du lecteur, on lui révélere tout de aulte que l'une d'elles enrichit le compersison avec l'amour en soulignant le dimension paycho-affective de le politique. Patience

Principes du politique : sous ce titre austère se présenta un plaisant essei d'initiation caccessible à tout bechelier un peu curieux », assure l'euteur, Odon Vellet, qui enseigna d'hebitude à un autre niveeu. Précisément, c'est è partir de coura et d'exposés donnés à Sciences-Po ou dans le cadre universiteire, et d'articles publiés dans plusleurs publications, que cette approche à la fois culturelle et pratique de la genèse du droit et des origines du pouvoir a pris forme. L'exposition en est volontairement simplifiée, bien qu'elle se réfère aux traveux les plue savents et. surtout, les racines historiques des fondements de le société se mēlent étroitement aux exemples pris dans notre environnement moderne.

S'il s'egit de montrer que les premiers systèmes de droit, les premières structures étatiques, sont liés è la meîtrise de le nature et l'exploitation de ses richesses, l'euteur s'eppuie sur la possession des eeux et le partage de la tarre qu'illuetrent, eu même titre, l'histoire du Nil, des phereons jusqu'eu berrage d'Aasouen, l'énergie hydroélectrique, le conquête des mere et le aécheresse dans le Sahel. A ca jeu, on trouve une effeire de fausses factures pendent la construction du canal de Panama et on observe délà un phénomène d'exode rural à la fin de le démocratie ethénienne : c'est dire qu'il y e des donnéea socio-politico-culturelles qui treversent l'Histoire. Lecture systémetique des enalogies, dea précédents, des étymologiea, établissement de connexions dans le temps. décryptage des symboles récurrents, repérage de tout ce qui est porteur de sens, c'est toute une érudition qui, evec le goût des repprochements insolitas, des enacdotee et des réflexiona qu'inspire l'état ectuel des choses, enima cee visione transverseles de la politique. L'exercice tient du feu d'ertifice, evec ce qu'il offre d'illuminationa fugaces et d'obscurité vite

Un autre spécialiste connu des sciences politiques, Philippe Breud, auggare sous un titre eussi énigmatique que le tableeu de Boach, le Jardin des délices démocratiques, une approcha du

Entre délices et confusion

contenu émotionnel de son domeine d'études. Il n'a pes de difficulté à nous convaincre du peu de retionalité de la politique, de aon incepecité à prendre en compte, quand il la faudrait, des tendences lourdes de l'économie, du traveil et de le culture, et enfin, de le peuvreté du débat qu'elle génère.

D'où vient elors le succès reconnu de le démocratie plureliste, régime qui garentit une certaine harmonie entre les hommes an satisfaisant le raison? De son eptitude à gérer le dimension psycho-affective, omniprésente dans le fonctionnement d'un système politique, affirme l'auteur. Il précise ainsi son hypothèse centrele : «Le aupérionilé, eujourd'hui peu contestable, des démocraties pluralistes sur les régimes eutoritaires et les systèmes totalitaires, ne tient pas eu triomphe de leurs principes idéologiques. S'il y e eu consolidation institutionnelle (elle est en effet remarquable), c'est en raison de leur aptitude supérieure à gérer, sans les étouffer, les dynamismes émotionnels qui treversent le société. »

Si I'on comprend bien, il s'agit

de gouverner un mélenge composé d'epethie, de frustretions, ou de colère qui risque de se trensformer en indifférence. egressivité, tumulte ou violence. si l'on ne parvient pas, en satisfeisent son besoin de rêve et d'espoir, à le aédulre et à mobiliser son edhésion. Dens cette perspective, l'exe droite-geuche résulte d'une nécessité et répond à un principe d'ordre et de clasaement (l'identité de le gauche étant plus merquée sur le plen émotionnel) ; l'elternence n'eat ecceptée qu'en reieon de l'étroitesse de l'alternetive, parce qu'elle ne bouleverse pae l'ordre sociel et « qu'elle facilite le traveil de deuil des exigences inaccessibles »; et gouverner démocretiquement revient è emobiliser des symboliques déterminées, travailler sur des représentations et des croyences, adopter des stylea psychologiques de comportement traversés par des vertus visibles: ecceptetion du débet, sens du dialogue, Indination à répudier l'excès »...

Per ce biais, l'euteur se défend de verser dens le peychologisme, qui donnerait le priorité eu jeu des acteurs : il entend mettre en veleur le logique des rôlea et l'emprise d'une langue de bois qui, dit-il, correspond subtilement eux exigences culturelles du eyetàme socio-économique. Sa théorie est évidemment beaucoup plue fine et ergumentée que ne l'est cette repide présentetion. Et, si elle n'explique pae toute la politique, elle e le mérite de rappeler que celle-ci est eussi feite de bettements de cœur, d'edréneline, de spleen et de aéduction.

Si délices démocratiques il y e, ils ne vont pes sana exigence,

direient deux eutres esseyistes, Jeen-Cleude Creepy et Christophe de Voogd, qui déplorent le confusion des rôles et des veleure dens notre société et suggèrent d'y réintroduire un peu plus de riqueur. Selon eux, le divorce entre la société et l'Etet appelle un affort de réflexion et d'action qui ne saurait se limiter à l'emélioretion de mécenismes jundiques.

Ils diagnoatiquent des signes de confusion dens l'étet des mœure : per exemple, l'obsesaion du corpe fonctionnel, eoumis à le dicteture de la mode, l'exeltation d'un individualisme qui s'enferme dens ses propres limites (celles des humeurs et des désirs), la sacralisation de la singularité qui «n'est plus vécue comme un faisceau de quelités, mais comme une somme de différences produites et vendues dens le champ social », la prime donnée eu droit à le différence. eux dépens des eutres droits qui a'ettechent è l'universelité de

Sur un plan plus politique, les auteurs dénoncent le dévoiement des élites dirigeantes : ¿Pentouflege et copinege sont les deux memelles de certe nomenklature», effirment-ils. Le plus grave, selon aux - at ils visent juste - est la part faite à «l'idéologie de l'expertise », qui assure le triomphe de le technocratie. Le pouvoir est lui-même conçu comme un savoir et il donne neissance « à des professionnels du bien commun ». Il y e détour nement des rôles et la démocratie est confisquée.

Au-delà de l'action possible sur le recrutement des élites, il convient, selon les euteurs, de redonner le perole eu auffrege universel, notemment par le recours eu référendum (sur des sujets aussi divers que l'armement, les grands équipements, le aervice public) et l'extension des compétences perlementaires. Il feudrait eussi réviaer la notion de responsabilité politique et pénale des élites dirigeentes, compte tenu de l'inefficacité de la justice administrativa, si lanta at dépourvue de pouvoir d'injonction. Enfin, permi d'eutres veleurs qu'ils suggèrent de redorer ou de promouvoir, les deux easeyietes préconisent d'ineteurer un pecte sociel qui, en perticulier, installereit, à le pieca du mythe du travail producteur, une éthique véritable du service avec ses obligations de droits et de devoirs. La notion de contrat inapire cet esaei, dont les euteurs ae recommendent de perrains prestigieux, Rousseau et Tocqueville, que cette chronique e roujours pleisir à honorer.

Principes du politique, d'Odon Vatlet, Messon, 17B pages, 140 F.

 Le Jerdin des délices démocratiques, de Philippe Breud, Presses de la Fondation nationele des eciences politiques. 273 pages, 144 F.

La société de confusion. essai sur l'exigence démocratique, de Jean-Cleude Crespy et Christophe de Voogd, PUF. 154 pages, 90 F.

A l'Institut polonais

L'anniversaire du soulèvement du ghetto de Varsovie a été l'occasion d'un dialogue entre juifs et catholiques

L'Institut polonais de Paris a orga-nisé, en collaboration evec le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), une commémoration du soulévement du ghetto de Varsovie, le 19 evril 1943. Trois soirées de débats, suivies d'une soirée artistique, ont reuni, du 22 au 25 evril, des historiens et des témoins juifs et catholiques, animés par ce que M. Jean Kahn, président du CRIF, a appelé une « volonié de compréhension » réciproque. L'empassadeur de Pologne en France, M. Jerzy Lukaszewski, a présidé la

première de ces quatre soirées. M. Kahn a reppelé que, pour la première fois, l'Eglisc polonaise avait formulé, dans une lettre pastorale, une coodamnation nette de l'antisémitisme et que, à la suite de sa ren-contre avec M. Lech Walesa lors de e visite de ce dernier à Paris (le Monde du 13 evril), des initiatives sont prévues pour que l'enseigne-ment de l'histoire en Pologne fasse la

place qui lui est due au génocide des juifs par les nazis. Au cours d'un des débats, M. Jerzy Turowicz, responsable d'une revue catholique de Cracovie, a exprime un optimisme mesure quant à la disparition progressive de l'antisémitisme en Pologne, où la communeuté juive n'existe pratiquement plus depuis l'extermination. M. Turowicz a qualifié celle-ci de « blessure profonde dans l'ethos de ce

M. Theo Klein, ancien president du CRIF et du Congrès juil curopéen, qui avait présidé la délégation uive pour les oégociations avec les autorités polonaises sur le déplacement du carmel d'Auschwitz, a souligné les vertus du dialogue, saos s'atterder sur la lenteur avec laquelle, sur place, les décisions prises en commun sont mises en œuvre. Il est prévu, en effet, que le carmol installé dans l'espace de l'ancien camp d'ex-

Manager Committee Committe

Same.

والمتعمر سيار والمتعمر سيرو

المناجعة المناجعة

En hausse pour la deuxième année consécutive

Les délits et les crimes ont augmenté de 7 % en 1990

Les crimes et délits constatés per le police et la gendarmerie ont augmenté de près de 7 % en 1990 (3 492 712 infractions, au lieu de 3 266 442 en 1989). Pour la deuxième année consécutive, ces statistiques sont à la hausse, alors qu'une tendance prolongée à le balsse avait été observée de 1985 à 1988.

La délinquance urbaine a le vent en poupe, ont constaté MM. François Roussely, directeur général de la police netionale, et Cherles Barbeau, son homologue de la gendarmerie nationele. Couvrant les zones les plus fortement urbanisées, le police e recensé 69,36 % des faits constatés (+ 7,91 %). Cette évolution des crimes et délits accompagne les mouvements de

Entre 1972 at 1988, les vols

d'automobile unt progressé de

42 %. Mais, entre ces deux

detes, le parc automobile s'est eccru de 80 %. L'occasion ferait

le larron, puisqu'il y e de plus en

plus de matière « volable ». Mais

le paradoxe veut que, statisti-

quement, cheque voiture eit

moins de risque d'être volée que

Au royaume des corrélations,

la prudence est reine. En déve-

loppant plusieurs exemples,

dans le dernier numéro des

« Cahiers de l'Institut des hautes

études de la sécurité Intérieure »

la délinquance (1), M. René

Pedieu, Inspecteur général de

l'INSEE, feit la démonstration de

cette «Insécurité statistiqua».

Autre exemple : les cembrio-

lages des résidences secon-

daires se sont envolés entre

population en directico des villes: entre les recensements de 1982 et 1990, le grande couronne parisienne a ainsi accueilli 520 000 personnes supplémentaires.

Au chapitre des hausses, la progression des vols (+ 8,40 %) reste le plus préoccupente. Avec 2 305 600 feits constatés, les vols représentent près de deux tiers de le délinguance et de la criminalité. C'est l'un des effets de la civilisation de l'eutomobile : la moitié des vols viscot des deux-roues à moteur ou des eutomobiles.

Les infractions à le législation sur les stupésiants ont aussi connu une nette expansion (+ 11,53 %), notamment en matière de consommation. « Comme pour les vols, cette évolution traduit moins l'évolution des phénomènes qu'une activité plus soutenue des services de police et de gendarmerie », e estimé

L'insécurité des statistiques

1972 et 1984 (+78 %), alors

que la nombre de ces résidences

e progreseé moins rapidement

(+43 %). Il reste que la probabi-

lité de voir sa résidence « visi-

tée » n'est, cheque année, qua

Si les effectifs de le police

netionale ont crû de 13 % entre

1975 et 1989, le population

française n'a eugmenté que de

7 % sur la même période. Une

population mieux surveillée at

protégée? M. Padieu a vu dans

a question un eutre paradoxe :

« Un eccroissement des effectifs

peut eussi bien faire beisser le

efficece, que le faire apperem-

ment eugmenter, si le détection

est meilleure. » Il faudrait par eil-

leurs que les effectifs de polica

suivent au plus près les mouve-

ments de population. Or la popu-

quance, si la répression est

d'une « chance » sur cent.

M. Barbeau. Une activité dont témoigne deux chiffres : en 1990, 347 107 personnes ont été placées en garde à vue (+ 3 %) et, parmi elles, 78 138 ont été écrouées.

Evolutions préoccupantes

La géographie de la délinquance témoigne d'évolutions qui ne sont pas uniformes. A elles senles, les régions lle-de-France, Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'azur, sont à l'origine de 44 % de l'eug-mentation globale. La région Corse arrive toutefois en tête de ce classement (+ 16,25 %), tandis que le Basse-Normandie semble épargnée (+ 0,79 %).

Reste que cette nouvelle augmeotation statistique, qui inter-vient eprès celle de 1989, vient inverser la tendence à la baisse

et-Merne s'est eccrue de

190 000 hebitents entre le

recensement de 1982 et celui de

1990, c'est-à-dire l'équivelant

d'une ville comme Angers ou

Roubaix. Mais les rigidités edmi-

nistratives font que, dens le

même temps, la Seine-et-Mame

n'a pas vu see effectifs renfor-

cés des quatre cents policiers

correspondent à des villes de

« Sensibles aux phénomènes

d'insécurité, nous sommes

evides de trouver confirmations

ou démentis de nos peurs », ena-

lyse M. Jean-Mare Erbès, direc-

pas faire dire n'importe quoi aux

(1) Les Cahiers de l'HESI, avril 1991. La Documentation française.

cette importance.

1985; - 8,02 % en 1986; - 3,68 % en 1987; – 1,21 % en 1988). «Il faudralt en finir avec cette idée mythique qu'un chiffre unique puisse résumer l'état de la sécurité ou l'activité des services de police», dit toutefois M. Roussely, Le directeur général de la police distingue ainsi les évolutions « préoccu pantes » - hausse des vols, des infractions liées eux stupéfiants, des dégradations - et les tendances e satisfoisantes » – stabilité des escroqueries et infractions économiques et financières (+ 0,63 %), bansse modérée des infractions

Par ailleurs, une « décélération », sensible dès le deuxième semestre de 1990, s'est prolongée au cours de premier trimestre de 1991 : la progression des crimes et délits y est quatre fois moindre (+ 2,17 %) que celle enregistrée snr la même période de l'année précédente (+ 8,47 %). «Il n'y o pas de fatalité lo délinquonce », conclut

contre les personnes (+ 1,53 %) et

des ettentets per explosifs

(+ 3,30 %).

ERICH INCIYAN

Fin du plan antiterroriste Vigipirate. - Le ministre de l'intérieur M. Philippe Marchend, a leve, vendredi 26 avril, sur instruction do premier ministre, le plan Vigipirate. Cette mesure « s'inscrit dans la suite des analyses effectuées par les services spécialisés » quant à l'évolution de le menace liée à la crise du Golfe, a-t-on précisé place Beauvau. Mis en place le 5 janvier pour prévenir tout attentat en France, Vigipirate était entre dans sa deuxième phase le 17 janvier, dès le décleochement des opérations militaires dans le Golfe. Il avait été ramené à sa phase initiale

le 19 mars.

Les projets de décrets soumis à la CNIL

Le gouvernement a revu sa copie sur les fichiers « sensibles »

«Je suis pour la transparence, a affirmé le ministre de l'intérieur, M. Philippe Merchend, vendredi 26 avril, eprès le transmission des projets de décrets légalisant les fichiers des renseignements généraux à la Commission nationale informatique et libertés (CNIL). L'avis qui sera donné par la commission sera suivi par le ministère. » Saisie de ces projets le 21 mars - eprès que le gouvernement eut entièrement revu sa copie, - la CNIL vient d'indiquer qu'elle entendait instruire le dossier en toute sérénité, en vue de rendre son avis d'ici à la mi-juillet.

On est loin du tollé provoqué, en mars 1990, par les deux précédents décrets sur les fichiers des renseignements généraux (RG) et le fichier informatisé du terrorisme. A l'époque, le premier ministre, M. Michel Rocard, evait été obligé d'annuler les deux textes, sous le pressioo conjuguée de l'opinion publique et des associetions de droits de l'homme. La copie e été entièrement revue par le gouvernement. A tel poiot que la Commission oationale consultative des droits de l'homme, qui rendra son avis débot juin, a déjà salué un «incontestable progrès».

Tout en préservant les missions des RG, la Place Beauvau veut éloi-gner l'épouvaotail informatique d'un Big Brother policier. Aussi, la nature des informations «sensibles» que les RG pourront ficher a-t-elle été sensiblement réduite : les décrets de l'an passé visaient toute personne « exerçant une influence sur les situasociale»; l'actuel projet se limite eux personnes qui ont « sollicité. exerce, ou exercent, des mandats politique, syndical, economique ou religieux, ou qui jouent un rôle poli-

tif sous condition que ces inform tions soient nécessaires pour donn au gouvernement ou à ses représe tants les moyens d'apprécier lo situ tion politique, économique ou socie (...) et de prévenir les troubles à l'e

Surtout, le texte soumis à la CN Surtout, le texte soums a la CN
o'covisage plus que le fichage
deux types d'informations nomir
tives. Primo. « les activités [et o
plus les opinions] politiques, philo
phiques, religieuses ou syndicales
D'accord pour la mention « sec. taire général de la section PS de pas d'accord pour « catholique franc-macon » ou « communiste Secundo. « les signes physiques pu ticuliers, objectifs et inaltérable (une couleur de peau, des cheve crépus), utilisés comme éléments lement. Désormais prohibée les mentions « juif » ou « maghi bin ». En ontre, ces fichages d « signes » doivent seulement viser cas de personnes pouvant porte atteinte à la sûreté de l'Etat ou à sécurité publique par le recours à

Des garanties comparables ont ét apportées pour la consultation de fichiers RG par d'autres services d police ou de gendarmerie, qui e ét limitée au dernier cas cité, et à celu des personnes concernées par une babilitation en matière d'eccès aux panisation en mairie d'estatui secrets protégés (confidentiel-dé-fense, par exemple). Le fichier infor-matisé du terrorisme e vu, lui, sa finalité exclusivement limitée à « la lutte contre les entreprises individuelles ou collectives ayant pour but deties de conecures ayant pour out de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur ». Tous les cinq aus, la CNIL procè-dera à un examen du bren-fondé des informations dans les fichiers RG et

anniterrorisme. Les projets de décrets ne sont encore que des « documents de traa modifications pour tenir comple des consultations en cours », e pris soin de préciser le ministère de l'intérieur. Comme pour exorciser toute nouvelle polémique.

JUSTICE

per le pessé.

La polémique sur la « manipulation » des scellés d'Urbatechnic

Le directeur général de la police nationale répond au juge Jean-Pierre

Le directeur général de la police nationale, M. Françoie Roussely, n'e quere apprécie les propos du juge Jeen-Pierre sur la « menipulation » des scellés d'Urbatechnic. Il lui e répondu vendredi 26 avril, en ee réservant de « donner une suite » à ses déclarations.

Interrogé mercredi sur TF 1, le juge du Mans avait affirmé que les cinq caisses de documents saisies le dimanche 7 avril lors de la perquisition dans les locaux d'Urba technic avaient été « manipulées ».

« Nous les avons mis, ma greffière et moi, dans un certain ordre dans les cartons, précisait-il, et nous avons eu lo surprise, par hasard, dons les couloirs du Polais de justice du Mons, de les voir arriver dans un ordre différent. » M. Denis Langinis qui avait assisté à la perquisition du 7 avril en tant que témoin, confir-mait des le tendemain les craintes du juge Jean-Pierre: « Une heure et demie après le dessaisissement, je me trouvais encore dans le hall des hureaux de la société Urba et j'ai été surpris de constater que certains dossiers saisis avaient èté sortis des cartons. (...) La consultotion des dossiers était extremement facile, dons la mesure où le juge Jean-Pierre avait place lo plupart d'entre eux sous scellés ouveris et non ferines. »

Lors de sa perquisition daos les locaux d'Urbatechnic, le juge Jean-Pierre, accompagne de sa greffière et de deux témoins, avait saisi des documents qui ont été conservés de deux manières : deux caisses de scel-

lés « fermés » - les dossiers sont rangés dans des caisses portant des scenux - et trois de scellés « ouverts », constitués de classeurs reliés par une ficelle. Lors de la perquisition, le juge du Mans, pressé par le temps, n'evait pas eu le loisir de numéroter les feuillets de tous ces documents. Il effirme eujourd'hui avoir vu « par hasard, au tribunal du Mans » que l'ordre des dossiers avait été modifié.

Le directeur général de le police netionale e répondu vendredi au juge Jean-Pierre. « Je peux affirmer de la façon la plus formelle que les services de police judicioire qui, dans le cadre d'une commission rogatoire. ont été saisis de cette offaire, n'ont foit que leur travoil dans le cadre legal qui est le leur, a précisé M. François Roussely. Je me réserve pour donner des suites éventuelles aux déclarations du juge.»

Les cinq caisses inventorièes

Les propos de M. Jean-Pierre sont, il est vrai, ambigus. Le terme de « manipulation » peut signifier un simple déplacement des documents. ou la tricherie volontaire qui pourrait notamment inclure la disparition de certains scellés. Le juge du Mans se garde bien de choisir l'une des deux interprétations : n'étant plus en charge du dossier, il n'a pas les moyens, dit-il, de vérifier un à un les documents et de lancer des accusations précises.

Oue les scelles aient été consultés. personne ne le nie : après la perquisitioo, les cinq caisses sont restées toute la nuit dans les locaux d'Urba-

technic, boulevard de Rochechouart, à Paris, sous le surveillance de gardiens de la paix de la préfecture de police de Paris. Dimanche soir, le juge Jacques Liberge, désormais chargé de ce dossier, délivrait une commission rogatoire à la Direction centrale de le police judicieire (DCPJ), qu'il chargeait de l'ioven-taire, du descriptif, et du rapatriemeot des scellés au tribunal du Mans. Les cinq caisses ont donc été inventoriées par les services de police dans les locaux d'Urbate-chnic, en présence de térnoins, et le procès-verbal dressé eu terme de cette séance a été communiqué au

juge Liberge. Les dossiers ont donc bien été « manipulés », personne ne s'en cache, mais au sens premier du terme : les documents ont été comp tés et décrits par la police judiciaire lors de l'inventaire, et ce à la demande du juge Liberge. Les sceliés ont ensuite été entreposés dans une chambre de sûreté de la police judiciaire avaot de partir mardi 9 evril au tribunal du Mans.

De la fin de la perquisition, qui est achevée dimanche à 21 b 15, à l'arrivée des cinq caisses au Mans, mardi, à 16 heures, les scelles ont été pris en charge soit par les gardiens de la paix de la préfecture de police de Paris, soit par les policiers de la DCPJ. Si la «manipulation» que le juge évoque veut dire triche-rie, elle n'e pu se faire sans la complicité de le police judiciaire. M. Roussely e d'ailleurs répliqué evec fermeté eux accusation du juge du Mans: « Pour dire J'accuse, concluait-il, il fout un Zola. Ce n'est

pas le cas aujourd'hui. » ANNE CHEMIN

A propos de « l'affaire Trager »

tique, économique ou social significa-

Le maire (PS) de Saint-Nazaire est cité dans un cas d'abus de biens sociaux

de Nantes e fait parvenir, vendredi 26 evril, à la chambre criminelle de le Cour de cassetion, une requête pour qu'elle désigne le juge qui devra instruire une affeire d'abus de biens socieux où est cité le nom de M. Joël Batteux, maire

(PS) de Saint-Nazaire. Comme dans chaque cas où uo élu est mis en cause, « de quelque manière que ce soit », souligne-t-on eu palais de justice, la Cour de cassatinn doit, en vertu du « privilège de juridiction », décider si le juge d'instruction local, en l'occurrence M. Pierre Pétriat, reste ou oon en charge du dossier.

L'ancien responsable régional pour les Pays de Loire d'Urba-technic, M. Christian Giraudon, toujours inculpé dans le cadre de

Le procureur de la République l'instruction ouverte an Mans par le juge Jean-Pierre et poursuivle par le juge Liberge, a été entendu dans cette affaire à titre de témoin par le juge Pétriat.

> L'affaire commence avec l'interpellation le 13 mars d'un industriel nantais, M. René Trager, PDG de Deambinox et ATAO, deux sociétés spécialisées dans l'alnminium. M. Trager est inculpé et écroué pour ebus de biens sociaux, abus de confiance et banqueronte frauduleuse. Au cours d'nne de ses anditions par le juge, il affirme evoir été en contact evec Urbatechnic et le maire de Saint-Nazaire, des propos rapportés par ses evocats, qui demandent sa mise en

> M. Batteux s'est publiquement expliqué dans la semaine : ne niant

vités d'Urbatechnic, il a indiqué que la commission des marchés était ouverte aux élus municipaux d'opposition, qui y siégeaient régulièrement . « J'oi eu des doutes en 1986, a-t-il indiqué, et j'ai aussitôt mis le holà. » M. Batteux a par ailleurs déclaré que Seint-Nazaire avait attribué un seul marebé à M. Trager, en 1984. N'excluant pas que « des choses répréhensibles » se soient produites sans qu'it le sache, M. Batteux a estimé que « c'était à la justice de le dire ».

Au palais de justice de Nantes. on affirme que « l'affaire Trager » ne presente pour l'instant « aucun élément concret » susceptible de dénoncer un scandale politico-fi-

Accusé du viol et de l'assassinat d'une fillette

Richard Roman retourne en prison

Aiosi en ont décidé les trois

magistrats de la chambre d'accusa-tion de la cour d'appei d'Aix-en-Provence. L'arrêt a été immédiate-

AIX-EN-PROVENCE de notre correspondant

Depuis vendredi après-midi 26 evril, et oprès six mois et quatre jours de liberté, à la suite du nonlien dont il avait bénéficié le 22 octobre 1990 de la part du juge d'instruction de Digne, Richard Roman, trente et un ans, l'on des deux meurtriers présumés de la petite Célioe Jourdan, violée et assassinée le 26 juillet 1988 à La Motle-du-Caire (Alpes-de-Haute-Proveoce) est de nouveau en détention (le Monde du 16 oovembre 1990).

ment appliqué. Richard Roman, qui était arrivé libre an palais de justice, a été anssitôt place sous mandat de dépôt à la maison d'arrêt de Luynes. « C'est un retour à la case dénart. et en même temps un exemple de cohérence judiciaire. La chambre a pris ses responsabilités, en confor-

mité avec l'arrêt qu'elle avait rendu le 14 novembre dernier, lorsqu'elle enonca le non-lieu », e commenté l'un des avocats de la partie civile. Une opinion partagée par l'un de ses confrères, qui indiqua : « Sans présumer de lo culpabilité ou non de Roman, il saut penser que la cour a estimé que la réincarcération de Roman était une nécessité pour la poursuite de l'instruction, pour la cessation du trouble à l'ordre public que sa libération a causé ainsi que pour sa propre protection» (le 24 décembre 1990, à Annecy, Richard Roman evait été victime d'une mysterieuse agression).

Me Leclerc, le défenseur de Richard Roman, voulut demeurer optimiste pour son clieot:

« Aujourd'hui, il n'y a pas d'éléments nouveaux sur le sond de l'afmenis nouveaux sur le jona ue l'aj-faire. En ce qui me concerne, je ne doute pas que Richard Roman soit innocent. La chambre estime qu'il doit retourner en prison pour les les besoins de l'instruction, j'en prends note. On a pu voir que mon client s'est présenté, ce qui était égale-ment important. Pour le reste, la culpabilité n'est pas encore établie et Richard Roman n'est pas encore renvoyé devant la cour d'assiser Je ne doute pas qu'il bénéficie à nouveau d'un non-lieu quand le president Carrié aura bouclé l'instruc-

FRANÇOIS DE BOUCHONY

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE chaque mercredi (éditions datées jendi) Renseignements: 45-55-91-82

Poste 4-138

la Fausses factures de Nice-Acropolis : M. Ballay inculpe d'abus de coofiance. - M. Hubert Ballay, président-directeur général de l'asso-cintioo paramunicipale Nice-Acropolis, e été ioculpé, vendredi 26 avril, par M= Marie-Vianneytte Darodes-Boisseau, juge d'instruction e Nice, d'abus de confiance. dans le cadre d'une information judiciaire ouverte par M. Louis Aumeras, procureur de la République, au sujet d'one effaire de

fausses factures concernant le palais des congrès de la ville (le Monde du 27 avril). Dans la même effeire, M. Tooy Fighiera, gérant de le societé Azur-Restauration, concessionnaire de la restauration du palais, a été inculpé de foux et usage de faux en écritures de com-merce. Conformément oux réquisitions du parquet, ils ont été, l'un et l'autre, placés sous mandat de dépôt et écroués e la maisoo

L'ex-Pdg du casino Lyon vert est remis en liberté. - Détenu depuis le 8 février dernier (le Monde daté 10-11 février), M. Albert Raineau, ancien PDG du casino Lyon vert, situé sur la commune de La Tourde-Salvagny, près de Lyon, et plus connu sous le nom de « casino de Charbonnières», a été remis en liberté, vendredi 26 avrii, par une décision de la chambre d'accusa-

tion de la cour d'appel de Lyon. M. Raineau, qui reste ioculpé d'a abus de biens sociaux » et de a dissimulation de tout ou partie du produit des jeux », a dû payer une caution de 700 000 F. L'enqoête aurait révélé que les logiciels de certeins «bandits manchots» avaient été modifiés, permettant le détournement d'une somme importante, de l'ordre de 20 millions de francs. ~ (Corresn.)

Property of

Same Same

The Water Commencer

enfige and entire in the

9-15----

7---

Same of the same of

 $A(\lambda_{k}^{*}) = A(\lambda_{k}^{*})$

حرفون

9.20

dien I. he

The same of the same of

Company of the state of

A sec

40 100

to cas digitals and the

A la différence de l'ensemble du réseau routier français qui s amé-lioré sa sécurité, en 1990, evec 4,2 % de tnès en moins, les auto-routes concédées ont vu leur bilan se dégrader. On a dénombré. l'an dernier, 432 morts sur le réseau autoroutier à péage contre 358 en 1989, solt une hausse de 21 %. Si l'on calcule le tanx de tués par tranche de cent millions de kilomètres parcourus, la progression réelle demeure importante avec + 10,5 %. Une partie notable de cette aggravation est imputable à l'eccident d'un car britannique à impériale qui s'est retourné après éclatement d'un pucu cansant la mort de onze personnes.

M. Robert Lafont, délégué général de l'Assecar, département sécutité des sociétés d'autoroutes, s'est ému de ces meuvais chiffres, d'au-tant que le sécurité est no des routes. « Les accidents mortels dus à l'assoupissement, la fatigue et l'innttention ont représenté 32 % des cas contre 27 % en 1989, déclare-t-il. Il se confirme qu'un tiers des tués sur nutoroutes sont sculs dans leur véhicule quand ils quittent la chaussée. Trois nutres types d'accidents apparaissent plus

frèquemment qu'en 1989: le non-respect des distances de sécurité et les dépassements dangereux sont passés de 8 % à 9 % des cas, la vitesse excessive, de 7 % à 11 %, et la présence de piétons sur la chaus-sée ou sur lo bande d'orrêt d'ur-gence, de 8 % à 11 %»

L'Assecar mènera, evec l'approbation du secrétariat d'Etat eux transports, diverses actions pour pullier ces défaillances humaines. Tout d'ebord, une information attirera l'ettention des conducteurs sur l'effet nocif de certains médicaments en metière d'assoupissement. Une campagne de sensibili-sation a commencé à l'occasion des départs de Pâques sur les manœuvres de dépassement, car une enquête a fait apparaître qu'nn tiers des automobilistes ignoraient les règles en metière de change-

Enfin, le brouillard provoquant de plus en plus d'accidents en rai-son des vitesses excessives et du non-respect des distances de sécurité, Assecar se demande s'il ne faudrait pas instituer une vitesse maximum de 90 km/h en cas de visibilité faible, comme cela a été fait pour les périodes de pluie.

EN BREF

D Le délai minimal de présentation au permis de conduire est porté à un mois. - M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports, veut en finir evec les stages accélérés qui prétendent former les candidets au permis de conduire en quelques jours à raison de huit heures de cours quotidiens. Pour battre en brèche l'action de ceux qu'il eppelle des « marchands de soupe », M. Sarre a pris un arrêté qui entre en vigueur le 1º mai et qui réforme les déleis de présentetion au permis de condoire. Un délei d'un mois est, pour la première fois, ins-tauré entre le dépôt de la candidature et le présentation aux épreuves théoriques. Un délai de quinze jours devra être obligatoirement respecté entre l'épreuve théorique et l'épreuve pratique. Enfin, le délai entre un échec et une nou-veile présentation est fixe à quinze jours au lieu de quarante- huit

o Incident sans gravité à l'usine du Tricastin. - Un incideot sans gra-vité s'est produit, vendredi 26 avril en fin de maticée, dans l'usine de diffusion gazeuse du site oucléaire de Tricastin (Drôme). La détério-tatioo d'on piège thermique y a provoque uo dégagement d'hexafluorure d'uranium (UF 6), produit faiblement radioactif mais chimigoement très oocif. Seloo le Service central de protection contre les rayons ionisants (SCPRI), le dégagement, conficé à l'intérieur de l'installation, ne menace ni l'hygiene oi l'enviroonement. Le contrôle des travailleurs présents lors de l'incident est néanmoios en cours eu SCPRL

n Nouvelle sortie dans l'espace des cosmonautes soviétiques. - Victor Afanassiev et Moussa Manarov, en orbite à bord de la statioo soviéti-que Mir depuis le 2 décembre der-nier, oot effectué, dans la nuit du vendredi 26 avril, leur quatrième sortie dans l'espace. D'uoe durée de 3 h 34, celle-ci leur a permis de vérifier l'état des antennes de communicatioo radio du module astronomique Kvant, dont le mauvais positionnement avait empêché, ces dernières semaines, l'errimege automatique d'un vaisseau Progress-M7. - (AFP.)

D Un commanda anti-avortement manifeste devant la Fédératino protestante de France. - Une trentaine de personnes ont manifesté, vendredi 26 avril, devant le siège de la Fédération protestante de France, 47, rue de Clicby à Paris. Elles entendeient aiosi protester contre la condamnation, par la Fédéretion, des actions anti-avortement organisées depuis quelques mois à l'intérieur de certains établissements hospitaliers, Dans un communiqué, la Fédération protestante de France a désepprouvé cette meoifestetion et a rappelé que l'avortement est, pour elle, «une solution de moindre mal ».

n Menace d'expulsion pour quatre lycéens en Haute-Savoic. - Quetre élèves du lycée Guillaume-Fichet de Booneville (Heute-Savoie) soot meoaces d'expulsion temporaire ou défioitive de leur établissement pour avoir rédigé et diffusé un journal satirique dans lequel ils se moquent de plusieurs enseignants. Leur production, aussitôt photocopiée à 30, puis à près de 150 exemplaires, aurait largement franchi les murs du lycée, provoquant l'émoi do corps professoral. Les élèves ont profité du droit de publication et de diffusion qui leur a été accordé par le décret du 18 février 1991 sur les droits et obligations des lycéens, pour éditer ce J'ac-cuse. La circulaire d'application, perue au Bulletin officiel du 14 mers, prévoit toutefois que les élèves ne doivent se montrer ni injurieux ni diffamatoires.

> Le Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

ENVIRONNEMENT

ont atteint les côtes varoises

de notre correspondant

Un fort vent d'est avec des

Le temps rendait impossibles l'intervention des moyens maritimes engagés pour la récupération des hydrocarbures à le dérive et le mise en place de barrages flottents. Per contre, les vols de reconnaissance effectués per des avions des douanes et de la Marine nationale ont permis de repéter des nappes de quelques dizaines de mètres de diemetre se rapprochant des côtes et meneçent même les îles

Les conditions météorologiques installées pour une durée de vingt-quatre à quarante-huit heures ren-dent les prévisions difficiles. La municipalité de Saint-Tropez a lancé un appel à la population lui demendant de procéder au nettoyage des plages, qui evait com-mencé le veille à Bormes et eu Lavandou, où mille litres de produita polluents ont été ramassés à sapeurs-pompiers.

n Le général Roquejeoffre de

DÉFENSE

retour à Paris. - Nommé le 17 septembre dernier à la tête du dispositif français « Daguet » en Arabie saoudite, le géoéral de corps d'armée Michel Roquejeoffre sera de retour, lundi 29 avril, à Paris, où une prise d'armes eura lieu sur l'aérodrome de Villacoublay (Yvelines). Le général Roquejeoffre, qui est normalement le « patron » de le Force d'ection rapide (FAR) comprecant environ 60 000 hommes, sera ensuite reçu par le ministre de la défeose, M. Pierre Joxe, à l'Hôtel national des lovalides. n Le cécéral Vongny, chargé de

mission à l'Elysée. - Ancien commandant des forces eériennes stratégiques, c'est-à-dire les escadrons de bomberdiers nucléaires Mirage IV et les missiles oucléaires sol-sol enfonis an plateau d'Albion, en Haute-Provence, le général d'armée eéricone Philippe Vougny (cadre de réserve) a été oommé, par arrêté de M. François Mitterrand paru en Journal officiel du 26 evril, chargé de mission euprès du président de la République. A l'issue de sa carrière dens l'armée de l'air en 1990, le général Vougny avait été appelé comme conseiller militaire à le division « systèmes spatiaux et balistiques » de groupe nationalisé Aerospatiale.

l est un pays où les fleurs forment des bouquets

ou des beaux arts ou des bijoux

ou des broderies et c'est toujours le voyage des yeux.

OFFICE NATIONAL MAROCAIN DU TOURISME, 161 RUE SAINT-HONORÊ 75001 PARIS. TÊL : 42 60 63 50.

Après le naufrage du pétrolier « Haven »

Des produits polluants

pointes de 100 kilomètres à l'beure et une mer de force 6 ont accentué vendredi 26 evril la dérive sur le littoral verois des produits polluents libérés par le pétrolier Hoven. Cette pollution eveit atteint les plages de Rametuelle et de Bormes des le 25 avril.

L'action du courant ligure, renforece par les vents dominants, poussait vers les plages des galettes et des boulettes de produit bitume qui ont stteint irrégulièrement la célèbre plage tropézienne de Pam-pelone sur une longueur de buit kilomètres. Les caps Mertin, d'Ail, Ferrat, d'Antibes, Camerat et Teillat, ainsi que la presqu'île de Gien ont également été etteints par cette

Le groupe Reed n'investira plus dans la télévision par satellite

n'investira plus dans ce système de télévision par satellite. Son représentant dans BSkyB, M. lan Irvice, a démissionné de toutes ses responsabilités. Il devrait être emplacé par M. Frank Batlow, l'uo des responsable du groupe Pearsoo (autre gros actionnaire).

COMMUNICATION

de l'eudiovisuel public sans le servir. On peul aussi penser que l'euteur est de parti pris, que le trait est noirei, que les faits sont déformés. Philippe Guilbaume assume sa position et

ettend les démentis.

Le propos de l'outeur est transparent: « Dénoncer et combattre ce gouvernement qui nomme des nmis et des partisans à toutes les fonctions de responsabité, qui pratique l'interventionnisme politique à lo radio et à la télévision à un degré qui n'avait plus été atteint depuis vingt nns. » Les adversaires de Philippe Guilhaume sont tout oussi péremptoires. Ils affirment que l'ex-président des cheines publiques e mis Antenne 2 et FR 3 dans une situation financière catastrophique et qu'il masque ses incapa-

trophique et qu'il masque ses incapa-eités gestionnaires sous le mirage d'une machination politique.

Dans la dernière partie de son

livre. Philippe Guilhaume présente une longue défense contre les accu-

sation portées sur sa gestion. Il plaide coupable pour les dépassements bud-

gétaires d'Antenne 2, assumant les choix de son directeur général. Il réfute la présentatico comptable des résultats de la chaîne, dénonce les maeipulations sur FR 3 et les refus

de dialogue de la tutelle. Son dossier est suffisemment instruit, l'homme a été trop malmené par le rumeur, pour ne pas mériter que les pouvoirs aublice lui efendant

➤ Un président à abattre, de Phi-lippe Guilhaume. Editione Albin Michel, 316 p., 98 francs.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

ettend les démentis

Un président à abattre, par Philippe Guilhaume

La descente aux enfers d'un indésirable

Ceux qui altendaient impatiem-ment les révélations de Philippe Guilbaume sur un des épisodes les moins glorieux de l'audiovisuel francais, ne seront pas décus. Ceux qui, dans les allées du pouvoir, redoutaient ces mêmes confidences, non plus. Un président à abattre tient les promesses de son titre.

L'ex-président d'A2 et de FR3 l'ex-president d'A2 et de FR3 raconte d'une plume vive et acérée les seize mois de son mandat, depuis sa désignation-surprise par le CSA en eoût 1989 jusqu'à sa démission attendue en décembre dernier. Cette chronique de l'élimination d'un indésirable par uo pouvoir qui ne recule devant rien se lit comme un palpi-tant thriller si on professe un certain cynisme en politique. Comme une descente aux enfers, si on conserve quelques illusions sur la démocratie.

Rares sont, dans l'histoire récente de la République, les responsables qui cot accepté de témoigner sans fard. Pour un responsable de l'audiovisuel, secteur fort conflictuel, l'eu-dace est inédite. Philippe Guilhaume n'est ni énerque ni heut fonction-naire. Chassé de la télévision, il ne retrouve pas, comme beaucoup d'au-tres, son administration d'origine et n'a pas négocié une nominatico dans une prestigieuse magistrature en échange de son silence. Il a même quelque mal à se recaser. C'est le prix de l'indépendance de sa plume.

Ajoutons que cet imprudent n'écrit pas pour se ménager de nouvelles amitiés. Un président à obattre n'épargne pas grand monde. Ni dans les palais de la République - ce n'est guère surprenant - ni dans les studios de la télévision, ce qui est tout puré surprenant de la set pour les sources de la télévision, ce qui est tout pure les sources de la télévision. aussi courageux. Même les journelistes - ce qui n'est guère raisonnable pour un auteur - se voient rappeler au détour d'un chepitre quelques

saines vérités, Cette série de portraits au vitriol peut sembler inspirée par le seul désir d'une revanche personnelle. Philippe Gnilhaume, lui, affirme se battre contre l'hypocrisic. Celle des bommes politiques qui utilisent la télévision sans respecter son indé-pendance. Celle des stars qui vivent

Le groupe britannique Reed International, l'un des cinq graods actionnaires de British Sky Broadcesting (BSkyB), a annooce, vendredi 26 avril, qu'il

Les 10 % du cepital que Recd International détient dans BSkyB seroot « dilués » au fur et à mesure des augmentations de capital, et le groupe britannique espère récupérer, dans la pire des hypothèses, 34 des 180 millions de livres (1,8 milliard de francs) qu'il a investis jusqu'ici. Tout en se déclarant confiant dens l'avenir de la télévision par satellite, le groupe Reed a annoué qu'il préférait désormais investir daos l'édition et l'information économique et fioancière.

Le câble new-yorkais piège ses pirates

Le mois dernier, dee cen-laines de léléspectateurs du Queens, quantier populaire de New-York, ont eu la désagréa-ble surprise de voir l'écren de leur récepteur rester décespé-rément vide. Croyent à une panne de leur réseeu câblé, ils ont téléphoné eux répareteurs d American Cablevision et sont tombés dens le premier piège électronique de l'histoire de la télévision.

Le panne était en effet volonteirement provoquée par American Cablevision pour repérer tous ceux qui piratent les cheînes peyentes sens acquitter leur abonnement. Un virus électronique, envoyé depuie la tête du réceau câblé, a détruit les installations pirates. Répondant aux appela des téléepecteteurs mécontants, les réparateurs d'Ameriqu'à eculevar le couvercle des décodeurs pour trouver le composant pirate.

Conveincus de fraude, les melheureux usegers doivent meintenant faire fece à des poursuites judiciaires qui peuvent leur coûter juaqu'à 100 000 dollars d'amende. American Cablevision, filiale de Time Warner, affirme que cette action specteculeire n'est que le première étape d'un plan de lutte contre la pireterie, qui priverait cheque ennée le cable américein de plusieurs millions de dollars.

EN BREF

o L'International Herald Tribene détenn à parts égeles per le Washington Post et le New York Times. - Le New York Times et le Washington Post ont annoncé, vendredi 26 avril, avoir racheté le tiers du capital de l'International Herald Tribune à la société Wbitcom Investment, maison-mère du groupe multimedia emericain Whitney Communications. Le prix de la cession n'a pas été divulgué. Les deux quotidiens américalns détiennent désormais 50 % chacun de l'International Herald Tribune, talle à Paris et à la distribution internationale.

Times tués se Koweit. - Deux journalistes du quoridien économique et linencier britannique Financiol Times, David Thomas, 1rente-sept ans, responseble de la rubrique « ressources naturelles » et Alan Harper, trente-quatre ans, photographe, ont été tués au Koweit jeudi 25 avril. Leur voiture a brûlé eprés evoir été touchée par les flammes dans les champs petrolifères du Kowcit, sur la route d'Al Ahmadi, Les deux journalistes faisaient partie d'une équipe du quotidien chargée de couvrir la recontruction du pays après l'invasion

Deux journalistes du Financial

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5508 HORIZONTALEMENT

L Un livre à consulter pour bien connaître les quartiers. Transports en commun. - II. Qui ne doit pas être envoyée eu a poteau ». Singe. - III. Souvent présenté sur un plateau. Souris qu'on rencontre au Japon. - IV.

S'aprit d'un drôle 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 d'olseau. Adverbe. Tranche de poisson. milieu. Rendue en expirant. - VI. Participe. Bettre comme platre. Dessus de lit étroits. - VII. Ne peut done pas attendre. Dans le Loiret. -VIII. Bruit, Nous laissa dens le noir. Une résine malodorante. -IX. Bian freppés. Pompe utilisée dans les chemps. -ΧIJ X. N'est ni claire ni

spéciele. Commençais: XIII vers quinze houres. - XtV XI. Portés par dae XV chesseurs. Angleis vulgaire. - XII. Moment où l'on voit apparaître une belle. Baie du Jepon. Fit sautar. A des eiles. - XIII. Pos-sessif. Pour le méchant loulou. -XIV. Perdu quend on déménage.

Rude. Veleur du silence. Article étranger. - XV. Descendue peut-être. Rivière, Golfe miniature.

VERTICALEMENT 1. Grava quand il est eu travail.

Agrément d'une existence. -Peut être produite par un choc. Peut faire des calculs. Dans l'alternative. - 3. Astronome eméricain. Un homme qui eeit composer. -4. Qui ne doit pas figurer sur la carte. Ville du Nigéria. - 5. Un petit tour à l'étranger. Possessif. Naturels, en Nouvelle-Zélande. - 6. Peuvent s'attaquer aux viergea. D'un auxiliaire. - 7. Fleuve. Réponse à une question embarrassante. Règles. Son air ne permet pas de vivre. - 8. Oa la tarra sur une nappe. Peuvent être amers quand ils sont grands. Vieilla vache. -9. Note. Roi de Perse. Ne pas se dégonfier. - 10, Rebondiesement comique. Préposition. Ville d'Italia

- 11. Qui ne semblent pas du tout rongées. Un spécieliste de l'orchestration. - 12. N'e donc pas assez pouesé. Rare, dens les bibliothèques acientifiques. Se rendra. -13. Ne coûte pae cher à nourrir. Peut êtra un amateur de revues. -14. Où l'on trouve beaucoup de salades. - 15. Tirés de l'enveloppe. Peut evoir le cœur sec. Qui se com-porte éventuellement comme un

Solution du problème nº 5507 Horizontalement

I. Gouaille. - II. Annula. Cr. -III. Let. Ecole. - IV. Areu I Obus. -V. Nelson. Su. - VI. Tu. Essaim. -VII. Esses. Née. - VIII. Rée. Eger. -IX. Nul. - X. Eus. Epiée. - XI. Sou-

Verticalement

Galanterie. - 2. Onéreuse. Us. - 3. Untel, Senso. - 4. Au. Uace. - 5. Ile. Osselet. - 6. Leçons. Pi. -Ob. Anerie. - 8. Eclusier. Er. -Résumé. Dés.

GUY BROUTY

Le Monde PUBLICITÉ TOURISME-GASTRONOMIE Renseignements: 45-55-91-82, poste 4354

Propagande, combats et publicité

Une exposition retrace l'évolution de l'affiche politique

LA PROPAGANDE PAR L'AFFICHE au Musée d'histoire contemporaine

Au commencement était le earactére imprimé. La proclamation politique par voie d'affiche est, en effet, nee avec l'imprimerie. Lutber colle ses fameuses théses sur le portail de l'église de Wittenberg, et les protestants apposent un placard sur la porte de François le à Amboise. Le texte est serré, long, argumente, difficile à lire, Il n'y aura guère de changements jusqu'au dix-neuviéme siècle. Méme si, au fil du temps, le corps du caractère tend à grossir et le volume imprime, à se réduire. A la Bibliotbeque de documentation internationale contemporaine (BDIC). Laurent Gervereau nous montre quelques-unes de ces productions qui couvriront les murs de Paris au moment de la Révolution française.

Les premières affiches illustrées naissent un peu plus lard. Elles utilisent les techniques du papier peint et servent surtout à appuyer un journal ou l'édition d'un livre. Il faut attendre la III. République pour voir fleurir les affiches de propagande politique. Les plus talentueuses - et les plus violentes - sont relles des anarchistes. Avec Grandjouan, Luce et Steinlen, le texte se limite désormais à quelques mots. L'illustration se simplifie. Jossot, pour le lancement d'un journal anarcho-syndicaliste, dessine un poing qui enfonce la feuille dans la bouche d'un cure avec un simple slogan: "A bas la calotte!". La virulence de son propos éclate dans son dessin aux couleurs criardes, cernées d'aplats

La première guerre mondiale va permetire à l'Etat de se armes de la propagande. Le « Boche », toujours couvert du sang de ses victimes, est, pendant qua tre ans. cloue au pilori. Les affiches pour le lancement des emprunts sont moins stéréotypées. Celle d'Abel Faivre, On les aura, a garde toute sa dynamique. L'entredeux-guerre commence avec l'Homme au couteau entre les dents, d'Adrien Barrere, et s'achève avec un message gouvernemental vite dementi : « Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts. » Entre les deux, beaucoup de jeunes gens éclatants de santé vantent la SFIO, le Parti communiste ou les mouvements de droite avec les même mouvements de biceps. Mais les photomontages drantariques de Carlu (Bombes sur Modrid) emportent encore la

De Pétain à de Gaulle

Pétain sera le premier homme politique français à diffuser massivement son image sur les murs de France. Dans ce domaine au moins, il aura fait école. Peu à peu, tous les ténors de l'Hexagone vont s'y mettre. A commencer par le plus illustre d'entre eux, le général de Gaulle. Le graphisme trés conventionnel va évoluer considérablement à la fin des années 60. La mode psychodélique venue d'outre-Atlantique rencontre l'école polonaise IRoman Cieslewicz) avant que n'explose la ligne mai 68 qui retrouve, à travers des techniques de reproduction frustes. un style sobre, brut et percutant à base d'aplats (La chienlit, c'est lui). Une partic du mouvement va s'embourber dans la langue de bois maoīsto-Irotskiste, tandis qu'une autre s'oriente vers les marges plus fécondes de l'écologie, du féminisme ou de l'humour betc et mechant (l'équipe d'Hnra-Kiri). Le Parti communiste recupere meme,

avec profit, le groupe Grapus. La publicité digère une bonne partie de ces ingrédients qui commencent à s'user. D'aulant que les partis politiques vont, désormais, faire appel à ces professionnels pour organiser leurs campagnes. On s'oriente, alors, vers une forme de « communication » plus douce, moins agressive, et beaucoup plus conventionnelle, de la brochette RPR cravates au vent au marmot de la génération Mitterrand. La propagande ne dit plus son nom.

EMMANUEL DE ROUX

➤ « Histoire de l'affiche politique en France ». Musée d'histoire contemporaine-BDIC. Hôtel national des Invalidas, 75007.

Jusqu'eu 13 juillet. La propagande par l'affiche, de Laurent Gervereau, éditions Syroa Alternatives, 184 p., 200 lilus., 270 F.



Bastille-Garnier, la fusion

Avec trois ans de retard, les Opéras de Paris vont être réorganisés

M. Jean-Albert Cartier, adminis-trateur général du Palais Garnier, brutalement licencié: M. Georges-François Hirsch, administrateur de l'Opéra de Paris-Bastille (1), coor-dinateur des deux établissements depuis le 21 mars, sondainement promu administrateur général de depuis le 21 mars, sondainement promu administrateur général de Bastille et de Garnier; le ténor Miebel Sénéchal, directeur de l'école d'art lyrique de l'Opéra de Paris, démissionneire; dix-sept empluis de cadres techniques sup-primés sur les deux sites les primés sur les denx sites; les conventions collectives dénoncées : le comité d'entreprise et le conseil d'administration de l'Opéra de Paris réunis, dans l'après-midi dn 25 svril, par leur président Pierre Bergé, annoncent ou se font l'écho de décisions brotales.

Avec l'accord du gonvernement, M. Pierre Bergé trancbe dans le vif en dénonçant les conventions collectives de 1985. Cette décision, qui intervient avec trois ans de retard (elle aurait dû étre prise avant l'ouverture de Bastille), va permettre de réorganiser le travail des différences conserves de revail des différentes catégories de personnels (administratif, technique, orchestre et chœurs) de façon que les deux établissements fonction-nent harmonieusement et à plein rendement

Selon M. Philippe Belaval, direc-teur général des Opéras de Paris depuis octobre 1989 – il rempladepuis octobre 1989 — il rempia-cait M. Dominique Meyer, remer-cié, — les dix-sept suppressions de postes annoncées à Garnier et à Bastille se décomposent de la façon suivante : «Quatorze à Garnier, trois à Bastille. Ces suppressions de postes entraîneront quatorze licen-ciements: onze à Garnier, trois à Bastille, les autres seront reclas-sés. » Une délégation des person-nels du Palais Garnier, menée par les représentants des syndicats CGT, FO et CFTC, s'est rendne vendredi en fin d'après-midi à Popéra-Bastille, nour demander la l'Opéra-Bastille, pour demander la « réintégration immédiate » des

quatorze cadres techniques licen-ciés sur les deux sites. « Nous vou-lons en outre protester, ont expli-qué les délégués, contre ce coup de force fait sans concertation et sans considération pour les personnes : le chef électricien licencié était à un an de la retraite, et l'on n envoyé an de la retraite, et l'on n envoyé les huissiers à Jean-Albert Cartier, l'administrateur général, également licencié » .

Pleins pouvoirs

En licenciant Jean-Albert Cartier (le Monde du 26 avril) et en proposnnt à Jack Lang de nommer Georges-François Hirsch à la direc-tion des deux établissements, pierre Bergé donne les pleins pou-voirs à ce dernier. La programma-tion des deux Opéras ne sera plus aussi étanche que par le passé : des ouvrages lyriques seront montés à Garnier et des ballets seraient donnés à Bastille.

Reste qu'il est difficile de diriger de front deux salles sur deux sites, et que Georges-François Hirsch ne peut se prévaloir de la réussite artistique de M. Cartier et d'autres grands directeurs de théâtre dans le domaine lyrique. Son passage au Théâtre des Champs-Elysées – il en fut le directeur de 1983 à 1990, n'a pas laissé que des souvenirs enchantés, et les productions Bas-tille (Otello de Verdi et la reprise des Noces de Figuro, de Mozart dans une ancienne mise en scène de Strehler) n'ont, à ce jour, pas été aussi marquantes que les spectacles invités ou coproduits avec d'autres théâtres.

Reste enfin que la brutalité du licenciement sans préavis de Jean-Albert Cartier étonne. L'ordre lui a été intimé de vider son burean avant le 27 avril au matin. M. Cartier, dont les qualités profession-nelles sont bien connues des Pariaiens depuis qu'il a redoré le blason du Châtelet, avait accompli

la mission pour laquelle il evait été nommè à Garnier (2). Le reproche principal qui lui a été adressé (son peu d'empressement à « prèter » le corps de ballet à Bastille pour des productions d'opéras) aurait eu plus de puids si le fonctionnement de Bastille avait été moins cahotiWEMATHIQUE

Convoqué par Pierre Bergé pour un entretien préalable à son licen-ciement, Jean-Albert Cartier, absent de Paris, ne put s'y rendre. Survenant un an avant le terme de son contrat, sans faute grave invoquée, ce licenciement paraît abusif. M. Cartier a déjà choisi son avo-

Le départ du ténor Miebel Seneebal de la direction de l'école de chant de l'Opéra de Paris est d'une tout autre nature ; il a démissionne. Il reprocherait à la direc-tion de l'Opéra de Paris de ne pas avoir nommé l'intendant dont a besoin son école, malgré des promesses faites un an et demi auparavant. Ses nombreux engagements sur les scènes lyriques ne lui per-mettaient toutefois pas d'être suffisamment présent à la tête de son

Les acteurs de ce unuvel episode de la « montée en puissance » de l'Opéra de Paris-Bastille, pour reprendre une expression chère à M. Hirsch, se refusent à faire la moindre déclaration directe à la presse avant la présentation officielle de la saison 1991-1992 de Bastille et de Garnier, le 6 mai procham (3) .

Ces péripéties et ces coups bas, qui se télescopent depuis l'annonce de l'ouverture de l'Opéra-Bastille, nuisent au bon fonctionnement et au renom d'une institution mence à la cravache et sans grand souci de démocratie. Bien chante, bien dirigé, bien mis en scène dans de bons décors, ce mélodrame pourrait faire, si la production n'était si coûteuse, un tabac sur les plateaux des deux maisons d'opéra populaire dirigées par Pierre Ber

ALAIN LOMPECH

(t) Les nominations de Jean-Albert Cartier et de Georges-François Hirsch annoanées en conseil des ministres le 27 septembre 1989 (le Monde du 28 sep-27 septembre 1989 (le Monde du 28 septembre), auraient di être à nouveau proposées en conseil des ministres après le changement de statut des Opéras de Paris, ca avril 1990. Soite à des protestations syndicales, le conseil d'administration n'a pu se réunir avant janvier 1991. MM. Cartier et Hirsch devaient être prochainement confirmés dans leurs fonctions respectives. tions respectives.

(2) En 1990, les recettes de Garnier se sont élevées à 63,1 MF, les dépenses d'activité à 61,4 MF, 99 769 eutres ont été comptabilisées pour l'ensemble des spectacles produits. Le ballet a connu un taux de remplissage de 82 %.

de remplissage de 82 %.

(3) Une erreur de transmission nous a fait étrire (le Monde du 27 avril): « Ce licenclement serait abusif, selon M. Cartier (...). » En réalité, nous tenions cette information d'autres sources autorisées. Les mêmes informateurs, qui tiennent à rester anonymes, nous ont précisé que M. Bergé avait déclaré qu'il licenciali M. Cartier « pour absentétsme ».

 M. Jack Lang an secours des labels indépendants. - Le ministère de la culture apportera en 1991 un nouveau soutien financier de 2,5 millions de francs au développement des labela discographiques indépendants. Dix-buit « écuries » nvaient bénéficié l'année dernière de ce programme, dont Big Blue Records, Blue Line, Bondage Production, Boneberie Productions. Forbidden Records ou New Rose. Dépôt du dossier de candidature avant le 24 mai prochain. La liste des élus sera connue en juin.

THE SANCHIE

AND IT EVER OF

act to

All Marketty

▶ Délégation au développement et aux formations. Département de l'économie et des formations culturelles, 2, rua Jean-Lantier, 75001 Paris, Tél. ; 40-15-78-28 (Eliane Bohnert).

□ Mort de Carmine Coppola. – L¢ compositeur Carmine Coppola, père du réalisateur américain Francis Ford Coppola et de l'actrice Talia Sbire, est mort le 26 avril d'une crise d'apoplexie à l'bôpital Nothridge de Los Angeles. Il était agé de quatre-vingts ans. En 1968, Carmine Coppola a rejoint son fils å Hollywood, où il a travaillé à l'adaptation musicale de Finian's Rainbow. Parmi ses compositions les plus célèbres figurent Apocalypse Now, et la saga des Parrain. Il avait, avec Nino Rota, obtenu Fos-car en 1974 pour le Parrain II. II avait également écrit la musique qui accompagnait le film muet d'Abel Gance Napoléon, dont les droits eveient été rachetés par Francis F. Coppola. Il dirigeait hil même l'orchestre lors des représentations à travers le monde.

Milan ou les vertus du classicisme

Fer de lance de l'industrie transalpine, le design italien s'expose à Paris

TECHNIQUES DISCRÈTES au Musée des arts décoratifs .

Viale della Technica, viale del Lavoro, viale della Chimica... Cinecitta à Milan? Non, La Fiem, un pare d'exposition de 400 000 m2, une ville dans la ville. Son axe principal s'appelle bien sûr viale della Industria : en Italie, la mode et l'ameublement sont les fleurons de l'industrie et Milan règne sur toutes les usines de Brianza, Varese, Côme et Brescia. La capitale de la Lombardie est riche, prospère, sopbistiquée. Dans certains cafés, les sandwichs ont des noms de couturiers (Valentino, Versace) et les kiosques débordent de revues spécialisées aussi grosses que des catalogues, publicité oblige. Du 12 au 17 avril, Milan triomphait au Salon international du meuble. Moins d'une semaine plus tard, elle trône à Paris avec « Techniques discretes », une exposition organisée clés en main par l'ICE (Institut du commerce extérieur italien) et financée par les industriels transalpins.

En Italie, la promotion du design ne reléve pas de l'Etat, mais d'un puissant secteur privé dont le bud-get consacré à la publicité et à la communication a doublé en dix ans. A la veille du grand marché européen de 1993, ees entrepreneurs en blazer ont réussi leur pari médiatique. Il y a un an, ils étaient au Centre Pompidou, les voici dans le même bâtiment que le Musee du Louvre. L'exposition, mise en scene par Michele De Lucchi et Achille Castiglioni, est un « produit » juste, taillé aux mesures de cette volonté de puissance économique, technologique, culturelle. Premier exportalent de meubles au monde. l'Italie est, dans ce domaine, le premier fouroisseur de

la France. 1991 est une année historique pour ces professionnels. C'était visible au Salon international du meuble, qui fetait son trentiéme anniversaire. Les chiffres fournis par le comité d'organisation (le COSMIT) en donnent la mesure : il y avait mille neuf cents exposants (contre trois cent vingt-sept en 1961), 150 000 m² de surface d'exposition, dix fois plus qu'il y a trente ans. Cette célébration a été le prétexte de toutes sortes d'inaugurations et de lancements. Le cireuit «off» du Salon rassemblait une cinquantaine de galeries show-rooms, réparties dans toute la ville. Et le triennale de Milan propose

une belle rétrospective, bistoire d'évoquer trente ans de mobilier italien et de rendre bommage aux maîtres Franco Albini, Gio Ponti architecte fondatent de la revue Domus, - Carlo Mollino et Ettore Sottsass, des personnalités à l'origine du made in Italy, révélées à New-York au MOMA (Musée d'art moderne) en 1972.

Toujours à Milan, au Palazzo Ansaldo, les industriels exposent les produits sélectionnés pour le Compas d'or, récompense de la profession, Miraele de la conception par ordinateur, voici des tion par ordinateur, voici des planebes à repasser plus plates que des calculatrices (Magis), des plans de travail en marbre formant un arrondi parfait, des lampes de voyage aussi petites qu'un compact laser (Porsche) et des télécopieurs fantaisis simples comme des inne fantaisie, simples comme des jeux d'enfants (Olivetti) .

Huit cages cylindriques

L'exposition « Techniques discrètes » est l'occasion de montrer à Paris les derniers meubles présentés à Milan. Mais surtout leurs conditions de fabrication : un savoir-faire de base, sous-tendu par une complicité entre le producteur et le designer, l'industriel et l'arti-san (voir le Monde du 16 mars 1990). Au Musée des arts décoratifs, le parti pris est done didacti-que : réparties sur denx étages, buit cages cylindriques abritent des meubles déclinés en pièces déta-chées. Chacune d'elles est dédiée à une matière, une technique de production : acier, aluminium, fibres, rembourrage, bois, plastique, surface et texture, verre. Tout est décomposé, rigoureusement dés-ossé: dans sa première pbase de fabrication, une table tachetée en marbre (Michele De Lucch) évo-que une grosse tranche de gruyère, une lempe à balogène (Luce Plan) se découpe en fines lamelles de métal. le verre se plie comme du métal, le verre se plie comme du carton. C'est la seience-fiction revue par l'artisanat. Car le miraele, c'est cet equilibre entre les macbines à contrôle numérique et l'homme, celui qui juge, observe, supprime, rajonte, selon des codes sensibles qui échappent à la froide perfection électronique ou aux caprices du minimalisme.

Ainsi, la structure de cette chaise (Peolo Rizzato pour Alias) est en aluminium moulé sous pression. Le dossier est en ébène et le cannage en paille de Vienne tressée à la main. Ce genre d'associations

est de plus en plus subtil : on l'a vu à Milan, les structures s'affinent, sont parfois invisibles, mobiles. tandis que l'enveloppe retrouve la grande tradition de l'ébénisterie. lei, les façades de la bibliothèque York d'Andrea Branzi (pour Acerbis) sont en palissandre, citronnier de Ceylan, acajou rosé, les étagères en érable. Ailleurs, les dressings les plus perfectionnés retrouvent l'in-timité des bonbeurs du jour du dix-buitiéme siècle avec leurs tiroirs secrets qui s'ouvrent d'une simple pression de doigt. La technique s'efface. Les charnières disparaissent : e'est le « low tech »

des années 90. L'embléme de cette révolution en douceur pourrait bien être Kar-tell. Spécialisée dans les plastiques, la firme, qui travaille avec Philippe Starck et Antonio Citterio, a totalement repensé l'image de cette matière, associée aux modernistes matière, associée aux moternatures des années 60. Sans refuser l'aspect pratique, on mise sur le trompel'eil, les pastels, les mariages avec d'autres matériaux. La technologie devient un théâtre de la séduction. Le couple n'est pas le mou, mais ce Le souple n'est pas le mou, mais ce qui se transforme, s'adapte, de façon à se faire oublier par le corps, tout en le soutenant (les canapés à dossier pivotant de B et B).

Le fauteuil de Le Corbusier

Tant de prouesses, d'ingéniosités assurent une rente à l'industrie ita-lienne. Pourtant, après trois décennies de progrès ininterrompu, le design national devient la proie d'une crise d'identité. Après l'envolée pop, après l'anticulture et le design radical des années 70, après l'individualisme, les déchainements formels des années 80 et les coups d'éclet colorés de Memphis, le style italien a du mal à aborder les années 90. L'avenir semble incertain. Les designers louchent du côté de l'art (les tables de Sol LeWitt, le radiateur concep-luci de Joseph Kosuth pour Meta Memphis, les interventions pointil-listes d'Alessandro Mandini) quand ils se réfugient pas carré-ment dans le passé. Les rééditions se multiplient. Cassina reprend le fauteuil de Le Corbusier en cinquante conleurs; Bernini, une table et un petit fauteuil de Scarpa. Les idoles du jour s'appellent Gio Ponti, dont on parodie sans complexe les fauteuils rembourres, et surtout Carlo Molino, architecte turinois des années 30, remis à la

mode par les sœurs Panla et Rossella Colombari . Prisées par les collectionneurs - Bob Wilson, par exemple -, certaines pièces rares atteignent jusqu'à 900 000 francs. Et les imitations plus ou moins approximatives de ses œuvres pulhilent

Aussi, dans cette phase où la

nostalgie gagne, le nouveauté la plus sluo semble poussiéreuse. A trente ans, Massimo Iosa Ghini, avec ses menbles néo-bolidistes, ressemble à un vieux-jeune rocker fatigué. Et la bonne conscience de l'ouverture, de la curiosité cosmopolite cache nn réel malaise. Cédant à la pression médiatique, Milan fait appel à des signatures de l'avant-garde internationale. Un pari à haut risque : le meuble n'apparaît plus comme un volume, mais comme un signe plaqué dans l'espace, recolorié, remodelé à la manière d'une image de clip. Postcynisme? Convoité par la firme Moroso, Ron Arad présente ses meubles dans une nouvelle version « colorisée » et déclare : « Quitte à se faire copier, autant se pasticher soi-même. Cette fois-ci, c'est moi le Japonais. C'est un jeu dangereux, mais intéressant.»

A l'opposé de ces effets de style, il y a le design envisagé non pas du point de vue du dessin, voire de l'illnstration, mais de l'arcbitecture. En marge, donc, de l'anecdote, du calvinisme mondain (le « zen-design » de Jasper Morrisson), certains menbles s'effacent dans leur beauté fonctionnelle : un bureau d'Enzo Mari (Zanotta), une bibliothèque noire de Castiglioni, une autre, transparente, jouant à quadriller l'air, de Renzo Piano. pour Fontana Arte.

Vertu du classicisme? Ici, le simple n'est pas le simplifié, ni le simplet, mais le prix d'un long travail et d'un certain savoir-vivre. « Je ne dessine pas, je parle », dit en riant Antonio Citterio, quarante ans, béritier de cette culture du projet qui fait, depuis toujours, la force du design italien.

LAURENCE BENAIM 🕨 « Techniquas discrètes ». Musée des arts décoratifa. 10, rue de Rivoll, 75001 Paris. Jusqu'au 1" septembre.

➤ Triennale de Milan, via Alemagna, 6. Jusqu'eu 12 mai .

Me-Garnier, la fusion

15 - 5

Andrew Control

and the second second

75. 76 a.s.

化硫基 清洁

ন ক্রমণের ক্রান্ত্র ১৮

 $(\varphi^{*}(\xi), \lambda) = (\varphi^{*}(\xi), \lambda)$

7 900 E Marie San

for the contract of

ig istilier Websit with

100 500

7.5

100 200

1.4/5 4.5

يو. مواريخ

المراجع المحاجب والمحاجب

richten gerichten.

4 de 170

-

Marie Wast.

D Marin

-

-

1 1 mm

-

Address Acres

The Mary No.

-

t thank a

the state of the state of

Bertale Harris

Marie Carlotte Control of the Contro

EN STE

Mary Mary Mary

make the same and

Same of the court of

Marie Carlo Carlo

The same of the same of

The state of the s

the state of the same of the

A STATE OF THE STA

gofth: 4 7

SPECTACLES

SAMEDI 27 - DIMANCHE 28 AVRIL

CINÉMA

· . : 1

÷. .

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24) SAMEDI

SAMEDI
La Voils bleu (1842), ds Jeen Stelli,
15 h; Rêve de singe (1877), de Marco
Ferreri, 74 h; les Monuments françaie,
Art Rencontres présentent : Au bord ds
la mer bleue (1835), de Boris 8amet,
19 h; Norre Siècle (1982, v.o. s.t.f.
projsction sous réssrval, de Arthur Pelechian, les Quatre Saisona, d'Artavazd Pelechian, 21 h.

DIMANCHE

DIMANCHE
L'Impasse des deux anges (1948), de
Meurice Tourneur, 15 h; l'Assassinat
de Trotsky (1871), de Jossph Losey,
17 h; les Monuments françals, Art
Rsncontres présentent: Ah I Ca ire
(1988, v.o. s.t.f.), de Miklos Jancso,
19 h; l'Esquimaude s froid (1984, v.o.
s.t.f.), de Janos Xantus, 21 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24) SAMEDI Othallo (1814), d'Arrigo Frusta, 18 h ; Falstaff (1965), d'Orson Welles,

DIMANCHE

Othsilo (1822), de Dimitri Bucho-wetzki, 18 h ; Othelio (1962), d'Orson Welles, 20 h.

GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29) SAMEDI

CENTRE

Les Cinémae d'Asis centrale soviétique: le Ciel da norra enfance (1887, v.o. s.t.f.), de Tolomouch Okeev. 14 h 30; la Chassa (1988, v.o. traduction simultanée), da Jakem Denanov et Ganl Kistaouov; les Amateurs (1987, v.o. e.t.f.), de Serguei 8odrov. 17 h 30; Roustam et Soukhrab (1872, v.o. e.t.f.) de Senelon Kimiacanov. v.o. s.t.f.), ds Senelon Kimiagarov, 20 h 30.

DIMANCHE

DIMANCHE
Les Cinémas d'Aeie centrale soviétique : le Oésert et l'Enfant (1983, v.o. s.t.f.), de Ousman Saparov, 14 h 30 ; l'Arbre Djamel (1981, v.o. s.t.f.), de Khodjakouli Narliev, 17 h 30 ; l'Egratignure (1988, v.o. traduction simultanés), d'Alleskar Fekhtoulins : Os première mein (1888, v.o. traduction mière mein (1888, v.o. treduction eimultenéa), de Pulet Akhmetov, 20 h 30,

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2. Granda Galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

SAMEDI .

Gamins ds Psris : Aventures : le Vago (1983) de A. Djabri, Bâton Rouge (1985) de Rachid Bouchareb, 14 h 30 ; (1985) de Rachid Bouchareb, 14 h 30; Apprentissages: Bande annonce: Vive la sociale (1883) de Gérard Mordillat, Elsa, Elsa (1985) ds Oidier Haudepin, 16 h 30; Apprentissages: Bande emonce: Clémentine Tango (1981) de Carolina Roboh, la Nuit porte-jarretelles (1984) de Virginia Thévenet, 18 h 30; Aventures: Spot Propsac (1982), Paris à hauteur de gosse (1975) de Jaan Schmidt, les Quetre Cents Coups (1969) de François Truffaut, 20 h 30.

OIMANCHE

OIMANCHE
Gemine de Perls : Ecole : Enfents
des courants d'eir (1959) de E. Luntz,
Nous les 80sses (1941) de Louis
Daquin, 14 h 30 ; Aventures : Bende
annonce : Jeux d'ertifices (1987) de
Virginie Thévenet, les Enfants terribles
(1949) de Jeen-Pierre Melville,
16 h 30 ; Révoltes : Bende Annonce :
Cocktail Molotov (1979) de Diene
Kurvs. les Lycéens ont la parole (1968) Kurys, les Lycéens ont la parole (1968) de Pierre Zaidine, On n'errête pas le printempe (1871) de René Gilson, 18 h 30 : Apprentissages : le Voyage à Desuville (1983) de Jaques Ouron, les Amis (1971) de Gérard Blain, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (") (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82). ALICE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-38) ; Action Ecoles, 5- (43-25-72-07) : UGC Rotonde, 8- (45-74-94-94); UGC Bierritz, 8* (45-82-20-40); Studio 28, 18* (46-08-38-07). ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI (A., v.o.) : George V. 8 (45-62-41-46) : UGC Normandis, 8 (45-63-

18-16); v.f. : Rex. 2- (42-38-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84); Pathé Français, 9 (47-70-33-88); Paramount Opéra, 8º (47-42-56-31) ; UGC Gobelina, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); Pathé Montpsrnasse, 14. (43-20-12-08); UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18: (45-22-48-01); Le Gambatta, 20- (46-38-10-86).
L'ANNÉE DE L'ÉVELL (Fr.): Gaumont

Les Hallee, 1=(40-26-12-12); Gaumont Opére, 2= (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 8= (43-25-69-83); Le Pagode, 7. (47-05-12-15) ; Gaumont Champs Elysées, B. (43-69-04-67); Saint-Le zare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont vette Bis, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésis, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugre-

nelle, 15 (45-75-79-78). ARACHNOPHOBIE (A., v.o.) Forum Horizon, 1- (45-08-67-67); UGC Odéon, 5- (42-25-10-30); Georgs V, B-(45-82-41-46) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2• (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6• (45-74-94) ; UGC Opéra, 9• (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobalins, 13 (45-61-84-95); Mistrel, 14- (45-39-52-43); Pathé Mom-pernesse, 14- (43-20-12-06); UGC Convention, 15- (46-74-83-40); Pathé Wepler II, 18- (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20- (46-36-10-96).

LES ARNAQUEURS (A., v.o.): Studio Gslands, 5- (43-54-72-71): Cinochea, 8- (45-33-10-82).

AUJOURD'HUI PEUT-ÉTRE... (Fr.):

Lucemeire, 6- (45-44-57-34).

AUX YEUX DU MONDE (Fr.): Gaumont Opérs, 2. (47-42-60-33); UGC Danton, 6- (42-26-10-30); La 8sstille, 11 (43-07-48-60) ; Gaurmont Parnasse

11- (43-07-48-80) ; Genment Factors, 14- (43-35-30-40). LEB AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Csn.) : Letins, 4- (42-78-47-8B) ; Le Berry Zèbre, 11- (43-67-51-55}. BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (iranien, v.o.): Utopia Champollion, 5- (43-

BONS BAIBERB D'HOLLYWOOD (A., v.o.) : Georgs V. 8. (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14. (43-20-

LE BUCHER DES VANITÉS (A., v.o.) : Gaumont Ambessade, 8- (43-59-19-08) : Grend Pevois, 15- (45-54-46-85) ; v.f. : Paris Ciné I, 10- (47-70-

21-71). BUBINESS OBLIGE (A., v.o.) George V, 8- (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14- (43-20-32-20).

HENRY & JUNE (*) (Fr., v.o.) : Cinoches, 8• (46-33-10-82). HENRY V (Brit., v.o.) : 14 Juillet Par-nasse, 8• (43-28-68-00) ; Elyséea Lincoln, 6. (43-89-38-14).

KILLER (**) (A., v.o.) : Lea Trois Luxembourg, 8- (46-33-97-77). L'HISTOIRE SANS FIN II (A., v.f.) :

HOT SPOT (*) (A., v.o.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47). L'INBOUTENABLE LÉGÉRETÉ DE L'ETRE (A., v.o.) : Cinoches, 6-146-33-10-82).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A... v.o.) : Cinoches, 6. (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15. (45-54-46-85).

LES FILMS NOUVEAUX

AN ANGEL AT MY TABLE. Film néo-zélendaia da Jans Camplon, v.o. : Gaumont Les Hallas, 1* (40v.o. : Gaumont Les Hallas, 1º (40-26-12-12) : Gaumont Opéra, 2º (47-42-80-33) : Racine Odéon, 8º (43-26-19-88) : Publicis Champs-Ely-sées, 8º (47-20-76-23) : Gaumont Parnesse, 14- (43-35-30-40). FORTUNE EXPRESS. Film fran-

cais d'Olivier Schatzky : Forum Hon-zon, 1 (45-08-57-57) : Psthé Hauefeuills, 6 (46-33-79-38) ; Georgs V, 8 (45-62-41-46) ; Pathé Francais, 9- (47-70-33-88) ; Fauvette, 13- (47-07-55-88) ; Les Montparnos, 14 (43-27-62-37).

HANOFUL OF TIME. Film norvégien de Martin Asphaug, v.o.: Reflet Logos II, 5• (43-54-42-34); L'En-trepôt, 14• (45-43-41-83). L'OMSRE D'EMMA. Film denois

LE CERCLE DES POÈTES DISPA-

RUS (A., v.o.) : Cinochea, 8 (46-33-10-82) ; Grand Psvols, 15 (45-54-CHARLIE (A., v.f.) : République Cinémae, 11° (46-05-61-33) ; Denfert, 14°

(43-21-41-01). LE CHATEAU OE MA MÈRE (Fr.) : Studio des Ursulinss, 5- (43-2B-19-09); Gaumont Alésis, 14- (43-27-

CYRANO DE SERGERAC (Fr.) : UGC 84-50). Triomphe, 8* (45-74-93-50); Sept Pernassiens, 14* (43-20-32-20).

DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.): Forum Horizon, 1= (45-08-57-67): Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33); Bratagne, 6- (42-22-67-97); UGC Odéon, 8- (42-25-10-30): Gaumont Ambassade, S (43-59-19-08); Publicie Champs-Etyeées, 8 (47-20-76-23); Gaumont Alásie, 14 (43-27-84-50) ; v.f. : Rex (le Grand Rex), 2 (42-38-83-93) ; Lee Netion, 12. (43-43-04-87); Feuvette, 13* (47-07-65-88); Gaumont Convention, 15* (48-28-42-27); Pathé Wepler, 18* (45-22-46-64)

46-01). OELICATESSEN (Fr.) : Ciné Beau-OELICATESSEN (Fr.): Ciné Beaubourg. 3· (42-71-52-38); Ciné Beaubourg. 3· (42-71-62-38); UGC Danton. 8· (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6· (45-74-94-94); UGC Biarritz, 8· (45-82-20-40); Max Lindsr Penorama, 9· (48-24-88-88); Peremount Opéra, 9· (47-42-56-31); 14. Juillet Bastille. 11· (47-42-56-31) ; 14 Juillet (43-67-90-81) ; Eecurle), 13- (47-07-28-04) ; Mistra), 14- (45-39-52-43) ; 14 Juillet Seaugranelle, 15 (45-75-79-79); UGC Meillot, 17 (40-68-

00-16). LA DISCRÈTE (Fr.) : Publicis Saint-Germein, 6• (42-22-72-80); Gaumont Ambassade, 8• (43-59-18-08); La Bastille, 11 (43-07-48-60); Gaumont Par-nasse, 14 (43-35-30-40). EATING (A., v.o.): 14 Juillet Odéon,

8* (43-25-58-83). EOWARD AUX MAINS O'ARGENT (A., v.o.): Ciné Beeubourg, 3° (42-71-52-36): UGC Odéon. 6° (42-25-10-30): UGC Rotonda, B (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8. (45-82-20-40) ; v.f. : Paramount Opéra, 9-(47-42-58-31) ; UGC Gobelins, 13- (45-

61-94-95). END OF THE NIGHT (A., v.o.) : Images d'eilleurs, 5- (45-B7-18-09) : Pathé Hautefeuilla, 6- (46-33-79-38). L'EVEIL (A., v.o.) : Forum Orisnt Express, 1 (42-33-42-26) : Grend

Pavois, 15- (45-54-46-85).
LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.): Epés de Bois, 5: (43-37-57-47): Lucernaire, 6: (45-44-57-34). GAWIN (Fr.): Forum Orient Express,

GAWIN (Fr.): Forum Unent Express, 1* (42-33-42-2B): Pathé Impéria), 2* (47-42-72-52): Pathé Msrignsn-Concorde, 8* (43-59-92-82): Fauverte, 13* (47-07-55-88): Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06); Pathé Cli-chy, 18- (45-22-46-01); Le Gambetta,

00 (46-36-10-96). GENIAL, MES PARENTS DIVOR-CENT (Fr.) : Sept Pamassiens, 14 (43-

20-32-20).
GHOST (A., v.f.): Gaumont Pernasse, 14- (43-35-30-40).
LA GLOIRE DE MON PÉRE (Fr.):
Studio des Uraulinss, 5- (43-2B-19-09); Gaumont Alésie, 14- (43-27-04-59).

84-5U].
GREEN CARD (A., v.o.): UGC
Odéon, 8• (42-25-10-30); UGC
Triomphs, 8• (45-74-B3-50); Bienvenua Montparnassa, 15- (45-44-25-02). HALFAOUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Epée de Bois, 5. (43-37-67-47).

HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL Grand Psvois, 15- (45-54-46-85); Seint-Lambert, 15- (45-32-81-68).

LE JOUR DES ROIS (Fr.) : Saint-André-des-Ans I, 6- (43-26-48-18); Sept Pamassiens, 14- (43-20-32-20). LABYRINTHE DEB PASSIONS (Esp., v.o.) : Gaumont Lee Helles, 1* (40-26-12-12) ; L'Entrepôt, 14* (45-43-

LUNG TA (Fr., v.o.) : Epée de Bois, 5-(43-37-57-47).

ds Særen Krsgh-Jacobsan, v.o. : Forum Orism Express, 1= (42-33-42-26); Pathé Hautefauille, 6: (46-33-79-38) ; Sept Pamassisns, 14-(43-20-32-20) ; v.f. ; Coemos. 8: (45-44-28-80). TRIPLEX. Film Irançais de

Georges Lautner: Forum Horizon, 1-(46-08-57-67); Gsumont Ambas-sade, 6- (43-59-19-08); George V. 8 (45-62-41-46); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Lyon Bestills, 12* (43-43-01-59); Fauvette Bis, 13 (47-07-55-88) ; Geumont Alésia, 14 (43-27-84-50); Les Montpernos. 14 (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15-(48-28-42-27) ; Psthé Clichy, 18-(46-22-46-01) ; Le Gambette, 20-(48-36-10-96).

MADAME BOVARY (Fr.): Gaumom MADAME BOVARY (Fr.): Gaumom Les Heliss, 1* (40-26-12-12): 14 Julilet Odéon, 6* (43-25-59-B3); UGC Montparnasse, 6* (45-74-94-94): La Pagode, 7* (47-05-12-15): Gaumont Ambassada, B* (43-59-19-08); Saint-Lazere-Pesquisr, 8* (43-87-35-43); UGC Siarritz, 8* (45-82-20-40); Paramount Opéra, 9* (47-42-68-31): 14 Juilet Bastile, 11* (43-57-90-81); Les Nation, 12* (43-43-04-67); UGC Gobelins, 13* (45-61-94-95); Gaumont Alélins. 13 (45-61-94-95); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); Miremar, 14 (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (45-75-79-7B) ; Gaumoni Convention, 15* (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17- (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18-

(45-22-46-01). LA MAISON RUSSIE (A., v.o.) : 14 Julliet Odéon, 6: (43-25-59-83); George V, 8: (45-62-41-45); UGC Biarniz, B: (45-62-20-40); Sept Pamessiens, 14: (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); v.f.; Pathé Français, 9 (47-70-33-88). MERCI LA VIE (Fr.): Gaumont Les

Halles, 1= (40-26-12-12); UGC Danton, Halles, 14 (40-26-12-12); Oct. Danton, 84 (42-25-10-30); Palhé Merignan-Concorde, 84 (43-59-92-82); UGC Opéra, 94 (45-74-95-40); Miramar, 14-(43-20-89-52). MILLER'S CROSSING (*) (A., v.o.) :

MILLER'S CHUSSING (*) (A., v.o.):
Spt Pemassiens, 14- (43-20-32-20).
MISERY (*) (A., v.o.): UGC
Triomphe, 8- (45-74-93-50); Grand
Pevois, 16- (45-54-46-85); v.f.; Rex, 2. (42-36-83-93). MOI ET MAMA MIA (Dan., v.f.) :

Epée de Bois, 5 (43-37-67-47); République Cinémas, 11 (48-05-51-33). blique Cinémas, 11 (43-03-37).

MONEY (Fr.-It.-Can., v.o.) : Forum
Orlent Express, 1- (42-33-42-26) :
George V, 8- (45-62-41-46) : Pethé
Marignan-Concords, 8- (43-59-92-82) ;
v.f. : UGC Montpamess, 6- (45-74-42v.f.: UGC Montpsmeess, 9 (47-42-94-94): Paremount Opéra, 9 (47-42-56-31): UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59): Fauvette, 13 (47-07-55-BB); Pethé Montpernesse, 14- (43-20-12-06) : Psthé Wepler II, 18- (45-22-

47-94). LE MYSTÈRE VON BULOW (A., v.o.) : Cinoches, 6. (48-33-10-82) : George V, 8. (45-62-41-46). NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A.,

v.o.) : Studio Gelende, 5 (43-54-72-71) : Grend Pevois, 15 (45-54-46-85). NIKITA (Fr.) : Gaumont Opére, 2

(47-42-80-33) : Epée de Sois, 5- (43-37-67-47) ; Gaumont Ambassade, B-(43-59-19-08) : La Bastille, 11- (43-07-48-60) ; Les Montparnos, 14- (43-27-52-37). LES NUITS AVEC MON ENNEMI

(A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8- (43-59-36-14) : v.l. : UGC Opéra, 9- (45-74-L'OPERATION CORNEO-BEEF

(Fr.) : Lss Montpamos, 14 (43-27-52-371. OUTREMER (Fr.) : Studio das Ursu-

OUTREMER (Fr.): Studio das Ursu-fines, 5- (43-2B-19-09). LA PAGAILLE (Fr.): Forum Oriant Express. 1- (42-33-42-26): Psthé Impérial, 2- (47-42-72-52); Georgs V. B. (45-62-41-46): Gaumont Convan-tion. 15- (48-28-42-27): Psthé Marchine

b* (49-04-41-40) : Gaumont Convention, 15- (48-2B-42-27) : Pathé Wepler II, 18- (46-22-47-94).
LE PARRAIN, 3- PARTIE (A., v.o.) :

Forum Orisnt Exprese, 1= (42-33-42-26); UGC 8isrritz, B= (45-62-20-40) ; Escurial, 13- (47-07-2B-04) ; v.l. : Psramount Opéra, B. (47-42-

LE PETIT CRIMINEL (Fr.) : Epée de Bois, 5* (43-37-57-47); Lucemaire, 6* (45-44-57-34).

PLAISIR D'AMOUR (Fr.) : Pathé

impénal, 2-147-42-72-52) : Pethé Mari-gnan-Concorda, 8- 143-59-92-82) ; Pathé Montparnssae, 14- (43-20-

12-06).
POUR SACHA (Fr.) Forum Horizon, 1= (45-08-57-57]: Rsx. 2- [42-36-83-93]; UGC Denton, 6- [42-25-10-30]; UGC Montpainassa, 6- [45-74-94-94) ; Pathe Marignan-Concorda, 6 [43-59-92-82] ; Sainr-Lazare-Pasquer, 8- [43-87-35-43] ; UGC Bierritz, 8- [45-62-20-40) ; Parhé Français, 9- (47-70-33-88); Les Nation, 12- (43-43-04-67]; UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13- 145-81-94-95); Mistral, 14- (45-39-52-43); 14 Juillet 8eaugrenelle, 15- 145-75-79-79); UGC Convention, 15- (45-74-93-40); UGC Maillot, 17- 140-68-00-16) : Pathé Wepler II, 18. (45-22-47-94).

47-94).
PRETTY WOMAN (A., v.o.): Elysées Lincoln, 8- (43-59-36-14); Grand Pavois. 15- (45-54-46-85); Saim-Lambert, 15- (45-32-91-68); v.f.: 8retegne, 6- (42-22-57-87); Fauvette, 13- (47-07-55-88).
OUAND HARRY RENCONTRE

SALLY (A., v.o.) : Ciné-Planète magi-qus, 3- (42-76-00-18) : Saint-Lambert. 15- (45-32-91-68).

SAILOR ET LULA (*) (8rit., v.o.) : SALUR ET LULA († 1871., V.O.) : 5tudio Galande, 5· (43-54-72-71) : Lucemaire, 6· (45-44-57-34). LES 9ECRETS PROFESSIONNELS

DU DOCTEUR APFELGLUCK (Fr.) : Forum Horizon, 1= (45-08-57-57); Rex, 2- (42-38-83-93); Psthé Hautsfeuille, 2* (42-38-83-83); Pstne mautsreunte, 6* (46-33-79-38); Pathé Marignan Concorda, 8* (43-59-92-82); UGC Nor-mandie, 8* (45-63-16-16); Pathé Fran-çais, 9* (47-70-33-88); UGC Lyon Basoile, 12- (43-43-01-58) ; Feuvetts, 13-(47-07-55-88) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésie, 14-(43-27-84-50) : Pethé Montpamases. 14- (43-20-12-06) : Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); Pethé Clichy, 18. (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20-(48-36-10-86).

LE SILENCE DES AGNEAUX (") (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1= (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2: (47-42-60-33) : Ciné Beeubourg, 3: (42-71-52-36) ; 14 Juliet Odéon, 6- (43-25-59-83) ; Gaumont Ambessede, B- (43-59-18-08) ; UGC Normandis, 8- (45-63-16-16); 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-B0-B1) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-B4-50); 14 Juillet Beaugranalla, 15 (45-75-78-79); Bienvende Montpar-nesse. 15: (45-44-25-02); UGC Mail-lot. 17: (40-68-00-16); v.f.: Rex. 2: (42-36-83-93) ; UGC Montparnassa, 6. (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9- (45-74-95-40); Lae Netion, 12 (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) : UGC Gobelins, 13* (45-61-94-95) ; Gaumoni Convention, 15- (48-28-42-27) ; Pethé Wepler, 18- 45-22-46-01). SOGNI O'ORO (t., v.o.) : Letine, 4-

(42-78-47-86); Les Trois Luxembourg. 6- (46-33-97-77). SOUVENIRS OF LA MAISON JAUNE (Por., v.o.) : Latina, 4: (42-78-47-86) : Lucernave, 6: (45-44-57-34) : Studio 28, 18: (46-06-36-07). LE SYNDROME ASTHÉNIQUE

(Sov., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3: (42-71-52-36) : Penihéon, 5: (43-64-15-04).

15-04).
THELONIOUS MONK (A., v.o.):
Images d'eilleurs. 6. (45-87-18-09):
Studio 28, 18. (46-06-36-07). TORCH SONG TRILOGY (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3° (42-71-52-38) ; Le Berry Zèbre, 11° (43-57-51-55).

LE TRESOR DES ILES CHIENNES (Fr.) : Epée de Bois, 6- (43 14 Juillet Parnesse, 6 (43-26-58-00) ; Escurial, 13- (47-07-28-04). LE TRIOMPHE DE BABAR

(Fr.-Can.) : Georgs V, B (45-82-41-46) : Les Montparnos. 14- (43-27-52-37) : Seint-Lambert, 15- (45-32-UN THE AU SAHARA (Brit., v.o.) : 91-68).

Lucemaire, 6- (45-44-57-34). URANUS (Fr.) : George V. 8- (45-62-

LES SÉANCES SPÉCIALES

ALEXANDRE NEVSKI (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15- (46-32-91-6B) 19 h. ALEXANDRIE ENCORE ET TOU-JOURS (Fr.-E8., v.o.) : Escuriel, 13-(47-07-28-04) 12 h. ARSENIC ET VIEILLES GENTELLES (A., v.o.) : Républic Cinémas, 11- (48-

05-51-33) 21 h 40. ATTACHE-MOI I (Esp., v.o.) : Studio Galande, 5- (43-54-72-71) 18 h 20. BIRDY (A., v.o.) : Studio Galande, 5

(43-54-72-71) 14 h. BLUE VELVET (*) (A., v.o.) : Ciné-Pisnète msgique, 3 (42-78-00-18) 17 h 30.

CHARLOTTE FOR EVER (*) (Fr.) : Ciné Besubourg, 3* (42-71-52-3B) 11 h.

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES
GOSSES (A., v.f.): Seint-Lambert, 15*
(45-32-91-68) 15 h.

LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (*) (Fr. Brit., v.o.): Studio des Ursulines, 5: (43-26-18-09) 17 h 45.

LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLE-RAS PAS (Pol., v.o.) : Reflet Logos II, 5- (43-54-42-34) . LE DÉCALOGUE S, TU NE MENTI-

RAS PAS (Pol., v.o.) : Reflat Logoa II, 5- (43-54-42-34) 12 h 10. LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRI-CAIN (Can.): Ciné Beaubourg, 3. (42-71-52-3B) 11 h 30.

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Images d'silleurs. 6- (45-87-18-09)

THÉATRES

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première st de relâche sont indiqué antre parenthèses.) MA CHERE ÉLÉNA SERGEEVNA. Lucernaire Forum. Cantra national d'art et d'essai (45-44-57-34) (mer...

jeu., ven., sam.), 21 h 30 (24). LES PRÉCIEUSES RIDICULEB. Théâtra du Tsmbour-Royal (48-08-72-34) (dim. soir, lun.), 20 h 30, dem., 15 h.

geurs (42-36-00-02) (dum. soir, lun.), 21 heures ; dim., 17 heures (24). LA FAUSSE SUIVANTE ou LE FOURBE PUNI. Comédie-Française

AMANDIERB DE PARIS (43-66-42-17). Roméo et Juliette : 20 h 30. ANTOINE - SIMDNE-BERRIAU (42-08-77-7 1). En conduisant miss Daisy: 17 h 30 et 21 h, dm. 15 h 30.
ARCANE (43-38-19-70). Architruc:

20 h 30, dim. 17 h. ATALANTE (46-08-11-90). La Paesion selon Georges Batsills : 20 h 30, dim. 17 h.

ATHENEE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle C. Bérsid. Les apparences sont trompeuses : 20 h 30.

BATEAU-THÉATRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53). Exercices de style : 19 h, dim. 15 h 30. Le Prince du pavé : 20 h 30, dim. (darnière) 17 h.

nière) 17 h. SERRY (43-57-51-55). Bohémien à le lois : 22 h 30. BOUFFES DU NORD (46-07-34-50).

CARTOUCHERIE EPEE DE BOIS (4B-08-39-74). Le Msrchsnd de Venise: 20 h 30, dim. (demière) 1B h. CARTOUCHERIE THÉATRE DU SOLEIL (43-74-24-08). Agememnon sn alternance: 15 h 30, dim. 13 h. Les Choéphores sn siternance: 19 h 30.Dim. lphigénia à Aulis en alternance: 13 h.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-

CINQ. DIAMANTS (45-B0-51-31).
Oncle Vania: 20 h 30, dim. 17 h 30.
COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Malson de poupée: 20 h 30, dim. 15 h 30.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11).
Drôle de goûted: 19 h et 21 h 30.
COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-37-21). Cheuallier-l espales

(47-23-37-21). Chevallier-Lespales:

22-22). Les Folies de l'amour : 20 h 30, dim. 15 h 30. COMEOIE-FRANÇAISE (40-15-

00-02). Le Tig DEUX ANES (46-06-10-26). L'Humour en coin : 21 h, dim. 15 h 30. EDGAR (43-20-85-11). Les Feux Jetons : 20 h 15. Les Babas-Cadres :

EDOUARD-VII SACHA GUITRY

(40-15-00-15). Semadi. dimancha

19 heurss (28).

UNE HISTOIRE DE LA MAGIE. Métamorphosis. (Théâtre salon d'en-chantemants). Sur bergs (42-61-33-70) [sam. et mai.), 21 haures; d.m., à 15 heures (27). AU BOUT DE TDUT. Théâtre da

Mana-Stuart (45-08-17-80) ((dim., LE TIGRE. Théâtre des Décharlun.), 20 h 30 (30) Théâtre (43-38-74-62) [dim., lun.).

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-82). Il pleut du varmicelle su-dessus de 400 mètres : 20 h 30. On n'en meurt pas : 21 h 45.

ATELIER (46-06-49-24). La Société de chasse : 21 h. ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-

BOUFFES DU NORD (46-07-34-50).
On purge bébé : 16 h et 20 h 30.
80UFFES PARISIENS (42-98-80-24). Le Fscture : 17 h 30 st 20 h 45, dim. 15 h 30.
CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51).
Ca soir, c'est granuit : 20 h 30. Fsstival des remarquables : 22 h.
CARTOUCHERIE EPÉE DE BOIS (4B-08-39-74). Le Msrchand de

19 h 30.0m, ipnigenia a Aulis en aitsr-nance : 13 h. CARTOUCHERIE THÉATRE OE L'AQUARIUM (43-74-99-61). Le Peau st les Os : 20 h 30, dim. (dsmière)

78-44-45). Le fond de l'eir effraie : 21h. dim. 15 h 30. CINO. DIAMANTS (45-B0-51-31).

IB h et 21 h. COMEDIE ITALIENNE (43-21-

COMEOIE-FRANÇAISE (40-1500-15). La Fauese Suivente ou le Fourbe puni: 20 h 30.0im. Le Malade imagine: 14 h.
CRYPTE SAINTE-AGNÉS (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Reheb: 18 h 30, dim. 15 h. Le Tartuffe: 20 h 30, dim. 17 h.
DAUNOU (42-61-69-14). Bon weekend Monsieur Bennett: 21 h, dlm. 15 h 30.
OÉCHARGEURS (TLD) (42-36-00-02). Le Tigre: 21 h, dim. 17 h.

(47-42-59-92). Même heurs l'ennée prochaine : 20 h 45, dim. 15 h.

(O. Fleuriot).

(M. Pohyer)

tera).

« Les petite sppertements meublés du Louvre et leurs boiseries. Le mobilier du cabinet secret de Louis XIV et les follee commendes de Mans-Antoinetts », 14 h 30, aortis métro Louvre-Rivoli (I. Hauller).

« Hôtels et jardine du Mareis. Place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Seint-Paul (Résurrection du passé).

« Le Seine et see vieux ponts. le

Ls Seine et see vieux ponts, ls

21 h 45 (30). E9PACE ACTEUR (42-62-35-00).
Don Quichotts: 20 h 30, dim. 18 h.
ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Le
Jeu de l'amour et du hasard: 18 h 45,
dim. 17 h 30. La Mouatte: 20 h 45,
dim. 19 h 30.Dim. 8audalaira:

Nesla (46-34-61-0) (dim).

LE THÉATRE DE LA CRUAUTÉ.

OBJECTIF TERRE. Aktéon-

dim. 1: 16 h 30. ESSAION DE PARIS (42-78-48-42). ESSAION DE PARIS (42-78-46-42).
Voysgss: 15 h. 5elle II. Leïte et le
Conteur: 20 h 30, dim. 18 h.
FONDATION DEUTSCH-DE-LAMEURTHE (40-78-87-91). Piment cannibale: 20 h 30.
FONTAINE (48-74-74-40). Le Clan
des veuves: 15 h 30 et 20 h 45, dim.
15 h 30.

15 h 30. GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-

18-18). Coiffure pour dames : 20 h 45, dim. 15 h. GARE DE LA MER (48-87-66-37). Drowning : 20 h 30. Homs Fres : 20 h 30.

GRAND THEATRE D'EDGAR (43 20-90-09). Déconnage immédiat : 18 h et 20 h 15. San Antonio : 22 h. GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). La nuit remue : 19 h. Anna Psulla Talla : 20 h 30. George Dandin : 22 h 15.

GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). La Tartulfs : 21 h, dim. HALLE BAINT-PIERRE (42-58-74-12). Les Origines de l'homme : 15 h, dim., mar. 15 h. HÉBERTOT (43-87-23-23). La Contrebesse : 1B h et 21 h, dim. 1B h. HOTEL LUTÉTIA (SALON TRIA-HOTEL 121-21-25B. HÁIDAS - 21 h

HOTEL LUTETIA (SALON TRIA-NON) (47-88-74-5B). Hélène : 21 h. HUCHETTE (43-28-3B-99). La Can-tstrica cheuve : 19 h 30. Le Leçon : 20 h 30. Les Nuits de Tereyema ; 21 h 30. L'ESPACE (42-45-13-20). Sans titre, les Muses mutines ; 21 h. LA BRUYÉRE (46-74-78-99). Vo)reire-Rousseau : 21 h, dim. 15 h. LA CIGALE (42-36-43-43). Holey

Money: 20 h, dim. 16 h. LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11). Comment séduire une femma : 20 h 30. LE FUNAMBULE THEATRE-RES-LE FUNAMBULE THEATRE-RES-TAURANT (42-23-88-83). Cœur à deux : 20 h 30, dim. 16 h. LE PROLOGUE (45-75-33-15). Mona chérie : 20 h 30, dim. 15 h et 18 h 30. LIERRE-THÉATRE (45-86-55-83). Confusions : 20 h 30, dim. 16 h. LUCERNAIRE FORUM (45-44-67-34). Théâtre poir Le Petit Prince :

LUCERNAIRE FORUM (45-44-67-34). Théâtre noir. Le Petit Prince:

18 h 45. Colloque sur l'eménagement d'une région du Nord: 20 h. Me Chère Eléne Sergeavne Spectacle en langue russe: 21 h 30. Théâtre rouga. Duende: 18 h 30. Somnolente Méseventure: 20 h. Huis clos: 21 h 30. MADELEINE (42-65-07-08). N'écou-

tez pas Mesdames : 17 h et 21 h, dim. 15 h 30. MAISON DES CULTURES OU MONDE (45-44-72-30). Opéras feuille-tons du Brésil : 20 h 30, dim. (demière)

17 h. MARIE-STUART (45-08-17-80) Lettres de Louise Jacobson : 20 h 30. La Visite : 22 h. MARIGNY (42-56-04-41). La Dams de chez Maxim's: 20 h 30, dim. 15 h. MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74).

Love Lettera: 21 h, dim. 15 h. MATHURINS (42-56-90-00). Les Pelmes de M. Schutz: 17 h el 20 h 30, dim. 15 h.

e Montmertre : cités d'ertistes, ruelles et jerdins », 15 heuree, métro Abbessee (P.-Y. Jaslet).

« Promenade « Cherchs-Midy » ou « Chassa-Midy », 15 heuras, 5, rue du Charchs-Midi (Peria et son his-

« Ls quartier ds le Bastilla et ls leu-bourg Ssint-Antoins, Psssages, erti-sans, rénovations », 15 h, mêtro Bas-tills, dsvsnt ls rastsursnt « Lss Grandes Marchae » (Connsiesancs

PARIS EN VISITES

LUNDI 29 AVRIL batalistis », 14 h 40, pisca du Châtalet, devant le lonteins (Peris e Du Buisaon Ssint-Louis eu bas Belleville », 14 h 45, métro Goncourt (V. de Lengiade),

«L'Opére Garms: », 14 h 30, hell d'entrée (M.-C. Lasnier).
«Les religions populaires chinoises, eu musée Know-On », 14 h 30, 41, rue des Francs-Bourgeois (Le Cavalier bleu).
«A l'occesion de l'exposition Seurat : tombes de peintres célèbres su Père-Lachaise », 14 h 30, métro Père-Lachaise, en haut des ascalators (O. Fleuriot).

(O. Fleuriot).

« L'hôtel Leuzun et l'îls Ssint-Louis », 14 h 30, 17, quai d'Anjou (Tourisme culturel).

« L'îls Seint-Louis : quertisr ds la noblesse ds robe au XVII» siècle », 14 h 30, métro Pont-Meris (M. Pohverl.

« Les ssione de réception de l'Hôtel de Vills », 14 h 30. Inscrip-tions su : 42-57-08-77 (M~ Cazes). L'Opéra Gsrnier st les festes du Second Empire 3, 14 h 30, sn haut des marches, à l'extérieur (Connsie-

dsa marches, à l'exténeur (Connsie-sance de Paris).

« Les salons et ls chepelle ds le Sorbonne epécislement ouverts », 14 h 30, devant la chapalls (C. Marle).

« Peraonnegse illuerres et lolles srchitectures au Père-Lechaise », 14 h 30, métro Gembette, sonie Théêtre de ls Collins (Arts er css-

« L'objet comms signa dens le pointure du XX siècle », 18 h, Musée netionel d'art moderne (Centre Georges-Pompidou). **CONFÉRENCES**

d'ici et d'ailleura).

23, quai de Conti, 14 h 45 : « Publi-cité politiqus : pour la meillaur st pour le pire », par M. Songrand (Académis des scisnoss moralee et politiques). 35. rus des Frencs-Bougsois. 1B h 30 : « Les futurs de l'Europe », d'eprès ls livrs ds J. Moreau, G. Mar-tinet et Y. 8srthelot (Maison ds l'Eu-

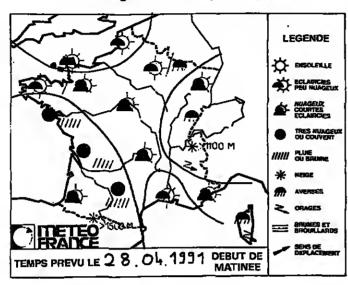
3C, evsnus Gsorgs-V, 13 heures: Courairs d'océans, film de O. Pipat; 15 hsures: Voillers, sibatros si sarsilites, par P. Courrouysn (Espace Kronsnbourg Avanture). rope).

مكذا ساالاصل

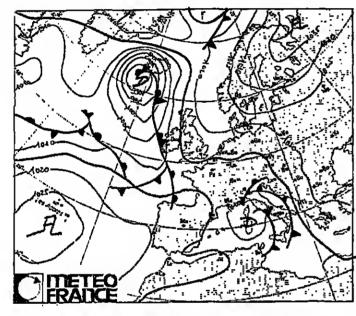
12 Le Monde • Dimancha 28 - Lundi 29 avril 1991 •

METEOROLOGIE

Prévisions pour le dimanche 28 avril 1991 Très nuageux avec des pluies éparses



SITUATION LE 27 AVRIL 1991 A 0 HEURE TU



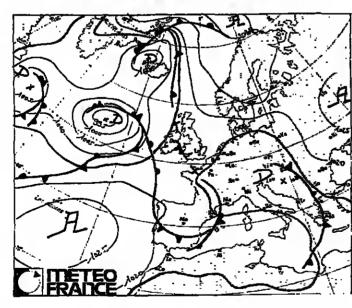
Lundi : des nueges et des averses. – De la Bretagne at da la Normandia, au Bassin parisian au Nord at aux Ardennes, il y aura beaucoup de nuegas evac per momente des pluies ou des averses. La vent de nord-ast sere fon sur las côtes de la Manche.

Du val da Loire aux Pyrénées, ainsi qua sur le Massif cantral, le Lenguedoc, le Roussillon, las Alpes, la Bourgogna. la Frenche-Comté, le Lorraina at l'Alsace, le temps sera brumeux et nuageux le matin. L'après-midi, des avarses se déclencheront ce at là, et on pourra mēma entendre gronder le tonnerre. Il neigers en movanne montagne.

Enfin, sur la Provance, la Côta d'Azur et la Corse, il y eure baaucoup de nuages avas des avarses le metin, quelques éclairciaa l'eprès-midi.

Lea températures du matin seront de 3 degrés à 5 degrés at de 7 degrés à 1D degrés près de la Méditterranée. L'eprès-midi, il fara de 12 dagrés à 14 degrés sur le Nord et l'Ouest et de 15 degrés à 17 dagrés sur la Sud et

PRÉVISIONS POUR LE 29 AVRIL 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES	maxima -	minima	et	temps	observé
	mes relevées entre			le 27	-04- 9 1
le 26-04-1991 à 18 heures T	U at le 27-04-1991	l à 6 heures Ti	J		

NANTES	AJACCE SIABRIT BORDE BOURG BREST. CHERBO CLERBO DIJON. GRENOI LILLE LIMOGN. WARSET	FRANCO O	15 6 7 7 X X X C X X D D B C X 11 12 15 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16	FOURS POINTE-A LET ALGER AMSTER ATHÈNE BANGKO BANGKO BARCELI SELGRA SERLIN BRUXEL COPENH DAKAR DJERBA	SE PITRE 3 FRANG FRANG DAM	7 5 I 21 ER 4 2 9 13 6 26 5 9 4 5 20 1 14	CD ODPCDCCDCDC	MADRID MARRAKI MEXICO MILAN MONTREA MOSCOU NAIROBI NEW DELI NEW YDR OSLO PALMA DE- PEKIN ROME	10 26 11 39 16 17 17 18 19 19 19 19 19 19 19	- I 8 - 7 7 4 17 22 16 - 2 3 12 23 - 8	DD - PNPCDXNDDXC
cm commont	CLERNON DIJON GRENOT LITLE LIMOGE LYON MARSEI NANCY NANTES NICE PARES PARES PARES REWNES	S	5 1 4 1 6 8 6 2 6 8 9 5 9 7 8 16 16 16 16 16 17 9 9 9 5 9 7	BARCELI SELGRA SERLIN BRUXEL COPENH DAKAR- DJERBA GENEYE HONGKO ISTANBL JERUSAI LE CAIRI LISBONN	ONE 19 DE 19 LES 19 AGUE 22	5 5 5 5 7 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9	DCCDCDCNCDNCN	NEW DELL NEW YDR OSLO PALMA-DE- PÉKIN RIO-DEJAN ROME SINGAPOU STOCKHO SYDNEY TOKYO TUNIS YARSOVII	HI 39 K 24 10 MAJ 15 18 EIRO 26 14 18 32 LM 19 23 21	22 16 12 23 - 35 2 16 15 8 2	NNDDNCCNNNDN

couvert degage nuageus TU = temps universel, c'est-à-dire pour la Frence : heure légale

moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Méréorologie nationale.)

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque aemaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; o Film è éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 27 avril

	Danicui
	TF 1
20.45	Variétés : Succèe fous.
22.40	Magazine : Ushueïe.
1	Magazina : Formule sport.
0.35	Journal, Météo et Trafie infos.
	A 2

20.45 Téléfilm : Flynn agent double 22.15 Magazine : Bouillon de culture.

23.50 Journal et Météo. 0.10 Série : Médecine de nuit. 1.00 Série : Le Saint. 2.00 Megnétosport : Waterpolo, (60 min). FR 3

De 20.00 à 0.05 La Sept 0.05 Série rose : Le Pertenaire inattendu. 0.35 Magazine : L'Heure du golf.

CANAL PLUS 20.35 Téléfilm ; Une affaire d'Etat. 22.00 Les Nule... l'émission. 22.50 Flash d'informatione.

23.00 Cinéma : Vendredi 13, nº 7. o 0.25 Cinéma : Campra. » LA 5

20.50 Divertissement : Grein de folie. 22.20 Débat : A boulets rouges. 0.00 Journal de la nuit. M 6

20.35 Téléfilm: La Robe blenche de Pamela. 22.20 Téléfilm : L'Espace d'un cri. 0.00 Six minutee d'informe

0.05 Musique : Repline, 2.00 Rediffueions. LA SEPT

21.00 ▶ Téléfilm : Le Chemin de Damas, 22.25 Soir 3. 22,45 Magazine : Cinéme de poche,

Dimanche 28 avril

	TF_1	
13.15	Série : Hooker.	
	Série : Rick Hunter,	
	inspecteur choc.	
15.05	Série :	
	Agence tous risques.	
16.00		
	Vidéo gag.	
16.35	Sport : Football.	
18.00	Loto sportif.	
19.05		
	Invitée : Sophia Marceau.	
20.00	Journal, Tiercé, Météo	
	et Tepis vert.	
20 45	Cinéma ·	

PROFS. . 22.30 Magazine : Ciné dimanehe. Cinėme : Deux affreux sur le sable. o 0.10 Journal et Météo.

15.00 Série : Mae Gyver. 16.35 Série : Euroflics. 17.25 Documentaire : L'Equipe Cousteau à le redécouverte

du monde. 18.20 Magazine : Stade 2. 19.30 Série : Meguy. 20.00 Juurnal et Météo. 20.45 Série : Les Cinq Demièree Minutee.

22.10 Magazine : L'Œil en coulisses. 23.15 Journal et Météo. 23.30 Courts métrages : Histoires courtes

0.00 Série : Le Saint. FR 3

13.30 Sport : Tennis. 18.30 Amuse 3 19.00 Le 19-20 de l'informa-De 19.12 à 19.30, Mag cité. 20.05 Série : Benny Hill.

20.35 Magazine :
Mueique, maestro.

22.00 Magazine :
Le Divan. Invité : André Miquel. 22.20 Jaurnal et Météo. 22.50 Cinéme :

Le Chair et le Diable. 0.20 Magazine : Belles at bielles. 0.50 Muaique:

Carnet de notes. **CANAL PLUS**

14.00 Série : Nick Mencuso. les dossiers secrets du FBI. 14.45 Sport : Golf. 17.05 Les Nuls... l'émission. 18.00 Cinéme : Ça plane les filles. ■

En clair jusqu'è 20.40 --19.40 Flash d'informations. 19.45 Ça cartoon. 20.30 Dis Jėròme...? 20.35 Magazine: L'équipe du dimanche.

20.40 Cinéme : Meurtre à Hollywood. 22.20 Flash d'informatione. 22.30 L'Equipe du dimanche. 1.30 Cinéma : Tout I'er du monde. ■■

LA 5 13.30 Magazine : Le Club F1. 16.10 Série : Frog Show. 16.25 Tierce è Longchamp. 16.50 Documentaire : La Grande Saga

des enimaux. 17.20 Cirque. 18.25 Série : La Femille des collines. 19.15 Contes è dormir debout.

20.10 Magazine : Dimanche 20 h 10 Elkabbaeh. 20.45 Journal des courses.

20.50 Cinéme : La fiencée qui venait du froid. 22.35 Magazine:

Reporters. 23.30 Megazine : Top chrono.

0.15 Journal de la nuit.

13.55 Série : Supercopter. 14.45 Varietés : Ouvert le dimenche. 16.20 Sèrie :

Vie Deniels, flie à Los Angeles. 16.50 Série : Laredo. 17.40 Série : L'Homme de fer. 18.30 Série : Les Routes du paredis.

19.25 Magazine : Culture pub. 19.54 Six minutee d'informe-20.00 Série :

20.30 Magazine : Sport 6 let à 0.10). 20.35 Téléfilm : Maï, la petite filla de la guerre.

22.20 Capital. 22.35 Cinéma Dortoir des grandes. 0.05 Six minutee d'informa-

0.15 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Rediffusions.

LA SEPT 13.30 Hietoire parallèla. 14.30 Documentaire : Cabra mercada para morrer. 16.30 Documentaire: Autour

du « Mariage de Figaro ». 17.00 Pierre 52 minutes dans la langue. 17.55 Danse : La Fille mai gardée

ou il n'est qu'un pee du mal au bian. 19.10 Concert: Peter Schidlof. 20.00 Documentaire : Biues de Balfa.

20.30 Cinéme :

Antonio Das Mortes. www 22.05 Courts métragee : Barbosa: Nelson Cavaquinho.

22.35 Cinéma : Les Deux Fragonard. 0.25 Court métrage : La Rupture.

Du lundî av vendredî, à 9 heures, our FRANCE-INTER «ZAPPINGE» Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNICK COJEAN

et la collaboration du « Monde :

CARNET DU Monde

<u>Naissances</u> - Pierrette et Claude MANTEL

ont la joie de faire part de la naissa

le 22 mars 1991, de leur ocoviéme petit-enfant,

Hugues, frère de Vincent,

au foyer de Chantal et Laurent MANTEL. 15, boulevard de la République, 95640 Marines.

- M. et M= Huberi de Clairval, ses parents, M= Jacques Nephegyl-Personnaz, sa grand-mère, M. Guy de La Morinerie, soo grand-père, ont l'immense douleur de faire part du

Gérard Joseph Marie de CLAIRVAL,

pieusement décédé le 21 avril 1991, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans la plus stricte intimité familiale, suivie de l'inhumetion au cimetière Saint-Léon de Bayonne.

Une messe de requiem sera célébrée à soo intention, le vendredi 3 mai, à 19 heures, eo l'église de Mooguerre (Pyrénées-Atlantiques);

Une autre messe sera célébrée, à soo intentioo, à Paris, le mardi 21 mai, à 18 h 30, en l'église Saint-Honoré-d'Ey-lau. 66, aveaue Raymond-Poincaré Paris-16

56, boulevard Bineau, 92200 Neuilly.

- La femille et les proches du

docteur Jean COUMAROS, député et maire honoraire, ancien consciller général, chevalier de la Légion d'honneur, arckôn ostiarios du patriarcat recumentque de Constantinopie

ont la tristesse de faire part deces, survenu le 25 avril 1991, dans sa quatre-vingt-qualrième aanée.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 29 avril, à 10 h 30, ea l'église de Puttelange-aux-Lacs,

57510 Puttelange-aux-Lacs.

S7510 Puttelange-aux-Lacs.

[Né à Micra-Valtsa, en Grèce, le 1= juin 1907, fils de médecin, Jean Coumaros est venu en France avant la guerre pour faira ses études de médecine. Ancien externe des hôpitous de Strasbourg, médecin-chef des dispensaires antituber-culeux de Moselle, il participe à la Résistance de façon active et se raille su gaullisme. Naturalisé français après la guerre, il devient, en 1953, neire de Prittelange-sux-Lacs et, en 1958, cosseiles général du canton de Sarahe, aixai que léputé (UNR) de la Moselle. Il abandonnera ses mindats cantonaux en 1971, son mandat municipal en 1976 et son mandat législatif en 1973.

A l'Assemblée nationale, il préside le groupe d'amité France-Grèce, car il a conservé avec se patre d'origine des fiens étroits. Ittulaire de montreuses décorations françaises et helléaiques, il était également arcide activales de patriarcat examénique de l'Egisse orthodoxe de Constantinople. Il était membre de la commission des affaires étrangères. Jean Commaros était un parlamentaire assidu, actif et profixe, apprécté de de Saulle pour sa lidélité et par Georges Pumpidon pour son franc-pariez.]

- M= Denise Guigon a la douleur de faire part du décès de son époux,

Pierre GUIGON.

survenu à Cannes, le 20 avril 1991. Les obseques auront lieu, le 29 evril, dans l'intimité.

 Christa Ross_nbach,
Andrey et Sara Kidel,
Mark et Sue Kidel,
ont la douleur de faire part du décès de Boris KIDEL

arvenu le 18 avril 1991. Hameau des Claparèdes, 84400 Apt.

M= Lucia Kritsikis, Ses frère et sœurs,
Toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Alexandre KRITSIKIS, ancien combattant 1939-1945, Survenu accidentellement en Alle-

Le service religieux orthodoxe aura lieu le luodi 29 avril 1991, à 14 h 15, en l'église Sainto-Mario-Madeleine, rue de la Division-Leclere, à Massy

L'inhumation se fem dans l'intimité familiale au cimetière sud de Massy.

- Sa famille et ses amis, font part du décès de

> M™ Renée LAFOUÇE, ancien sous-directeur au miaistère du travail, officier de la Légion d'honneur,

sarvenu le 19 avril 1991, en son domieile parisica, à l'âge de quaire-vingt-

Gueret, dans la sépulture familiale.

L'inhumation a cu heu le 23 evril, à

M. Pierre Volmer. son époux, M. et M= Jean-Pierre Volmer et leurs enfaots,
M. et M. M. Michel Volmer. M. François Volmer, ont l'immense douleur de faire part du

35-5

.. : v.. [₹ .

1.1.7250.1

7,500

A 100

12 (4)

....

1000

4.43

- 1947AFN

1 44 20

11 14 14 18 PM

A.4.5.

of American

a Tex

.

7 17.

2. 1

. . . 7 87e.

2 - 24 A

.

42.112/1

M= Pierre VOLMER, née Marie-Anne Normant,

survenu le 21 avril 1991,

L'inhumation aura lieu le vendredi 3 mai, à 15 heures, au cimelière de nne, rue de Bagnolet, à Paris. 44, rue Baldner, 67100 Strasbourg.

<u>Anniversaires</u> Pour le troisième anniversaire du rappel à Dieu, le 29 avril 1988, de

Irène GIRON. née Roman.

tous ceux qui l'ont coonue et aimée sont priés d'evoir une affectueuse pen-sée poor elle et de s'uair aux messes célébrées à son iotention.

- Paul REUTER

nous a quittés le 29 avril 1990. Tous ceux qui l'oot connu et aimé

Messes anniversaires - La messe traditionnelle à la

l'EMPEREUR NAPOLÉON I"

et des soldats morts pour la France

sera célébrée en la chapelle du Dôme des Invalides, le dimanche 5 mai 1991, à 18 heures, en présence de LL. AA. II. le prince et la princesse Napoléon.

Entrée libre.

Des places seront réservées aux

Les portes seront fermées à 17 h 45

Communications di - Sup de Co Reanes vous informe que la première édition de C2H4 + 3Or (ensemble de compétitions sportives) a cu licu les 12, 13 et 14 avril 1991. Pour tout renseignement, contacter Loïe su (16) 99-31-77-23.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés eu Journal officiel du vendredi 26 evril 1991 : DES DÉCRETS

- Nº 91-391 du 24 evril 1991 portant publication du traité portant règlement définitif concernant l'Allemagoe, signé à Moscou le 12 septembre 1990.

- Nº 91-393 du 25 evril 1991 portant dispositions statuteires applicables aux corps des agents d'exploitation des treveux publics de l'Etat et ao eorps des ehefs d'équipe d'exploitation des travaux publics de l'Etat.

- Nº 91-394 du 25 avril 1991 portant organisation de l'enseignement supérieur des télécommuoi-

□ Conples islamo-chrétiens. - Le Centre des Fontaines organise, les 4 et 5 mai, avec le Secrétariat pour les relations avec l'islam, une session sur le droit musulman concernant les mariages binationaux et la pastorale de l'Eglise vis-à-vis des meriages ialamo-chrétiens. Cette rencontre se vivra daos le plus grand respect des deux traditions, evec témoigneges de méoages mixtes.

Raneeignements at inscriptions: Les Funtainemmessions, boîte postale 219, 60631 Chantilly cedex. (16) 44-57-24-60.



SA KOL - 10 Total 1 10 - - - A A - La STA · ----

4.3 The state of the s THE PARTY OF THE P

TOT IN

-- R in Man ·····

HEURES LOCALES

Le statut des élus locaux en Europe

Les maires français ne bénéficient pas de conditions de rémunération et de protection sociale semblables à celles de leurs homologues des pays voisins

N des plus célèbres serpents de mer législatifs continue de se porter comme un charme. Une fois encore, et malgré de nombreuses promesses, le gouvernement ne semble tou-jours pas décidé à inscrire à l'ordre du jour du Parlement la mise su point d'un statut des étus locaux. Pourtant, sur tous les bancs, chacun reconnaît qu'il est urgent de clarifier, chacun reconnaît qu'il est urgent de clarifier, et done de moraliser, les conditions de rémunération des maires, des conseillers généraux et des conseillers régionaux. Seulement, à une époque où les hommes politiques se sont laissé accoler une image détestable dans l'opinion publique, l'Hôtel Matignon n'ose pas présenter un projet qui, pour justifié qu'il soit, obligerait les contribuables locaux à accroître les revenus qu'ils accordent à leurs des la situation, le nouveau

accordent à leurs elus.

Conneissant bien la situation, le nouveau ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, a pourtant promis, dès le 18 mars, qu'il ferait « une affaire personnelle du statut de l'èlu ». De quui faire sourire ses prédécesseurs qui avaient pu mesurer la difficulté de le tâche, même si M. Pierre Joxe avait réussi de mettre eu point un projet qui a subi les à mettre au point un projet qui a subi les foudres de ses collègues des finances et de la sécurité sociale.

Pourtant, comparée aux outres pays d'Eu-Pourtant, comparée aux eutres pays d'Europe, qui ont tous prévu au niveau national ou fédéral un statut pour leurs élus locaux, la France est dans une situation tout à fait aberrante. Pourrait-elle s'inspirer de l'expérience de ses voisins? Deux études, l'une réalisée en janvier 1990 par le Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE), l'sutre, plus récente, de la division des collectivités locales du Sénst, permettent de faire le point.

faire le point.

Un rapide survol des textes révèle quelques grandes constantes, mais cette analyse ne résiste pas à un examen plus poussé. Chaque pays a ses caractéristiques, qui bloquent toute tentative de transposition d'un système è un antre. En général, ce sont les autorités nationales qui définissent le statut et les conditions de travail des étus locaux. De même, l'age d'éligibilité minimum est fixé entre dix-huit et vingt et un ans pour la pluentre dix-huit et vingt et un ans pour la plu-part des Etats. Seule la France exige d'avoir satisfait aux obligations militaires.

La condition de la domiciliation sur le ter-La condition de la domiciliation sur le territoire de la collectivité est exigée dans presque tous les peys de le Communeuté, la France étant la seule (evec l'Irlande) à demander l'inscription eu rôle des contributions directes de le collectivité dans l'hypothèse où cette premlère exigence n'est pas respectée. De son côté, le Royaume-Uni soumet l'éligibilité à trois conditions : payer des impôts locaux dans la collectivité, avoir son lieu de traveil principal sur le territoire de le collectivité et être électeur et maintenir cette condition pendant toute le durée du mandat. collectivité et eire electeur et maintenir cette condition pendant toute le durée du mandat. Enfin, la grande majorité des Etats imposent des conditions qui empêchent l'exercice du mandat : il ne faut pas avoir été condamné récemment (y compris en metière fiscale ou



L'exemple allemand

N Allemagne le statut de l'élu local se conjugue au pluriel. Chaque Land est libre de fixer sur aon territoire les droits et obligations de ses élus locaux. Ainsi, la durée des mandats verie de cinq à douze ens d'un Land à un eutre.

Les modes de désignation ou d'élection, las fonctions du maire et sa partici-pation à l'exécutif varient égelement en fonction dea Lander. Tantôt le maire asaure le pouvoir exécutif et, dens ce cas, il eat soit directement élu par le population, comme en Bade-Wurtemberg et en Bavière, soit élu par le conseil municipal, comme en Sarre, en Hesse et en Rhénanie-Palatinat, soit élu par le Parlement de la ville dans le cas de Berlin, Brême et Hambourg. Il peut aussi occu-per des fonctions honorifiques et représentatives, sans aucune responsabilité

Les mêmes différences s'observent en ce qui concerne le règle du cumul des mendats. Dens certains lander les cumuls eont imposeiblee, alors qu'ils sont autorisés dans d'autres, meis, en réalité, leur pratique est très limitée.

La mode de rémunération diffère également aelon que le maire exerce une fonction élective ou non. Lorsque e'est le cas, il bénéficie d'un statut de fonc-tionnaire élu, son salaire est établi à par-tir de la loi fédérele sur le traitement des fonctionnairee et dépend du nombre d'habitenta de sa commune et de aon

A titre d'exemple, un maire reçoit un ealaire meneuel d'environ B 000 deutschemerks (environ 27 000 francs) pour une population de vingt mille à trente mille habitants et perçoit une indemnité mensuelle pour fraie professionnels de 440 deutschemarks (1 500 francs). Pour une population entre deux cent cin-quante mille et cinq cent mille habitants, le même maire recevrait un salaire meneuel d'environ 12 500 deutschemerks (42 000 francs), plus une indemnité mensuelle de 690 deutschemarks (2 300 francs). Dens les deux cas, ca seleire est assujetti à l'impôt et aux

électorale au Royeume-Uni), ni evoir été déclaré mentalement bandicapé.

déclaré mentalement bandicapé.

Enfin, le cumul des mandats n'est interdit qu'en Italie, mais la pratique cooduit, dans la plupart des cas, les élus à n'en exercer qu'un. Tous les Etats membres du Cooseil de l'Europe ont édicté des iocompatibilités de fonctions électives avec certaines fonctions publiques (les fonctions administratives d'eutorité nationale ou locale) ou certaines activités économiques (les entrepreneurs municipaux).

Dans la majorité des pays, le transparence

eotrepreneurs municipaux).

Dans la majorité des pays, ls transparence financière des élus est prise en comple au niveau local (information concerneot leurs iotérèts financiers et patrimoniaux). Mais il n'y a qu'en Espagne que les élus doivent déclarer leurs revenus. Enfio, le plus souvent les meires se consacrent à plein temps à leurs activités municipales.

Salariés ou bénévoles

La réalité est toutefois plus subtile puis-qu'il faut en fait distiogner entre ceux qui, exerçant leurs fonctions à plein temps, soot dans la situation de véritables salariés (RFA, Pays-Bas, Danemark, Portugal) ou reçoivent une indemnité suffisante qui leur permet de vivre (Espagne, Italie, Belgique), de œux qui exercent leurs fonctions de manière bénévole et reçoivent des indemnités tellement faibles qu'elles ne leur permettent pas de renoncer à leurs ectivités professionnelles (France, bien sur, mais aussi Luxembourg, Suisse et Grande-Bretagne).

Cette «professionnalisation» presque générale de le fooction d'élu local entraîne générale de le fooction d'élu local entraine un certain nombre de conséquences. Leur activité étant rémunérée, les salaires, traite-ments ou indemnités sont généralement sou-mis à impositions. Enfin, de la même feçon, leur rémunération implique des retenues pour pensions et retraite. Autre grande diffépour pensions et retraite. Autre grande différence, les modes de désignation, qui différent d'un pays à l'autre. Dans son étude, le Conseil des communes et régions d'Europe les regroupe en trois catégories. D'un côté le Luxembourg et la Belgique, où l'autorité locale est nommée par le gouvernement sur proposition du conseil, tandis qu'en Espagne, France et Italie le maire est élu ou sein de l'assemblée délibérante. Enfin, au Portugal en Grèce et au Danemark. l'auto-Portugal, en Grèce et au Danemark, l'auto-rité exécutive est élue an suffrage universel.

Dans la mosaïque de ces statuts, celui réservé aux élus français est probablement le plus imparfeit : généralement occupés à plein temps, leurs indemnités sont dérisoires ; quant à leur protection sociale, elle est inexistante. Pour passer de la situation des plus mal à celle des mieux lotis, il ne reste qu'un pas à franchir, quisque le statut des plus mat a cene des inteux forts, it ne reste qu'un pas à franchir, puisque le statut de l'élu, préparé par MM. Debarge et Joxe, bouclé depuis un an, a recueilli une large approbation de la part des élus locaux.

BETTINA GILLET

Taxis à la carte

ES cinquente texis rouge et bleu qui sillonnent les rues de Pens ont deux partirues de rens ont deux paut cularitée. Celle, d'ebord, d'eppertenir à une société dont l'emblème est l'Are de triomphe parce que son propriéteire, lui-même long-temps cheuffeur de taxi garde le souvenir d'attentes fréquentee et prolongées près de l'Étoile. La seconde originalité des taxia eux cou-leure de la Ville de Paris intéreasere encore deventage les clients. Oepuie quelques mois, toutes ces voituree ecceptent le paiement par Carie bleue. Checun des cinquante véhicules est équipé d'un « terminel de peiement compect ». Sens fil et de feible encombrement, cet appareil permet de contrôler

Pour benele qu'elle appe-reisse, cette innovetion représente un progrès certain. Outre qu'ella dispense le client de diaposar d'ergent liquide lorsqu'il recourt eux services d'un texi, elle met le cheuffeur à l'ebn du vol.

La queetion qui se pose consiste elors à se demander pourquoi ce mode de peiement n'est ancore edopté à Peris que per un edopte a rens de per taxi sur trois cents (0,33 %)... Le prix de l'équi-pement des véhicules, c'est-à-dire l'achet du petit ter-à-dire l'achet du petit terminel pour la somme de 9 000 franes environ, n'est pas à lui seul dissuasif. Les dirigeents des compegnies n'oni pes envie de devoir supporter les freis liés aux encaissements par carte.

Argument plus avoueble à leurs yeux, ils font veloir aussi que les chauffeurs de taxi tiennent à emporter chaque soir le produit de la recette du jour. Le patron de le société Impérial n'ignore pas cette revendication et reverse quotidiennement à ses chauffeurs l'équivalent en espàces de leur recette enceissée par carte bancaire.

Reste une ultime objection des chauffeurs : la creinte de ne pas percevoir de pour-boire. Mais ils peuvent espé-rer que, même dépourvu de gros billets, le client trouvera quelques places eu fond de sa poche.

CHARLES VIAL

Scènes pour les ménages

Grâce à lo municipolité de Nantes, des acteurs ont joué pendant un mais la comédie à domicile. Une farme nouvelle d'action culturelle dans les quartiers

de notre envoyé spécial

LLE se permet, comme si elle était ehez elle, d'ouvrir vos placards de cuisine, elle se répend dens votre salle de séjour, bousculant l'ordonnance de vos bibelots, elle farfouille dans votre chambre. Elle ose, sous votre propre toit, vous critiquer, vous sermonner, elle s'amuse à vous ridiculiser, à vons faire peur, à eboquer même vos convictious religieuses ou eutres,

elle s'en moque. Et vous, vous la regardez et l'écontez, muet, fas-

Parce qu'elle est comédienne et qu'elle a du talent, parce qu'elle interprète, là, à portée de main du compotier, un texte d'Alphonse Allais, de Guy de Meupassant, une adaptation de Diderot ou bien une pièce spécialement écrite pour le théâtre d'appartement. Car il s'agit bien de cela, et ces scènes se sont récemment jouées dans des mai-

sons nantaises. Ce genre de théâtre n'est pas

vraiment nouveau : il a été lancé il y a une bonne dizaine d'années, notamment par Pierre Ascaride, ectuel directeur du Théâtre de Malakoff, Mais la formule ne court pas les salons et le mérite de la municipalité socieliste de Nentes est de l'evoir en quelque sorte redécouverte pour étoffer son action culturelle au niveau des quartiers.

Après la reprise en mein de la mairie, en 1989, par Jean-Marc Ayrault, député PS de Loire-Atlantique, une direction du développement culturel a été créée (1) et un nomme nommé à sa tête. Pas n'importe qui et surtout pas un fonc-

Pierre Leenhardt est comédien. Il e commencé sa carrière il y a vingt-cinq ans, à Sartrouville, avec Patrice Chéreau, il a fait un tabac à un Festivel d'Avignon avec un one-man-show qu'il a écrit à partir d'un roman d'Emile Ajar, Gros-Calin, spectacle qu'il e joue quatre cent vingt fois. Pour svoir fait lui-même du théâtre d'appartement et y evoir pris goût, il e done ressuscité le genre à Nantes.

MICHEL CASTAING Lire la suite page 14

(1) Cette direction n'entend pas «règenter» la culture à Nanies, nu un très grand nombre d'intervenants ont leurs propres créations et modes d'action. En particulier l'ACCOORD et les maien particuler l'ACCURD et les maires sons de quartier dans le domaine socio-culturel. Sa vocation consiste surtunt à dynamiser et à coordonner, et seule l'opé-ration «Théâtre d'appartement » a partion «Theatre d'apparter cipé, affirme Pictre Lecnhardt, d'unc

Bordeaux protège ses vins

Les négociants bordelais sant très réservés sur lo créatian d'une cité du vin dans le quartier des Chartrons

BORDEAUX

de notre correspondante

A cité mondiale du vin et des spiritueux n'ouvrire pas en juin à Bordeaux, comme en juin à Bordeaux, comme l'espérait son promoteur, Christian Pellerin, président du groupe SEERI-SARI. Cet ambitieux projet est vieux d'une dizaine d'années. Il avait été suscité lors de la création de VINEXPO, le Salon international du vin. Dans la foulée de cette manifestation à succès, un architecte et un promoteur locaux, soute-nus par la ville, avaient eu l'idée de créer un «marché permanent des vins et spiritueux » au cœur du quartier du négoce, les Chartrons.

Il fallait faire cohabiter dans un même immeuble (10 000 m² au sol) tous les services liés su négoce viticole : bôtel, salle de congrès, bureaux, hall d'exposition, conseils juridiques, musées. La cité devait, comme son nom l'indique, accueillir exposants et clients du monde entier. Cependant, le chantier ne démarra véritablemen qu'en 1989 lorsqu'il fut repris par la SARL Il devrait compter 14 étages et représente un investissement de 500 millions de francs.

Selon M. Pellerin, le retard de construction n'est imputable qu'à des problèmes techniques liés, en particulier, à la présence de la nappe phréatique à 2 m de profondeur. Cet obstacle o'était cependant pas difficile à prévoir : la Garunne coule à 100 m. En réalité, la cité ne suscite pas l'engagement commercial espéré. Une partie du négoce bordelais a accueilli partie du négoce bordelais a accueill d'emblée le projet avec réserve. A ses yeux, ii présentait le risque d'intro-duire le loup dans la bergere, d'offrir une vitrine oux vins étrangers, an cer-tre même de la capitale des vins de

Bordeaux. Cette réserve est partagée Parallèlement, la superficie du marégalement par le conseil interprofessionnel des vins de Bordeaux, organisme fédérateur du négoce et de la production, qui a décidé de ne pas louer de bureaux dans la cité.

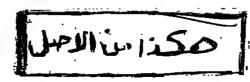
Hors de Bordeaux, le projet est en concurrence avec Bercy-Expo. Il y e quelques semaines, la SARI a pris des décisions draconiennes, limogeant l'équipe en charge du programme et faisant appel à des hommes neufs. Elle a surtout révisé sa politique tarifaire. Les baux de location sont passés de 5 000 F le m² à 1 800 F le m².

ché permenent, réservé aux vins el spiritueux, a été réduite : soixanteneuf échoppes, au lieu de deux cents à l'origine. « Il faut savoir siffler la fin de la recré, remarque Christian Pellerin. C'est un problème de règlage. ejoute-t-il, pas de conversion. » La cité devrait, selon le PDG de SEERI-SARI, être inaugurée le 14 décembre. Initialement, l'ouverture aurait du evoir lieu en juin prochain, en même temps que le Salon VINEXPO.

GINETTE DE MATHA

"Après avoir recueilli le consentement du Conseil Municipal, Monsieur le Maire avait dit oui à la construction d'une nouvelle mairie...





HEURES LOCALES

DÉBAT

Europe-régions : les mêmes supporters, pas tout à fait les mêmes motivations

par Annick Percheron

ES Français, c'est bien connu, ont été plus longs que d'autres à se faire à l'idée de l'Europe, et puis ils en sont devenus les plus ardents défenseurs ou presque. Leurs attitudes ne vont pas sans ambiguîtés. Leur degré d'information est exécrable ; en novembre 1988, une enquête de l'Observatoire interrégional du politique (OIP) (1) révélait que 78% des personnes interrogées déclaraient 10ut ignurer des échéances de 1993. Leur représentation de l'Europe est lacunaire; dans le domaine agricole, le ieu se joue ou mieux à trois partele domaine agricole, le jeu se joue ou mieux à trois parte-naires, France, Pays-Ras, Espagne; pour les outres sec-teurs d'activité, il se ramène à un face-à-face franco-allemand. Enfin et surtout, face aux échéances européennes, les Français n'expriment aucune attente. Donnée plus préoccupante : quand, avec le temps, le nombre des opipreoccupante: quand, avec le temps, le nombre des opinions exprimées progresse, c'est pour renforcer le camp de la réserve et de l'inquiétude: en novembre 1988, 38 % des personnes interrogées estiment que le marché unique aggravera les difficultés économiques de leur région, 41 % qu'il les diminuera, 21 % n'ont pas d'opinion; un anaché le diminuera, 21 % n'ont pas d'opinion; un anaché le proche de care d'accept de l'accept après, le nombre de sans-réponse est tombé à 13%, mais 50% de l'opinion (soit 12 points de plus) s'attend à une aggravation des difficultés économiques.

Pour dépasser images creuses et consensus mou, il faut comprendre les logiques individuelles de l'adhésion à l'Europe. Logique des intérêts d'abord ; 50% des cadres supérieurs, 39% des professions intermédiaires, 23% des ouvriers et 18% des agriculteurs se déclarent très favorables à la construction européenne. Influence de la qualifi-cation professionnelle, mais aussi du niveau de revenu. Le combre des personnes très favorables à la construction européenne double selon que leur revenu déclaré est infé-neur à 7000 F ou supérieur à 15000 F. Ces variables ne doublonnent pas. Au sein de chaque groupe socioprofes-sionnel, l'adhésion à l'Europe est d'autant plus forte que le revenu est plus élevé.

L'alliance des extrêmes

Derrière l'appartenance sociale se cache une autre logi-que toute aussi puissante et qui relève de l'ordre de la compétence. Plus le degré d'instruction s'élève, plus augmeote le nombre des opinions très favorables à la construction européenne : vingt-cinq points d'écart sepa-rent la fréquence de ces opinions, selon que les personnes interrogées ont un degré d'instruction primaire ou supé-neur. L'effet du diplôme joue que que soit le groupe socioprofessionnel, le niveau de reveou, ou l'àge. A telle enseigne que, contrairement à une opinion largement répandue, à degré d'instruction égal, les plus Européens ne sont pas les jeunes, mais les plus de cinquante ans.

La compétence savante n'est pas tout, et l'intérêt pour la politique apparaît comme un facteur également impor-tant. 20 % des personnes sans intérêt politique, 42 % de celles qui manifestent un intérêt fort ou moyeo pour la politique, énoncent des jugements très favorables sur la construction européenne. lei encore, diplôme et intéret ne constituent pas des variables de substitution. A degré de diplôme égal, l'intérêt pour la politique majore de quinze à 35 points le degré d'adhésion à l'Europe (30 % chez les diplômés du supérieur sans intérêt politique, 64 % chez les fortement intéressés par la politique).

Les logiques de l'adhésion à l'Europe sont-elles spécifiques? Non, on les retrouve à l'œuvre, notamment der-nère les autrudes en faveur de la régionalisation. L'adhé-sion è la politique de régionalisation est, elle sussi, d'autant plus marquée que l'on se trouve en présence de catégories sociales ayant réussi professionnellement ou économiquement, fortement diplômées et intéressées par le politique (voir ci-dessous). Ce sont là des critères qui

définissent les groupes favorables à l'innovation quelle qu'elle soit. Région et Europe constituent, encore, des idées neuves en cours d'installation dans l'opinion.

idées neuves en cours d'installation dans l'opinion.

Les logiques sociologiques n'épuisent pas l'explication.

Il faut y ajouter deux traits, qui, cette fois, différencient fortement les attitudes à l'égard de l'Europe et de la région. Le premier renvoie à la dimension politique des phénomènes. L'Europe, mythe ou espoir économique, social, culturel, constitue sussi un enjeu politique ancien, un objet de débats entre tenants d'une Europe sociale ou celle d'une grand marché entre vartiers d'une Europe des celle d'un grand marché, entre partisans d'une Europe des nations ou d'un espace politique dénationalisé. Les sympathies partisanes modulent fortement les opinions sur l'Europe. L'adbésion rapproche les sympathisants des partis placés au centre de l'échiquier politique et les oppose aux individus proches des extrêmes (le Front national et le Parti communiste) : entre les uns et les communistes l'ident et de 18 points l'identique entre autres, l'écart est de 18 points. Une indication, entre autres, sur la structuration idéologique des réticences des personnes proches des communistes ou du Front national: les attributs du savoir, les marques de la réus-site sociale, dont on a vu à quel point ils favorissient le soutien à l'Europe demeurent ici totalement sans effet, on note 18% d'opinions très favorables chez les commu-nistes sans diplômes ou diplômés du supérieur, par exem-

De toute évidence, les sympathisants du Parti commu niste et du Front national o'ont pas les mêmes réserves à l'égard de la région. Seuls de faibles écarts séparent les positions de sympathisants des différents partis sur la régionalisation (6 points d'écart entre positions extrêmes) et, renversement des tendances, ce soot plutôt les personnes proches du Front national qui sont les plus favorables à la région. La seconde spécificité des attitudes à l'égard de l'Europe tient à une donnée contextuelle : l'image très négative dans l'opinion de la dimension la plus visible et la mieux connue de la politique économique superferent la politique accionle commune Ausorateure. que européenne, la politique agricole commune. Avant même la mise en place de la politique des montants com-pensatoires, seul un quart de l'opinion jugeait positivement le bilan du Marché commun pour les agriculteurs. Cette inquiérude pour l'agriculture explique que plus de 10 points d'écart séparent l'adhésion à l'Europe des regioos à dominante agricole (23%), de celles è dominante tertiaire (35%).

Le doule face au marché unique et à l'Europe de demain se courrit de cette image négative : 52 % des Limousins, 33 % des Alsaciens s'attendent à une aggravation des difficultés écocomiques de leur région après l'ouverture du marché unique; les régions agricoles plus encore que les régions « pauvres » redoutent les conséquences de la mise en place de l'Europe.

(1) Enquêtes régionales réalisées en 1988 et 1989 par l'OH (1) Enquetes regionales reatisées en 1980 et 1989 par l'Oir auprès d'échantillons représentatifs de 700 personnes âgées de quinze ans et plus par région. Méthode des quotas. Les régions partenaires de l'OIP en 1990 étaient : Alsaca, Aquitaine, Bourgogne, Bretagne, Centre, Champagne-Ardenne, Franche-Comté, Île-de-France, Languedoc-Roussillon, Limousin, Lorraine, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais, Haute-Normandie, Pays de la Loire, Ficardie, Poitou-Charentes, Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Rhône-Alpes.

► Cf. les Régions et l'Europe, colloque Rhône-Alpes, 13 septembre 1989, OIP, 1990, 141 p. Percheron (A.), « Les Français et l'Europe : acquiescement de façade ou adhésion véritable ». Revue française de Science Politique, vol. 41 m 2.

▶ Annick Percheron est directeur de recherche au CNRS et directeur de l'OIP.

Scènes pour les ménages

Suite de la page 13

Un genre populaire méprisé, dans la ville même, par ceux que Pierre Leenhardt appelle avec dédain (un prêté pour un rendu) les «cultu-reux»: reçus un soir chez un acupuncteur, une dizaine d'entre eux ont grossièrement critiqué, et le snectacle et les artistes. Pourtant, les œuvres présentées dans les quartiers n'evaient rien de boulevardier, si tant est que l'on puisse, en retour, décrier tout le théâtre de boulevard...

Au fond, peu importe que, pour certains, le théatre à domicile soit au théâtre ce que le mini-golf est au golf - l'essentiel est d'éprouver des émotions - et qu'il soit ignoré des «grands», s'il incite ne serait-ce qu'un seul néophyte à courir voir ane pièce montée par un Patrice Chéreau ou un Daniel Mesguich.

Les débuts à Nentes ont été modestes : huit représentations en juio 1990, dix-nenf à l'automne, douze en janvier (2). Des débuts trop timides, même. Pierre Leeobardt timides, même. Pierre Leeobardt explique; « On s'est aperçu que trop de discrétion misait à cette entreprise et qu'il fallait lui donner plus de retentissement. En effet, des spectacles disséminés au fil des mois ac permettaient pas un réel échange d'idées, ils étaient trop vite oubliés par les participants, Aussi, il a été décidé de concentrar des actions de thôtite d'unconcentrer des actions de théatre d'appartement sur un mois, avec cinq spectacles différents, joués dans les dix quartiers de la ville. On va ainsi pouvoir mieux confronter les expé-riences et les points de vue.»

Une soirée originale

En mars avril, dans le cadre de cette opération intitulée «Un printemps pour le théatre à domicile» cinquante-trois représentations ont èté données. Quatre des cinq spectacles, qui n'étaient pas tous produits tous les soirs, ont été interprétés par un seul artiste (3). Et, depuis juin 1990, il n'y a jamais eu plus de trois acreurs dans un même lieu : impossible, évidemment, de faire venir toute une troupe chez soi, à moins d'être

Pour faire circuler l'information, le directeur du développement culturel s'est adressé à trois associations (4). ainsi qu'aux maisons de quartier et aux élus de secteurs. La presse locale en a parté, le bouche à oreille a fait son office et les personnes intéressées se sont inscrites pour telle ou telle pièce.

Une poignée seulement de familles très aisées : la «grande bourgeoisie» nantaise n'était pas demanderesse parce qu'il s'agissait d'une initiative socialiste, et la municipalité ne souhaitait pas financer un programme chez des gens qui ont à le fois les moyens, le temps et l'habitude d'aller au théâtre. Bref, une sorte de non-

accord tacite. Le publie de ces quatre-vingtdouze représentations (depuis juin 1990) a été principalement constitué par les classes moyennes : function-naires, agents de maîtrise, enseignants, etc. Des personnes défavori-sées aussi, comme cette mère de famille qui élève seule ses deux enfants et dont l'intérieur était dans un triste état. Bien entendu, la pièce a été jouée normalement, puisque l'objectif était de faire découvrir ou redecouvrir le théâtre à ceux qui n'y vont jamais ou très peu souvent. Davantage, du reste, pour des raisons culturelles et sociales que pour des motifs financiers : grace à la décen-tralisation, on peut louer un bon fauteuil et vair un bon spectacle à Nantes pour 80 F et moins.

La règle du jeu, pour l'hôte, était la suivante : inviter de quinze à trente personnes (amis, voisins, collègues, famille...) et leur servir un petit lunch après la représentation, qui débutait vers 20 b 30 et qui ne durait pas plus d'une heure – quitte à faire des coupes dans les textes – pour ne pas «décourager» éventuellement des spectateurs nuvices. Mois rien n'empêchait la famille d'accueil peu fortunée de demander à ses invités d'apporter une bouteille ou un

La direction du développement culturel, elle, a rémunéré les artistes (au total, 110000 F pour mars-avril), à raison de 700 F à 1000 F le cachet par soirée, avec le concours financier de la DRAC (direction régionale de l'action culturelle, dépendant du ministère de la culture). Des employés de la mairie ont bénévolement participé à l'organisation matérielle, notamment pour régler l'éclairage et le son à domicile. Une rédactrice muoicipale. Gilberte Santacreu, s'est même litteralement prise au jeu et a consacré toutes ses fins d'après-midi et soirées eu bon déroulement de l'opération : repérages chez l'habitant, acqueil et hébergement des comédiens parisiens, accompagnement des artistes chez l'hôte, etc.

Réunir ses amis, voire toute sa famille, y compris les parents les plus éloignes, comme l'a fait cet industriel

du pieno en « première partie»; mieux connaître ses voisins, comme l'e voulu ce travailleur social, célibataire d'une trentaine d'années, en frappant à toutes les portes de son immeuble; approcher au plus près des comédiens et les questionner sur leur vie après la représentation; bref, passer une soirée conviviale, origi-nale et enrichissante ; les motivations n'ont pas manqué aux Nantais et il est souvent arrivé qu'une personne ayant assisté à un spectacle chez autrui ait en l'envic d'inviter à son

Certes, il y a eu quelques déra-pages. Ainsi, le cas de cette épouse qui, pour l'anniversaire de son mari, a fait venir leurs amis sans les préveair qu'on allait jouer chez elle. On imagine la surprise de l'assistance et dienne, quand celle-ci est entrée dans la salle de séjour en lançant sa pre-mière réplique... Ou bien encore certains bôtes o'ont pas respecté les sou-haits de Pierre Leenhardt, soit eo invitant scienment des abonnés des salles de théâtre, soit en recevant un cercle trop fermé de familiers, discutant entre eux après la représenta-tioo, sans grands égards pour les

a Nous serons encore plus exigeants [à tort, peut-être, la mairie ne s'in-quiétait pas de l'activité des invitants], plus rigoureux lors de la pro-chaine opération », assure le directeur du développement culturel, qui dresse cepeodant un bilan très posi-tif, avec, en mars-avril, un peu plus de mille spectateurs concernés. A savoir, maiotenant, combien iront voir se lever un rideau dans les mois aui viennent.

Le théâtre à domicile n'exige pas forcément, comme on serait tenté de le croire, on grand appartement. Chez Isabelle et Roland Blanco-Giaodomenico, jeune couple de fonctionnaires (lui à l'INSEE, elle à la Trésorerie principale), demeurant dans une HLM du quartier nord-est de Doulon, vingt personnes ont assisté, l'autre soir, à la représentatioo, de la Porte brisée, dans une pièce de 21 mètres carrés et dans des cooditions de confort tout à fait acceptables.

Eo l'absence de tout décor «professionnel » et de mise en scène rigide, c'était à l'artiste de savoir «bouger» sur la surface d'une paire de draps. Et tout l'art de la comédienne, en l'occurrence Fraoce Girard, remarquable présence, a résidé dans l'utilisation savante de l'espace et de quelques occessoires des plus usuels : une table et une chaise d'enfant, une poupée, un paquet de lettres, un miroir, un sac à main, un rideau... Pour racooter l'histoire d'une femme qui trouve

BLOC-NOTES

NOMINATIONS

nouveau secrétaire général, M. Jean-Claude Meyer. Il remplace M. André Lefebvre, qui vient de rejoindre le secteur privé et qui devrait, par conséquent, abendonner bientôt la présidence de l'Association des secrétaires généraux des grandes villes de France.

Vales de France.

[M. Meyer, né le 25 octobre 1946 à Thomas (Card), est ingénieur de fornation. Après avoir obtenu le diplôme de l'INSA, en 1969, puis une licence de sciences économiques, il a prépare un troisième cycle d'urbanisme il a l'université des sciences sociales de Grenoble. D'abord coopérant technique à Alger, pendant une dizaine d'années, il est venu au district de Nancy en 1980 pour y exercer les fonctions d'urbaniste et, à partir de 1986, de secrétaire général adjoint.]

AGENDA

☐ Centres de gestion. -'assemblée générale de Association nationale des directeurs de centres de cestion de la fonction publique territoriale se tiendra à Blarritz et à Saint-Sébastien (Pays basque espagnol), vendredi 31 mai et samedi 1º juin. La statut des agents territoriaux espagnois sera examiné au cours d'une conférence sur l'organisation des collectivités locales dans ce pays.

►Renseignements au (16) 59-84-40-40.

 Conseils municipaux d'enfants. - Le congrès national des conseils municipaux d'enfants et de jeunes aura lieu à Laval, les samedi 4 et dimanche 5 mai. Il est organisé per l'Association nationale des conse d'enfants et de jeunes (ANACEJ), que préside M. Yves Laurent, maire (PS) de Saint Sébastien-sur-Loire (Loire-Atlantique). Deux grands débats sont prévus, sur la question de l'autonomie et de la protection des mineurs, ainsi que sur le fiberté d'expression des enfants.

son appartement cambriolè et qui revit l'errance de son existence en ramassant un à un les objets épars.

Intimidante, cette proximité de l'actrice, que l'on aurait pu toucher en tendant le bras. Et gare è la quinte de toux, à l'éternuement ou au craquement de chaise qui accaparerait instantanément dix-neuf paires d'yeux. Comédienne confirmée, France Girard (Théâtre populaire de la Brie) explique: « Jouer devant un nuditaire réduit et si proche, c'est aussi plus intimidant pour nous que de salle, qui est dans le noir et que nous ne voyons pratiquement pas. C'est plus troublant de part et d'autre; les gens ont très peur d'être pris à partie. Aussi, je ne les interpelle pas, je ne les ramassant un à un les objets épars. Aussi, je ne les interpelle pas, je ne les

Une expérience formidable .

Elle poursuit : « Le theatre d'appartement, c'est du théatre en gros plan. On peut faire des choses très en finesse, qui ne passeraient pas sur une sciene, comme faire entendre le frois-sciene, comme faire entendre le frois-sement d'une étoffe ou parlet ea se maquillant devant une glace, dos à l'assistance. Il faut jouer sur un regis-tre plus subtil, accorder une particu-lière importance à la qualità delière importance à la qualité des silences et des regards, soigner davan-tage encore ses jeux de physiono-mie,»

Différence de tempémment : avec la pétulance de ses vingt-six ans, Myriam Allel, ancienne élève de Michel Galabru, professionnelle depuis 1988, s'est adressée, clle, directement aux spectateurs, dans son interprétation de Molière par son interpretation de musique de elle-même (avec une musique de Lulii), « Quelqu'un m'à dit un soir, rapportet-elle, qu'il aurait voulu s'en-foncer dans le mur quand je l'at apos-trophé, Sur le moment, cela surprenaît évidemment les gens, mais après coup ils se disalent ravis d'avolr été

impliques dans l'histoire.» Ainsi, elle sollicitait, pour camper le personnage (muet) de Louis XIV, le maître de maison qui, en général, se prétait de bonce grace au jeu. raconte Pierre Leenhardt, que celui qui s'est eodormi - anecdote déjà ancienne - en rooflant au premier tang de l'auditoire, « Je lul ai donné un lèger coup de pied, se souvient le comédien, et tout le monde a pris le porti d'en n're.»

Comme les comédiens des autres speciacles, Myriam Allel arrivait chez l'habitant une heure et demie à deux heures avant la représentation. sans se renseigner préalablement sur ses hôtes. « Je ne voulais pas, précise-t-elle, avoir la tentation de modifier ce que je faisais en fonction d'une profession ou d'un cadre de vie. J'entrais, je prenais complètement posses-sion des lieux, et ce n'était plus moi l'invitée, mais les spectateurs qu'i étaient chez la comédienne.»

Elle ajoute: «Le plus souvent; j'ai disposé le public à ma guise, en me ménageant toujours une petite allée centrale. Et je me suis servie des éléments qui se trouvaient là : un piano, une cheminée, un billard, etc. Ou au contraire j'ai déplacé ou recouvert du mobilier qui ne convenait pas à mon interprétation. On m'a toujours laissé faire avec beaucoup de gentillesse, même si je dérangeais des habi-

1

C'était la première fois que la jeune comédienne s'ettaquait au théâtre d'appartement et qu'elle jouait seule. « Cela n été une expé-rience formidable, affirme-t-elle avec fougue, et quand cela n'ira pas bien. je repenserai à Nantes. J'ai appris à mieux me connaître, à mieux saoir ce que je vaux, et le falt d'avoir pu plaire à un échantillon de personnes très diverses m'encourage terriblement. Je me suis défoncée autant que sur une scène et j'ai donné l'envie à des gens de réécouter Lulli ou de s'in-téresser de nouveau à l'œuvre de Molière, n

Le théâtre à domicile n'a pas été eulement, dans la capitale des Pays de la Loire, une découverte enchan-teresse pour la plupart des specta-teurs « ordinaires ». Il a aussi séduit... une comédienne nantaise, Martine Joubert, venue assister au spectacle de France Girard. « Je fais surrout du théâtre d'improvisation, souligne-t-elle, et je ne connaissais pas le théâtre d'appartement. Ce genre me tende è apparation de la constitut de travail, tout le métier du comédien consiste à relever le défi qui est de dépasser ce danger. » Sant pour les « cultureux », comme dirait Pierre Leenhardt, vela s'appelle aussi de la « recherche théátrale »

MICHEL CASTAING

[2] Dans l'ordre chronologique: Morales relatives, d'après Alphonse Allais: Appartement-lieure à vendre, pièce écrite et jouée par Françoise Pillet; Entretien d'un philosophe avec la Maréchale de.,, d'après Diderot, adaptation de Françoise Thyrion, interprétée per elle-même et le comédien nanmis Mubbel Valmer.

[3] Madame Marguerite, de Roberto Athayde, avec Christine Peyssens; La Portebrisee, d'Astrid Florian, avec Françe Girard: Mollère par elle-même, de Françoise Thyrion, avec Myriam Allel; Transur d'acteurs, textes d'auteurs contemporains, dits par la compagnie nantaise Michel de l'écrivain microprétés par Florant, comédien maneix (4) La Coafédération monte de la Coafédération monte de la Coafédération monte de la Coafédération monte de la Coafédération monte.

dien nantais.

(4) La Confédération syndicale des familles, l'ACENER (Association des consisés d'entreprise de Nantes et région) et la Fédération des amicales kilques.

L'INDICATEUR DE LA SEMAINE « LE MONDE »/POLITIQUE/OIP L'OIP offre à see régione parteneires un tableau de bord annuel de le politique eociale et économique dans chaque région ; un baromètre de l'imaga de la région et des ettentes de l'opinion à son égerd ; des anelyses sur des problèmes spécifiques. Toutes les quatre semaines, nous publicies ici un indicateur politique fruit des L'Observatoire interrégional du politique (OIP) e été créé en 1985 par le Centre national de la

recherche scientifique (CNRS) et la Fondetion nationale des sciences politiques (FNSP), en parteneriet evec les consells régioneux, pour recueillir et diffuser les données nécessaires à l'enalyse des phénomènes politiques à l'échelon

Les agriculteurs ont peur de l'Europe

Les Français sont favorables à la régionalisation. Ils sont 77 % à partagar cette opinion, dont 25 % se déclarent tout à fait favorables et 53 % plutôt favorables. 79 % des Français sont favorables à la construction européenne, dont 30 % tout à feit favorables et 49 % plutôt favorables. Partisans de l'une et de l'autre se recrutent dans les mêmes milieux, comme le montre la distribution des opiinions tout à fait favorables selon la profession du chaf de famille (graphique 1).

Sources = Enquirtes CUP 1985

Étes-vous e tout à fait favorable » • à la construction européanne ? • à la régionalisation ?

économiques de votre région ? Les agricultates sont moias de 8 % de la pagnisition

2 Le marché unique diminuera t il les difficultés

Les régionaux ne sont pourtant pas très optimistes sur les effets du marché unique sur les activités économiques de leur région. La situation économique des régions joue clairement sur les attentes à l'égard du grand marché : les régions avec le PIB le plus important sont les plus optimistes. Mais la situation économique influence sussi la structure des activités l'image de la politique agricole commune se répercute sur celle du marché unique. Plus la part des agriculteurs est importante dans la population active, plus l'optimisme à l'égard du marché unique diminue (graphique 2).

HEURES LOCALES

Le projet de loi sur l'administration territoriale

« Il est faux de dire que les regroupements de communes se feront en toute liberté »

nous déclare M. Raymond Marcellin

Ministre de l'intérieur sous la présidence de M. Georges Pompidou, M. Raymond Marcellin est l'auteur de l'une des premières lois sur les regroupements de communes, celle du 16 juillet 1971. Pourtant, à l'Assemblée nationale, où il siège dens lee rengs de l'UDF, il a voté contre le projet de loi sur l'administration territoriale. Il nous explique pourquoi.

« Le rapporteur du projet de la loi Joxe s'est évertué à convaincre les députés que les regroupements intercommuneux se aient sur la base du volontariat. Qu'en pensez-vous?

- Il ne fant pas dire qu'il n'y a pas de contrainte dans cette loi, puisqu'elle adopte le principe de la majorité qualifiée l'Les deux tiers des conscillers municipaux représentant la moitié de la population ou la moitié des conscillers municipaux. représentant les deux tiers de la population, imposent leur voionté au tiers ou à la moitié restants. On abandonne la règle de l'unanimité, selon laquelle un regroupement de communes, ne se décide que si tout le monde est d'accord.

- Qu'en pensez-vous?

- C'est la seule avancée du débat qui vient d'avoir lieu. Après s'y être opposés pendant trente-deux ans, les socialistes viennent d'adopter ce priocipe que le géoéral de Gaulle avait institué, en 1959, pour la création des syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU). l'avais, en 1971, étendu cette règle à la création des syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM) et des districts. Cette disposition est reprise pour les communaotés de communes et les communantés de villes. Maintenant, la droite revient dessus, ce qui est, à mon avis, une

-- Pourquoi, dans ce cas, ave vous voté contre le projet de loi? - Pour prosieurs raisons. Le président de la commission départemeotale chargée d'établir la carte des coopérations ne devrait pas être le préfet, mais un élu désigné par elle. Dans la loi de 1971, c'était le président du conseil général qui la présidait. Le préfet se contentait de fixer la carte par un arrêté. C'est ce qui nous a vain l'absence totale de conflits dans la mise au point de quatre-vingt-onze schémas départe-

– Les socialistes n'ont-ils pas dit qu'il s'agirait d'un « préfetnotaire > ?

- Le préfet n'est pas uo notaire. e'est un représentant du gouvernement! En Ini demandant d'arbitrer les découpages, on le met dans une situation épouvantable. Les élus vont voter en sens contraire de ce qu'il aura sonhaité l De plus, ce serait extrêmement préjudiciable pour soo antorité qu'il soit mêlé à des cooflits politiques, ce qui oe manquera pourtant pas d'arriver, puisque la loi entrera en application peodant les élections cantonales, régionales et sénatoriales.

ou regroupement

- Quelles sont les autres raisons de votre opposition? - Le sort des personnels qui travailleront daos les communes o'a pas été envisagé. Les modes de cooperation sont trop nombreux. Enfin et surtout, aucun crédit supplémentaire n'a été prévu pour ficancer les regroupements. Les municipalités qui s'associeront pour constroire des équipements communs seront donc obligées d'aug-menter leurs impôts locaux.

- Fallait-il prévoir des incita-

- Absolument. Toute réforme coûte, à son début. Dans la loi de 1971, les subventions d'équipement des communes qui fusioonaient étaient majorées de 50 % pendant cinq ans. Si la loi est tombée en désuétude, e'est que, après la mori de Georges Pompidou, on a accordé ces locitations financières du bout des lèvres. Il n'y a pas eu, hélas I de continuité dans l'action gouverne-

Dans le projet de loi actuel les communes transfèrent cer-taines de leurs compétences (urbanisme, anvironnement, habitat), mais elles gardent leur identité, alors qu'elles la per-daient dans las fusions de

- Inexact. Les communes associées avaient un maire délégué qui était à la fois officier d'état civil et officier de police jodiciaire.

- Des fonctions symboliques l L'essentiel o'est pas là. Le vrai problème, c'est celui du suffrage universel. Daos les fusions, le conseil municipal était élu par l'en-semble des citoyens. Alors que dans les regroupements, c'est une admi-nistration désignée au second degré il o'est pas bon que les responsables soient éloignés du public. Le projet de loi devra prévoir l'élection au suffrage universel du président de la

- Les regroupements renforceront les communes, tandis que les fusions en ont fait disparaître

Contrairement à ce que l'oo croit, la loi de 1971 ce prévoyait que 6 261 disparitions de communes, sur 37 708. C'est peu, si l'on songe que plus de 11 000 d'entre elles avaient moins de deux cents habitants l Cela dit, il est vrai qu'il était important d'éviter un trop grand morcellement.

~ Pourauoi?

- La présence d'unités trop petites freioe la décentralisation des communes. On ne donne pas aux villes importantes toutes les compétences qu'elles pourraient recevoir parce que d'autres, sans ressources et sans autonomie, ne pourront pas les exercer. Cet émiettement empêche aussi que l'on réforme les finances locales et le système fiscal.»

Le triangle des Pyrénées

Pau, Tarbes et Lourdes font tomber les barrières géographiques et misent sur l'intercommunalité pour mieux s'ouvrir à l'Éurope

de notre correspondant

UARANTE petits kilomètres, deux départements et deux régions séparent Pau de Tarbes et Lourdes. Tout un mondel Depuis des lustres, une rivalité s'est instaurée entre les trois villes pyrénéennes. Pour corriger son image de marque, Pau est devenue, il y a deux décennies, le chef-lien des Pyrénées-Atlantiques, suggéré par son identité montagnarde afio de oe pas avoir de complexes face à ses deux rivales de toujours, vivant au pied des plus grands som-mets des Hautes-Pyrénées. La première se trouve en Aquitaige et les secondes en Midi-Pyrénées. L'une est l'épicentre du Béam et les deux autres Bigorre, Au-delà des paradoxes, ces trois villes sont appelées à avmir un destin européen commun. Elles souffrent, toutes trois, de l'éloignement

E conseil régional d'Ile-de-

France signera en juin pro-ehain avec le département

de Scine-et-Marne le pre-

mier a contrat patrimoine a de son

histoire. Plus de 10 millions de

francs seront mis à la disposition

d'une douzzine de communes

situées autour de Melun pour res-

taurer et mettre en valeur leur patrimoine dégradé. « Cette initia-

tive marque la volonté de la région de s'engager clairement en faveur de ce qu'il est convenu d'appeler le

« petit patrimoine », déclare M. Pierre-Charles Krieg (RPR).

président du conseil régional, qui précise : « C'est un moyen de

conserver l'âme de nos villages

franciliens dont certains ont vu, ces

dernières années, leur population considérablement évoluer et se

Brocardés par les urbanistes,

bousculés par la construction de zones pavillonnaires, ignorés par

les tracés d'autoroutes, abandonnés

par les schémas d'aménagement, ils oot été un peu oubliés ces

pigconniers, vieux marchés, églises

rurales, lavoirs, fermes ancienoes

et granges, confidences d'autrefois,

qui oot tous une histoire à racon-

ter. Ces témoins des jours et

des heures de jadis, dont on redé-

couvre aujourd'hui le charme, ont

trop longiemps été étouffés par les monuments prestigieux édifiés aux

portes de la capitale et dévoreurs

louse, et sont condamnées à s'enten-dre si elles ne veulent pas être englouties par les stratégies de développement des deux capitales régionales du Grand Sud. Ces trois villes ont davantage coregistré et accumulé les divisions et les écartèlements que les raisons d'un partenariat économique dicté pourtant par la règle évidente du triangle géographi-

Complémentarité et specificité

Le consensus politique n'était pas viable entre la cité de Henri IV, la ville natale du maréchal Foch et la commune mariale de Bernadette Soubirous, qui avait même oublié de faire un miracle dans le domaine de l'entente! Chacune des trois villes vivait de son côté et tirait son épingle du jeu de la concurrence touristique.

L'Ile-de-France sur les traces de son passé

Le conseil régional subventionne une dizaine de communes

pour sauver le « petit patrimoine »

de gros budgets pour assurer leur entretien et lutter contre les

Ainsi la régioo participe-t-elle

activement non seulement à la res-tauuration des châteaux de Ver-sailles, de Fontainebleau et de ln

basilique de Saint-Denis, mais

aussi à la sauvegarde du château de Berc à Sncy-en-Brie (Val-de-Marne) et de celui de La Roche-

Guyoo (Val-d'Oise), ainsi que de l'abbaye de Royaumont. Elle s'est

investie, au cours de ces dernières

années, dans la mise en valeur des

maisons de Jean-Jacques Rousseau à Montmoreney (Val-d'Oise), de

Stephane Mallarme à Valvins

(Seine-et-Maroe), de Léon Blum à Rosny-sur-Seine (Yvelioes), de Chateaubrisnd à la Vallée aux

Loups, de Claude Debussy à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines) ou encore dn château de Monte-Cristo

Trois milie

édifices

Toujours en faveur du patrimoine, 3 millions de francs ont été réservés, cotre 1983 et 1989, à la

restauration des orgues de l'Ile-de-

France, qui en possède plns de six cents. La rénovation du domaine de Villarceaux (Val-d'Oise) per-

mettra d'accueillir « le centre inter-national de l'art des jardins

Adolphe-Charvin a qui ouvrira ses portes eo 1994. Coût: 92 millions

à Port-Marly (Yvelines).

méfaits des ans.

Les maires des trois villes pyré-

deroiers obstacles en associant leur destioée dans une charte de réseau des villes, sous le convert de la direction de l'aménagement du territoire (DATAR).

Au-delà de leurs qualités sociales de «villes à taille humaine où il fait bon vivre», Pau, Tarbes et Lourdes bénéficient, aujourd'hui, du qualificatif de avilles intermédiaires», moins passéiste et plus dynamique, afin de jouer un rôle spécifique dans une Europe ouverte. Leur complémentarité sert de pôle attractif pour une population de 200 000 habitants. Pour faire bloc contre les dangers de la technopolisation, les trois villes des Pyrénées ont décidé de prendre conscience de leurs potentialités réelles et de ce laisser à personne le non négligeables.

Leur rapprochement doit faciliter l'intercommunalité d'agglomération,

de francs. Enfin, l'Ile-de-France est

la seule région de l'Hexagone à

faire appel aux services d'un

archéologue. Ses conseils sont

utiles et précieux quand une

importante opération d'urbanisme

est décidée. Ainsi les premiers tra-vaux lancés pour la construction

d'Euro Disneyland ont-ils permis

de mettre au jour un des plus

grands aleliers d'Europe de fabri-

que de bacbes en pierre polie

datant du néolithique. On travaille

également à la restauration des sites archéologiques de Pincevent

(Seine-et-Maroe), réserve de silex

taillé, et de Génainville (Val-

Près de trois mille édifices,

demeures royales, folies princières,

maisons bourgeoises ou petits

bâtiments, qui escortaient la vie quotidienne des manants, illustrent l'Île-de-France. Le conseil régional

débourse, chaque année, environ

70 millions de francs pour la sau-

des ors, des eimaises et du fer forgé, oo remarque, enfin, qu'il

existe eotre Brie et Orge, Beauce et

Yvette, de simples charpentes, de

discrets clochers ou de solides

lavoirs. Et les fermes fortifiées de

Sejoe-et-Marne ou les tranquilles

églises romanes du Val-d'Oise sont

vegarde de ce patrimoine. A côté

d'Oise), village gallo-romain.

des cités que soot Bordeaux et Tou- néennes viennent de faire tomber les et peut activer une meilleure visualisation sur la carte européenne. Ce réseau de villes doit permettre, à partir d'expériences en cours ailleurs, d'amener les acteurs publics et privés de l'aménagement et du développemeot à voir commeot les relations contractuelles entre villes en situation de concurrence peuvent modifier les conditions qui président à leur dyna-

Dépasser les antagonismes

La première phase de cette démarche vise à améliorer les axes routiers frontaliers dans une zone qui s'étire d'Orthez à Bagnéres-de-Bigorre. Le projet de tunnel du Somport bénéfique par les trois artisans de doit réveiller le Béarn et la Bigorre de cette intercommunalité, qui dépassent leur situation endémique de «bout du enfin les antagooismes politiques et unonde» adossé à la barrière des Pyré-

La perspective d'une voie internationale active reliant Bordeaux et Toulouse à Saragosse et Valence ainsi qu'un axe autoroutier longitudinal en construction entre la côte basque et le rivage méditerranéen doivent servir d'épines dorsales à cette conurbation

Uo souhait exprimé par le socialiste André Labarrère, maire de Pau, le communiste Raymond Erraçarret, maire de Tarbes, et le centriste Phi-lippe Douste-Blazy, maire de

Dans un second temps, cette charte doit étudier les possibilités de connecdoit étudier les possibilités de connec-tions aériennes entre les deux aéro-ports de Pau-Uzein et de Tarbes-Os-sun-Lourdes, via les chambres de commerce et d'industrie iotéressées. Ce compagnonnage novateur est jugérère, elle doit succéder à la mythologie des fameux pays d'Adour.

JEAN-JACQUES ROLLAT

COURRIER

Mais où sont les gares du pays da Bray?

Uo article paru dans le Monde daté 7-8 avril a fort bien mootré la « reconversion du pays de Bray, dernier sillon agricole normand avant la Picardie ». Le journaliste a rencontré un jeune agriculteur qui ne baisse pas les bras, et qui est passé de l'élevage paternel à la culture moderne en asséchant ses marécages... Mais l'envoyé spécial du Monde a oublié d'expliquer une chose : commeot aller chez les Brayons? Il aurait donc dû interviewer les responsables de la SNCF. Il aurait ainsi appris qu'il y a deux ans environ la SNCF malgré de vives protestations locales, a fermé la grande ligne locale: Dieppe-Forges-les-Eaux-Gournay-en-Bray-Gisors-Paris, juste à mi-chemin entre Dieppe et Gisors. Entre ces deux villes, la compagnie nationale des chemins de fer a mis en place des autocars. Lesquels cireulent sur uoe route bravonne à deux voies, où l'on ne double pas dans toutes les lignes droites. Cela permet aox nouveaux autocars SNCF de ne pas faire la course avec des trains qui, d'ailleurs, n'existeot

D'autres lignes ou gares du pays de Bray vont être fermées le dimanche, ou définitivement, ou à certaines heures. Les babitants du Tréport et de quelques autres bourgs et villages s'interrogent. Certains envisagent même de « quémander », comme le dit M. Le Vern, qui, à Saint-Saens, ne connaît que le Club

Méditerranée, mais pas les gares ni

le vulgaire chemin de fer. Du Tréport à Envermeu, de Dieppe à Gournay, en passant par Saint-Saens, les « péqueoots brayous » se consoleront aisément de ne plus avoir de chemin de fer.

lls oot, eo effet, la joie de pouvoir descendre à Rouen, comme M™ Bovary, pour contempler la merveille des merveilles : un TGV qui va tout droit de Rouen à Lyon. LOUIS LANOIX Dieppe

L'inauguration de la ligne Paris-Granville

J'ai été choqué par une informatioo parue dans le Monde daté 31 mars, 1= avril à propos de la ville de Camembert dans l'Orne. Michel Loret écrit que le gendre de Marie Harel, Thomas Paynel, offrit le fro-mage, qui porte le nom de la cité, en 1813, à Napoléon III, lors de l'inauguratioo de la ligne de chemin de fer Paris-Granville.

J'ignore à quelle date a été inau-gurée cette liaison ferroviaire, mais ce ne fut certainement pas en 1813, puisqu'à cette date il n'y avait encore aucune ligne de ebemio de fer en France. Sans donte cette ligne a-t-elle été inaugurée sous le second Empire, sous le règne de Napoléon III, mais pas en 1813, époque ou régnait Napoléon le. ÉTIENNE KLING

C'est une erreur de transmission qui nous a fait écrire l'année 1813 an lieu de l'année

REPÈRES

AUVERGNE

Une ficelle sauve le saint-pourçain

C'EST une banale ficelle qui a contribué à inverser l'image de marque du vignoble de Saiot-Pourçain (Allier), longtemps méprisé. Sortie en décembre 1987, la première bouteille sérigraphiée de la nouvelle ver-sion primeur créait l'évéoement, mais marquait surrout l'affirmation du concept de vin de convivialité de l'Union des vignerons. La structure coopérative qui assure les deux tiers de la production (17 000 hectolitres) de ce vignoble VDQS de 500 bec tares étalé sur une étroite hande entre Chaotelle au sud et Chemilly au oord, à quelques kilomètres de Moulins, positionnait commerciale-ment le saiot-pourçain vin de traditioo simple. Mal remis du phyl-loxera, en quête d'idenoté entre ses cousins du Val de Loire ou les beaujolais, pas si lointaios, plus connu pour ses blancs, le vignoble a trouvé là l'ouverture pour ses rouges

A la reconnaissance du vignoble et à la réorganisation de la produc-tion des années 70 succédèrent, pour la coopérative, de lourds inves tissements en matériels de vinification, avec un but : « Produire des vins plus fruitės, plus souples, correspondont à l'ottente des consomma teurs. " Michel Proton, le directem de l'Union des vignerons, a décelé le créneau : « Nous produisions des vins primeurs qui plaisaient. Maleré cela le marché ne s'ouvrait pas. N'est pas beaujolais qui veut. » Le vignoble puisé dans ses racines et retrouvé une légende : celle de la ficelle qu'un douanier trempait dans un pichet pour mesurer la consommation. Appuyée par un dessin bumoristi-que, l'histoire de la ficelle affirme un peu plus la notion de convivialité et l'image de vin de bistrot et du goût de l'amitié.

En 1990, deux millions de bou-teilles ont été vendues, dont une bonne partie à Paris, et les investissements de l'Union des vignerons oot des retombées également pour les vingt producteurs iodépendants. Quant au prix moyen payé aux vignerons coopérateurs, il est passé de 3 francs le litre en 1980 à 6 francs en 1990.

BOURGOGNE

Un second pont à Mâcon

LE pont Saint-Laurent, seul pont urbain de Mâcon, doot certaines arches datent du onzième siècle, ne se contecte pas d'enjamber la Sadoe. Il réunit aussi deux départements, la Saône-et-Loire et l'Ain, et ce faisant deux régions, la Bourgogne et Rhôoe-Alpes. Cet édifice, par ailleurs classé monument historique, voit passer dix-sept mille vébicules par jour. Il cristallisc depuis loogtemps toutes les difficultés liées aux décisions admloistratives lorsque celles-ci se beurtent ainsi à des zones frontlères. difficultés que les divergences politiques entre élus des deux rives oe contribuent pas à aplanir.

Un pas important vers la construction d'un second pont urbaio vient cependant d'être franchi depuis la rencontre réceote d'élus des deux bords à Mâcon. Les maires des deux communes riversines (Saint-Laurent-sur-Saone et Macon), les représentants des deux conseils généraux concernés, les directeurs des services départementaux, des chambres de commerce de Mâcon et de Bourgen-Bresse, ont pour la première fois consenti à se réunir pour évoquer cet objectif. Ils ont émis le vœu de voir créer un syndieat

L'édification d'un deuxième poot urbain à Mâcon concerne une agglomération de quatre-vinet mille habitants victime des ouisances occasionnées par ce goulet au cœur de la ville. Le financement de ce nouvel ouvrage nécessito quelque 50 millions de francs pour lesquels un montage fioaneier est nécessaire. L'Etat se déclarant con conceroé, les régions et les départements vont être consultés

Ce aopplément a été réalisé avec la collaboration de Thierry Brébier, Michel Delberghe et de nos correspondants Georges Chatalo (Limoges), Jaan Contrucci (Marseille), Claudine Mettetal (Macon) et Jean-Yves Vif (Moniins).

REPÈRES

LIMOUSIN

Union sacrée pour l'autoroute Paris-Toulouse

L'AUTOROUTE A 20 est un tronçon essentiel de la future liaison Paris-Limoges-Toulouse-Barce lone (le Monde date 14-15 avril) dont le promesse de réalisation a été arrachée de haute lutte par les collectivités concernées. Promesse remise en cause depuis le début du mois d'avril par l'annonce gouver-nementale de réduire de 102,9 millions de francs (sur un lotal de 400 millions de francs, soit un peu plus de 25 %) les iovestissements autoroutiers dans la traversée du Limousin, puis de 135 millions de francs Isur 175 millions, soit une réduction de 75 %) dans la région

La réduction budgétaire sur l'ensemble de l'itinéraire programme est au total de 40 %. L'échéance de 1996, pour la réalisation de cet axe autoroutier, est donc, selon les diverses instances intéressées, « à renvoyer aux calendes grecques ».

L'association Euro 20, émanation des chambres consulaires limousines, a organisé une opéra-tion ville morte assortie d'une manifestation de rue dans le centre de Limoges, vendredi 19 avril. L'argument de la guerre du Golfe, estime M. Jean-Marie Brachet, président de la chambre de commerce et d'industrie de la Haute-Vienne, « a bon dos. mais ne sauran excuser le nou-respect des engagements successifs pris par les différents gen-

Le groupe RPR-UDF du conseil régional Limousin souligne que ces restrictions budgétaires sont « en totale contradiction arec une politique d'aménagement du territoire. pourtant réalisée périodiquement ». Les elus socialistes, majoritaires en Limousin, affirment leur volonte d'agir pour que leur tégion « ne soit pas une jois de plus la victime automatique des difficultés du

PROVENCE-ALPES -COTE D'AZUR

Le conseil général des Bouches-du-Rhöne tient boutique

DEPUIS deux ans, le conseil général des Bouches-du-Rhône fait un effort important en direction de la communication. Dans ce but, plusieurs « outils » unt eté crées afin d'apporter à l'opinion une

tès de l'assemblée départementale. Ainsi a été mis en place la Lettre du conscil générel, un mensuel grand public, qui benéficie de la quadrichromie et offre des articles magazines sur différents sujets ou actions dans lesquels le conseil general est implique ou maître d'œuvre. Les journalistes ont droit hebdomadairement à Presse Hebdo, dans le même but. Tout dernièrement, Espace public a été créé à l'intention des élus locaux.

Il ne manquait plus qu'un lieu de rencontre avec le public. C'est chose faite avec l'inauguration, le vendredi 20 avril, de ce que M. Lucien Weygand, président du conseil général, a baptisé La Bouti-que. C'est un local qui se veut espace de communication permanent et qui accueille désormais des expositions, des rencontres-débats et des petits déjeuners de presse.

RHONE-ALPES

Chambery rachete un centre aquatique privė

AUCUN repreneur ne s'étaot menifeste, la ville de Chambery a décidé de racheler le centre aquati-que Nautipare, ouvert en 1988 par une société privée locale, à proximite d'un centre commercial. Conçu avec piscine à vagues, bains bouillonnants, centre de remise en forme et restaurant, cet équipe-ment aura coûté 27 millions de francs à son promoteur qui souhaitait l'utiliser comme prototype d'une nouvelle chaine. Une fréquentation insuffisante, de l'ordre de 150 000 entrées alors que le scuil de rentabilité était fixe à 200 000, a conduit l'entreprise au

dépôt de bilan.) Pour éviter la liquidation, la municipalité dirigée par Louis Besson, ministre socialiste de l'équipement, s'est portée candidate auprès du tribunal de commerce qui e fixé le montant de la reprise à 2,3 milpale ctant surchargee, le centre devrait être utilisé par les écoles CI les associations locales.

La grande misère des commissaires-enquêteurs

Chargés de consulter le public sur les projets de l'administration ou des élus locaux, ces « honnêtes hommes » ont des rémunérations indécentes

Des milliers d'enquêtes publiques, destinées à recueillir les observations des populetions concernées sur des projets d'aménagements, ont lieu chaque ennée en Frence. L'homme-orchestre de ces missions délicates est le commissaire-enquêteur. A lui d'examiner les documents du dossier, d'interroger l'edministration, de visiter les lieux, d'organiser des réunions publiques, de faire parler les riverains, bref de se trensformer en expert ou en megistrat avant d'émettre un avis. Une tâche pour laquelle les bénévoles qui occupent temporairement cette fonction n'ont pas forcément été préparés.

A future liaison Eole, cette nouvelle ligne qui reliera l'Ouest parisien evec les gares du Nord et de l'Est, est une affaire importante? L'homme chargé de piloter l'enquête publique n'e pourtant eucune expérience eo la metière. Quelles que soient les qualités personoelles ou professionnelles de cet ancien magistrat, c'est un novice...

L'annulation de la grosse ZAC de Rueil 2000 (Heuts-de-Seine), l'an passé? On la doit à une erreur de procédure du commissaire-enquêteur, commise lors d'une réunion publique bouleuse.

Ces exemples ne sont pas les seuls. Chaque année ont lieu des milliers d'enquêtes publiques, destinées à recueillir les observations, voire les contre-propositions du public sur des projets importants ou comportant des risques pour l'envi-ronnement : autoroutes, TGV, ins-tallations classées, modifications de documents d'urbanisme, deboisements, etc. Or, dans de combreux cas, le commissaire-enquêteur oe fait pas vraiment le poids.

Drôle d'activité que celle de com-missaire-enquêteur. Elle oécessite d'avoir de bonnes coonaissances en droit, et aussi des talents pour suscitant, aucune compétence n'est exi-gée Il suffit de s'inscrire sur les listes tenues par les préfectures et triounaux administratifs. Si les enjeux sont importants, les rémané-rations apparaissent bien maigres. Unc vacation (cae demi-journée) égale 148 francs imposables, sachant

partisan de l'intervention des

partisar de l'intervention des associations. » Quelquee eou-venire aussi de l'époque de Michel d'Ornano, minietre de

l'environnement et du cadre de

vie de Valéry Giscard d'Estaing.

connu ces années là veulent un grand ministère. Elle savent que c'est efficacs.»

En 1977, René Bourry quitte prémeturément l'administre-

Désireux de trensformer una

rue perisienne en espace pié-tonnier, il intègre le monde associetif (Aseocietion des

droits du piéton, puis Bureau de liaison des essociations de le

région parielenne), ce qui l'amène à siéger au Conseil économique et social (CES). Il s'inscrit parallèlement sur les

listes des commissaires-enquêteurs et se fait connaître

Aujourd'hui, après avoir

ebandonné tout engagement

associatif, il partage son temps

entre des enquêtes et le com-pagnie qu'il e fondée. Elle compte désormais neuf cents

adhérente meis n'a toujours ni secrétaire ni local...

pas de ceux qui eiment les éclats. Même lorsqu'il martèle

que « l'administration et les élus ne sont pas forcément déten-

teurs de l'intérêt général», son

ton demeure respectueux. Les

critiques contre le poids des

enciene fonctionnaires eu sein

dee commissaires-enquêteurs?

«La France est un pays de droit administratif, explique t-il. L'ex-

périence prouve que ces der-

niers ont une connaissance des

textes et de leur application

que le profane n'a pas. Leur tendence, c'est vrai, eerait de

défendre les projets des pou-

voirs publics. A nous de les

sensibiliser sur le nouvelle

Il n'élude pas deventage le problème de l'âge. « C'est avant tout une question de

capacité physique et intellec-

tuelle que chacun devrait être capable d'apprécier... Cela

étant, noue sommes favorables

à un système vérifiant les apti-

tudes des candidats.»

Le président de le CNCE n'est

René Bourny

un homme d'expérience

L'itinéraire du président-fondateur

de la Compagnie nationale

des commissaires-enquêteurs

Le imposé è le RATP de dis-tribuer des milliers de tracts en Seine-Seint-Denis lors de

l'enquête sur le tremway da

Bobigny et conveincu le Ville de Paris d'orgeniser une réunion publique pour le stade Charléty.

il lui est eussi errivé de contrer

l'edministration de l'équipa-ment à propos d'infrastructures

lourdes ou d'amener la SNCF è modifier légèrement des tracés de TGV. Bref, René Bourny est un commissaire-enquêteur qui

sait feire jouer ses pouvoirs à plein. Un vrai « pro ».

Cet homme sobre et discret

de soixente-quinze ene est

ausei l'euteur d'un rapport de 1981 eur le rôle des commis-

seires-enquêteurs, dont on retrouve nombre da conclu-

sions dans le loi Bourchardeau. En 1987, c'est encore lui qui

crée la Compagnie nationale des commiseaires-enquêteurs

(CNCE). Bien conscient que ces demiers ont besoin d'être for-

més, il comble einsi le vide

leissé per les pouvoirs publics.

Défendre

l'intérêt général

Long itinéreire que celui de René Boumy i Ingénieur en chef

des ponts et cheuseées, ce

demier a passé trente ans dans l'edministretion de l'équipe-ment. A partir de 1943, il tra-

vaille successivement eu com-

missariat puis eu ministère de

la reconstruction, au district de

le Val-d'Oise, comme directeur

de le construction. Lors de la

fusion des ministères des tra-

veux publics et de la construc-

tion, il devient enfin directeur

edioint de l'équipement, chargé

Changement de cap en 1972.

Le premier ministère de l'envi-

ronnement vient d'être confié à

Robert Poujade, qui recrute vite

des délégués régioneux (DRE) chargés de prêcher la bonne parole en province. René Boumy Ira à Amiens, où il met

eur pied un catelier régionel

dea sites et paysages . . . A

l'époque, nous relevions direc-

tement du ministre», se rap-pelle-t-il. Et d'ejouter : «Robert

Powade était un précurseur.

de la construction.

qu'une coquête représente en ovenne une dizaine de vacations. A titre d'exemple, la commission d'enquête (neuf personnes) chargée de l'interconnexion des TGV coûté enviroo 60 000 francs à l'Etat... à comparer aux six milliards de francs de travaux concernés.

Ni experts, ni magistrats, les com-missaires-enquêteurs sont des collamissaires-enquêteurs sont des coun-borateurs du service public d'un genre ioédit. Pour décrire leur pro-fil, on n'e pas trouvé mieux que la formule un peu désuète d'«honnête homme». La loi Bouchardean de 1983 en e fait des personnages importants, information du public, accès à tous documents utiles, visité accès à tous documents utiles, visite des lieux, prolongation de l'enquête ou organisation de réunions publi-ques... Le commissaire-enquêteur «nouvelle formule» dispose d'une réelle marge de manœuvre. Outre les observations, voire les contre-propo-sitions du public, son rapport donne une opinion personnelle. Certes, le maître d'ouvrage o'est pas lié par ses conclusions. Mais ces dernières seront importantes si le projet est attaqué en justice, l'avis défavorable permettant l'arrêt immédiat des tra-vaux (sursis à exécution) (!).

contradictoires

Et dans la pratique? Les espoirs qu'a fait naître la loi ont été déçus, foules : le oucléaire, l'installation de décharges et de porcheries, ou récemment le TGV-Méditerranée. Mais dans l'ensemble, les enquêtes publiques u'oot guère suscité le débat cootradictoire et constructif que l'on etiendait. Surtout lors-qu'aucune a sociation de défense n'est là pour mobiliser. Sur les 10 000 caquetes Bouchardeau annuelles, une petite minorité sculement eboutit à un avis défavorable. A croire que la copie des élus et de l'edministration est toujours par-

Les Français ont sans doute du mal à se sentir concernés par une procedure que bien souvent ils jugent biaisée. Mais les commissaires-enquêteurs out aussi leur part de responsabilité: ont-ils ntilisé ment leurs nouveaux pouvoirs? L'edministration ac leur e guère fecilité la tâche, puisqu'aucun système de formation ou de contrôle des compétences n'a été mis en œuvre. No serait-ce l'initiative heu-reuse de René Bourny, qui e fondé en 1987 la Compagnie nationale des commissaires-enquêteurs (CNCE) en vue de former (et de défendre) ces derniers, ou la bonne volonte d'une poignée de tribunaux edmi-nistratifs et directions régionales de l'architecture et de l'environnement

(DRAE), rien ne se ferait. Pas étonnant dans ces conditions si la compétence des commissaires-enquêteurs laisse parfois à désirer. « Il nous est arrivé de recevoir des rapports qui n'étaient même pas signés! Plus souvent, les documents sont mal dactylographiés ou franche-ment illisibles », racontait ainsi Jean-Pierre Blin, président du tribunal administratif d'Amiens, lors d'une session de formation organisée récemment par le CNCE en Picardie. «Il y a quelques niois, un com-missaire-enquêteur m'a appele pour me dire qu'on lui avait propose un poste... alors qu'on lui avait demande de faire une enquête sur un POS», ajoute René Bourny.

Un recrutement délicat

Certains font des erreurs de pro-cédure ou acceptent les conditions des maîtres d'ouvrages (délais serrés, manque d'information...), d'autres omettent purement et simplement leurs conclusions personnelles.

« Très souvent, les débutants écrivent : personne n'est venu me voir. Il n'y a eu aucune observation. Je donne donc un avis favorable. » Cela peut constituer une irrégularité. explique Jean-Pierre Blin. A l'inverse, René Bourny cite en modèle ce commissoire enquêteur normand qui donne un evis negatif sur une base de loisir que nul ne contestait estimant le projet disproportionné pour la commune. Car il est aussi de très bons professionnels.

En fait, tout repose sur le problème du recrutement. Certaines professions pourraient être intéressées, comme les architectes ou les géomètres-experts; les questions financières les en détournent vite. Les retraités, eux, font souvent des enquêtes pour « rester en contact ». Mais, faute de sélection, leur compéteoce n'est pas générale, et leur disponibilité limitée. « Pendant les



vacances scolaires, ils gardent leurs petits-enfants. Quand il neige, ils n'alment pas se déplacer. Parfois, nous avons du mal à trouver quelqu'un », témoigne ainsi Marie-Christine Ladent, du tribunal administratif d'Amicas. Certaines critiques visent l'omniprésence d'anciens fonctionnaires (magistrats, anciens de l'Équipement ou des Domaines...). ells ont tendance à ne voir que le côté administratif des choses », lance Jacques Latron, exdirecteur de filiale d'Ugine-Kuhl-

mana et commissaire-enquêteur spé-cialisé dans les installations classées. Mais peut-on demander à des quasi-bénévoles d'être parfaits? Leur imposer une sélection, voire des sanctions? « C'est la quadrature du cercle. L'administration ne le dit pas ouvertement, mais le système l'arrange», estime Jacques Latron. Et d'expliquer que des bénévoles ne sauraient avoir aucune prise sur

Convaincue qu'un système plus

enquêtes publiques, la CNCE se bat pour une revalorisation des indemnités qu'elle juge eujourd'hui a lamentables ». Selon René Bourny, il faudrait les tripler pour bien faire. Toutefois, ni les multiples questions écrites posées à l'Assemblée nationale, ni même les promesses du premier ministre pour le budget 1994 n'out abouti.

HÉLÈNE GIRAUD

 $\mathcal{F}_{\mathcal{F}^{\mathcal{A}}}$

(1) La loi Bouchardeau relative à «la protection de l'environnement et à la démo-cratisation des enquêtes publiques » a's pas modifié toutes les enquêtes publiques. Les enquêtes dites « de droit commun » (enquêtes parocilaires, classements de voi-ries...) sont inchangées, leur commissaire-enquêteur étant toujours nommé par le préfet. A noter enfin qu'une même opéra-tion peut donner lieu à plusieurs enquêtes, telle une ZAC (enquête sur le plan d'aménagement de zone, enquête d'utilité publi-que s'il y s expropriation, enquête parcel-laire...). Dans ce cas, la loi Bouchardeau permet de simplifier la procédure grâce à

sélectif améliorerait la pratique des Un citoyen

au-dessus de tout soupçon

de notre bureau régional

DEU de dossiers d'enquête publique ont été auesi e explosife », cee dernlers mois, à Lyon, que celui du projet de bouclage du boulavard périphérique dens sa partle nord. Cet ensemble d'ouvrages doit être concédé au secteur privé. Plueieurs des commissairee-enquêteurs chargés de se prononcer sur le cleesement de la future voirie et son utilité publique, comme sur son impact écologique eur les berges du Rhône, s'en tiennent encore aujourd'hui aux conclusions - publiques - de leurs rapports, peu désireux de reprendre le parole avant que les clameure ne scient retorn-

Conserver une activité intellectuelle

L'un d'entre eux, presque téméraire, effirme en tout cas evoir agi «en son áme et conscience », avant de se prononcer en faveur du projet, sous condition de quelques aiustements. Désireux de gerder l'anonymet, il e eu le senti-ment de « servir l'intérêt géné-

Ancien ingénieur des travaux publics de l'Etat, en retraite depuis quatre ens. M. P. L. e accepté de figurer sur les listes officiellee de commiesairesenquêteurs pour conserver une activité intellectuelle et. dit-il en rient, ene pas vieillir ». Les anquêtes occupent maintenant la moitié de son année et conservent un ceracière ∉occasionnel≥, sans quoi l'edministration des impôts commencerait à froncer le sourcil.

Confronté au soupçon de conserver tout de même une solidarité de corps avec ees anciens collègues, il avance les erguments définitifs de la compétence et du bon sens, celui qui ne saurait mentir. A propos des berges du Rhône, il a eu à cœur de rechercher dans son dictionnaire la définition exacte du mot «berge». Puie !! a plongé dans un savent ouvrage sur l'histoire du fleuve-roi, entre le Lémen et le mer, afin de mesurer comment l'écosystème e'est edepté au fil du

GÉRARO BUÉTAS

TVHD : une décision

bien pesée

Le D2 Mac Paquet, norma

européenna da télévisinn

destinée à faire la soudure entra

les standarda actuels (PAL allamand et SECAM français) et

la télévision à haute définition

(TVHD), dont l'avenament set

prévu pour 1995, na aara pas

L'accord intervenu à Bruxelles

intéressés (le Monde du 26 avril)

'international.

pour Victoire.

UAP.

AGF.

Dans une année 1990 perturbée,

les cinq principaux assureurs fran-

çais - les trois compagnies publi-

ques UAP (Union des assurances

de Paris), AGF (Assurances géné-

raies de France), GAN (Groupe

des assurances nationales) et les

deux groupes privés Victoire et

AXA - nnt connu une croissance

particulièrement élevée, dépassant

français du secteur. Celle-ci s'expli-

que en bonne partie par les nou-

velles acquisitions no prises de

participation telles que Victoire

pour l'UAP (qui en détient 34 %)

on Nieuw Rotterdam, La Lauren

tienne Générale et Prudential Italie

Plus mndeste à périmètre

constant pour l'UAP (+ 9,4 %),

pour Victoire (+7,8 %) ou pour

AXA (+8 %) qui n'n pas intégré de

nnavelles sociétés en 1990, la

croissance n'en demenre pas mnins

réelle et supérieure à celle du mar-

ché de l'assurance en France. En

même 50 % pour le numéro nn

antre tous les partenaires

- lea industriels fabricants

d'équipements (réceptinn,

émission), les opérateurs da

satellites, les diffuseurs par

cabla at les producteurs da

et de commercialiser de

An moment nù des voix

une TVHD antièrement

n'avait pas le choix. Les

essentiellement les groupes

Philips, étaient trop engagés

industriels européens,

pour faire demi-tour.

agrandi 16/9.

programmes - le met an aalle.

Cette décision va permettre de

nouveaux téléviseura au format

a'élèvent pour prêcher prudenca

at attentisma quand les progrès

technologiques eux Etats-Unis

numérique (la TVHD européenne

laissent espérer pour demain

reste fondée sur dea images

enalogiques), cette victoire du

D2 Mac Paquet peut apparaître

comme une victoire à la Pyrrhus.

Mais la Commission de Bruxelles

français Thomson et néerlandais

Renoncer eu D2 Mac, pour céder

encore en devenir, serait revenu

à signer leur errêt de mort quand les efforts fournis pour mettre eu point une télévision purement

européenne destinée à barrer la

route à l'hégémonie japonaise

Pourquoi avoir en effet accordé,

dans le cadre d'Eurêka, une

puissante elde financière aux

deux géanta pour ensuite les

laisser tomber? Mieux valait

privilégier une solution sans

doute bâtarde que de se lancer hativement dans un virage .

technologique dont nul n'est en

mesure de dire s'il débouchera

avant la vingt et unième siècle

La solution retenue a le double

l'enjeu industriel et de préserver

Commission se sont bien gerdés

d'imposer le D2 Mac comme

cohabitera evec ceux existants.

Même avec le soutien financier

da Bruxalles, toutes las parties

da Bruxelles laisse eussi una

maintenant investir. La décision

porte ouverte sur les techniques

du futur. Elle signe la victnire du

simulcast (émission simultanée

à l'usager le droit de dire a'il

accepte ou non da payer un

una télévision radicalement

transformée mais qui n'a pas

ancore terminé sa mutation.

ANDRÉ DESSOT

surcoût pour faire un pas vera

en plusieurs standards) et donne

norme unique. Ce atandard

des milliers d'emplois. Elle est beeucoup moins frileuse qu'il n'y

paraît. Les experts de la

impliquées vont devnir

sur des usages grand public.

les avaient délà terriblement

affaiblis. Personne n'aurait compris la raison de cet

eux sirènes d'une technologie

lancer la production d'émissions

deux chiffres que l'on connaissait les années précédentes. Cette légère résultats nets eux évolutions hausse masque en fait un fléchisse mitigées, l'ennée 1990 aura surment net de la capitalisation (vente tout été merquée, pour les cinq de produits d'assurance-vie distribnés par les réseaux bancaires), granda eagureurs français passée de 55 milliards en 1989 à 39 milliards en 1990. UAP, Victoire, AXA, AGF, GAN - par la montée en puissance de

Dégradation dans le secteur dommages

C'est done dans l'international qu'il fant chercher la principale cause de gonflement de l'netivité des assureurs français. Le détenteur du record est le groupe Vic-toire, dont le chiffre d'affaires à l'étranger, notamment avec sa filiale allemande Colonia acquise en 1989, atteint 66 % dn tntal, alors qu'il n'en représentait que 19,4 % en 1988. Moins spectaculaires, les performances internationales des autres assureurs sont sensibles: 47 % dn chiffre d'affaires à PUAP (contre 35 % en 1989), en grande partie grâce à sa participation dans Victnire, de l'ardre de 30 % chez AXA, aux AGF et an

Satisfaisant en volume, le métier d'assureur l'a beaucoup moins été en rentabilité. Outre la concurrence, les tempêtes du début 1990 sont les principales responsables de la dégradation des conditions d'expinitation dans le secteur dom-

mages, exploitatinn déficitaire en France comme à l'étranger. Elles coûtent ainsi quelque 700 millions de francs à l'UAP, dunt elles funt bondir le taux de sinistralité (montant des sinistres par rapport aux primea) de 80,8 % en 1989 à 89,5 % en 1990. Même évolution aux AGF et au GAN, dont les filiales anglaises ou irlandaises ont été particulièrement tunchées. Chez AXA, nn snuligne aussi le poids des risques industriels.

Les sources de bénéfices sont danc à chercher du côté de l'assu-rance-vie et des activités financières, avec le dégagement de plusvaines réalisées au conrs du premier semestre 1990, avant que la crise du Golfe perturbe les marchés bonrsiers. Dans l'ensemble, les plus-values réalisées ont représenté environ 15 % du stock de plus-valnes latentes, ce qui est considéré comme correct. Seul le groupe Victoire fait exception, avec une pro-portion de 28 %, déjà affichée en 1989, qui se justifie par la nécessité de financer ses nequisitions

L'augmentation des sinistres explique que les bénéfices n'aient pas connn, avec une hausse de 7 % pour les cinq compagnies, la même progressinn que le chiffre d'affaires, ni le rythme de l'année précédente (plus de 20 %). Mais les nctionnaires, publics nn privés, ne devraient pas patir de cette évolution puisqu'ils voient tous la distribution du dividende augmenter sensiblement. Pour sa part, l'Etat devrait toucher environ 1,4 milliard de francs en provenance de ses trois compagnies

CLAIRE BLANDIN et YVES MAMOU

Fonds propres consolid (part du groupe) Provisions technique Chiffre d'affaires 1990 90/89 1990 90/89 - 50 % 33.3 45,9 318 34,6 % 4,2 + 50,9 % - 19.2 % 15,3 9 + 5,2 % 171 1,83 + 15,1 % 58,37 Groupe Victoire + 25 % ND ND - 1,5 % 4,04 48,2 AXA (y compris les amtsell + 52 % 20,2 15,7 % 134 + 5 % + 20 % 46 17,4 + 29,9 % + 22 % 45 % + 23,1 %

En milliards de francs. ND : non disponible.

Avec une baisse de 2,8 % du PNB

La croissance américaine chute fortement au premier trimestre

Les Etats-Unis sont officiellement entrés en récession. Vendredi 26 avril, le département du commerce a annoncé qu'un premier trimestre le PNB américain avait chuté de 2,8 % en rythme annuel, un résultat qui fait suite à la baisse de 1,6 % enregistrée nu cours des trois deruiers mois de 1990. Le cycle de croissance exceptionnellement long dont avaient bénéficié les Etats-Unis depuis la sortie de la crise de 1981-1982 est donc achevé. Il reste à savoir combien de temps durera cette phase de croissance négative.

La pinpart des analystes avaient anticipé une chute de croissance un peu moins forte. De plus, l'aggravation de la crise entre les derniers mois de 1990 et les premiers de cette année s'est accompagnée d'une accé-

lération de la hausse des prix : l'évo-hition du PNB fait ressorir un taux d'inflatinn de 5,1 % en rythme annuel an dernier trimestre, contre

4,7 % au cours du précédent. Cette hausse des prix ne devrait cependant pas influencer la politique monétaire des Etats-Unis, les responsables du pays ayant, nu cours des derniers jours, multiplié les appels à la relance de la croissance mondiale. Ils doivent, dimanche 28 avril, lors de la réunion du groupe des Sept à Washington, tenter de convaincre leurs partenaires des pays industrialisés, l'Allemagne notamment, d'abais-ser leurs taux d'intérêt. Le ministre allemand des finances, M. Theo Waigel, a déclaré, le 26 nvril, que les Etats-Unis ne devaient pas chercher à sortir de la récession par le biais de

M. Soisson saisit l'inspection du travail de quatre jours

M. Jean-Pierre Snisson a indiqué, jendi 25 avril à l'Assemblée nationale, qu'il avait demande à l'inspection du travail d'examiner « les conséquences » que pouvait avoir sur la santé et la sécurité des salariés, la mise en place, depuis le 22 avril, de la semaine de quatre jnurs à l'usine Peugeot-Talbot de

Le ministre du travail estime que cette nonvelle nrganisation bebdomudaire « n'est pas sans inconvénients », même si, par ail-leurs, la légalité de l'accord conclu entre la direction de PSA et trois organisations syndicales a n'est nullement contestable ». M. Soisson s'est déclaré « tout à fait conscient des difficultés qui pouvaient résulter d'une organisation qui pèse aussi sur la vie familiale des salariés ».

Augmentation de 2.1 % en mars du nombre de chômeurs indemnisés

Avec 2 321 000 ebômeurs indemnisés (au lieu de 2 311 700 en février), le numbre des allocataires des ASSEDIC a nugmenté au mnis de mars de 0,4 % en données brutes, seinn les statistiques diffusées, vendredi 26 avril, par l'UNE-DIC. En dannées enrrigées des variatinns saisonnières, le numbre d'allocataires a progressé de 2,1 % en un mois, soit une bausse de 6,6 % en un an. Tandis que le nombre de demandeurs d'emploi indemnisés (1 972 200) a augmenté en mars de 10,2 %, celui des chômeurs en formatinn (83 000) a progressé de 35 %. En revanche, le total des préretraités indemnisés a continué de baisser (- 18,3 % sur

détenail, Air France avnit rétra-

cédé, en janvier dernier, 10 % de ce capital au Crédit natinnal. Elle

vient, seinn le quntidien éconnmique la Cote Desfossés, de revendre 10 % de ses actinns TAT au hni-

ding Sasmat de la famille Mar-

chais, qui contrôle la majorité du

capital de la cumpagnie réginnale.

Air France a jusqu'nu l'ijuillet

1992 pour trouver l'acquéreur des

15 % restant en sa possessinn.

A l'issue de la conférence de Ouagadougou

L'union des pays de la zone franc devrait déboucher à terme sur un marché unique

Crise économiqua et du procassus démocratiqua angagé non sana hoquets dens toute l'Afrique francophone obligent, la réunion ordinaire des ministres de la zone franc n'a pas été la grand-messe habituelle. Soua l'impulsion du ministre français des finances, M. Pierre Bérégovoy, et du président du Burkina-Feso, M. Bleise Compaoré, les quatorze pays membres (1) ont posé, jeudi 25 avril à Ouagadougou, le premier jalon d'une véri-table union économique devant déboucher à terme sur un marché unique, à l'exemple de la CEE, et englobant tous les Etats membres de le zone franc (le Monde du 27 avril). Les ministres des finances et les banques centrales devraient remettre d'ici quelques semaines des propositions concrètes en ce sens aux chefs d'Etat.

OUAGADOUGOU

de notre envoyée spéciale

« C'est une décision d'une impor-tance primordiale, n assuré M. Béré-govoy. L'idée consiste à dire : puisgovoy. L'idée consiste à dire: puis-qu'il y a une monnaie unique, pourquoi ne pas créer un vaste mar-ché unique, avec des règles communes allant de l'harmonisation fiscale jus-qu'au droit des affaires et à la sécurité des investissements, pour créer un espace plus large, sur le plan commer-cial et économique, comme ce que nous avons fait en Europe ?» « Les difficultés sont nombreuses, a ajouté le ministre, mais la volonté existe d'aller dans cette direction. » d'aller dans cette direction.

De fait, cette décision, si elle est appliquée, constitue pour les pays concernés une planche de salut et conditinnne la survie à terme de la conditinante la survie a terme de la zone franc, menacée par la crise éco-nomique et financière de l'Afrique. La zone n'n en effet jusqu'ici quasi-ment aucun soubassement économi-que. Les treize pays membres, divi-sés en deux sous-ensembles -l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique cen-trale auxquele s'ajontent les trale - nuxquels s'ajontent les Comores, o'ont qu'un seul point commun : le franc CFA, rattaché au franc français par une parité inchan-gée depuis 1948, parité garantie par la France.

En dehors de cette monnaie uni-que, les pays membres constituent une mosaïque d'environnements économiques différents, mal reliés entre eux. Le commerce interrégin représente que 5 % des échanges totaux de la zone. Des politiques budgétaires noo coordonoées et le

plus souvent laxistes, jointes à une politique monétaire commune, elle très stricte, imposée par la France, unt abouti à une crise de liquidités grave dans la plupart des Hats mem-bres, tandis que l'existence d'une monnaic forte greffée sur des économies délabrées pénalisait largement les entreprises. Depuis plusieurs années, le FMI et la Banque mondiale unt suggéré une dévaluation massive du franc CFA. Refusant la dévaluation, les pays membres de la zone franc n'en ont pas moins pris conscience de la fragilité du système actuel. Dans ces circonstances, l'intégration économique apparaît comme la seule voie de sortie « par le haut » .

«L'Afrique avec ses vingt-trois Etats de moins de 5 millions d'habitants (...) sera marginalisée, n affirmé le 25 avril le président du Burkina-Faso, si elle n'édifie pas rapidement à l'image de l'Europe, de l'Amérique du Nord, du Pacifique, de vastes espaces économiques et monétaires». «La crise économique générale pousse, elle aussi, dans le même sens, a souligné M. Bérégovoy. Il y avait des pays au has de l'échelle et d'autres plus prospères. Mais, quand tout le monde connaît des difficultés, on se dit : si on s'unissait, on pourrait progresser. » Enfin, a ajouté le ministre, le processus de démocratisation engagé en Afrique permet de surmonter les obstacles politiques jadis irréductibles.

L'intégration économique permet-tra des économies d'échelle, même dans le secteur public, pléthorique et trop coûteux; elle créera des marchés intérieurs plus consistants – avec 70 millions d'habitants, la zone franc n'a qu'un PNB équivalent à une fois et demi celui du Maroc! - favorisant le développement et l'implantation d'entreprises; elle améliorera l'efficacité de l'aide internationale, jusqu'ici trop éparpillée. Le processus favori-sera une barmanisation des politiques budgétaire, fiscala et sociale, ainsi qu'une meilleure utilisatinn de l'épargne locale, souvent gelée ou placée à l'étranger, etc. Enfin, la créa-tion d'une autorité économique communautaire permettra d'améliorer les contrôles, largement inexistants dans tous les domaines économiques. ell y a un marché, mais il est pour l'essentiel clandestin», n snuligné M. Bérégovoy; on échange des produits d'un pays à l'autre, mais ils échappent à l'impôt, et les Etats qui ont besoin de recettes fiscales pour assurer leur développement n'en dis-

Dans un premier temps, l'unico devrait se limiter à des domaines précis - assurances, épargne, droit des sociétés, etc. - et rester limitée aux sept Etats de l'Afrique de l'Ouest, réunis au sein de l'UMOA (Unioo mooétaire ouest-africaine). plus avancés dans la voie de l'inté-

VÉRONIQUE MAURUS

(1) Les sept Etats de l'Afrique de l'Ouest:
Bénin, Burkina-Faso, Côte-d'Ivoire, Maii,
Niger, Sénégal, Togo, plus les six Etats
d'Afrique centrale: Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée-Equatoriale,
Tchad, ainsi que la République des

Les deux repreneurs de la société de Bourse **Tuffier font appel**

Cogespar et Altus Finance (Crédit lyonnais), les deux repreneurs de la société de Bourse Tuffier-Ravier-Py (TRP), vont faire appel du jugement du tribunal de commerce de Paris du 18 avril qui mettait à leur charge la tntalité des suspens quels qu'ils soient (le Monde dn 20 avril). Ces transactions boursières réalisées mais non dénouées alourdiraient, selon les acquéreurs, le coût de la reprise d'environ 300 millinns de francs. Interrogé par l'agence Reuter une source proche des repreneurs a confirmé que «l'appel était dans la logique de leur position».

Dans un communiqué publié, vendrei 26 avril, à la suite de la décision des repreneurs – l'appel pouvant retarder l'indemnisation des cinq mille clients de TRP, – Me Colette Neuville, présidente de l'Association pour la défense des intérêts des dients de Tréfier-Parier Proclients de Tuffier-Ravier-Py, s'est retournée vers la filiale dn Crédit lyonnais pour lui demander des assurances. Selon M. Neuville, M. Jean-François Hénin, son directeur général, a déclaré que «Altus Finance Gestion (1) ayani pour actionnaire de référence Altus Finance, les dépôts des clients y sont en toute sécurité.»

(1) Filiale commune de Cogespar et d'Al-lus Finance à laquelle le tribunal de com-merce de Paris avait confié la reprise des actifs de TRP.

EN BREF

 30 milliards de francs de déficit. en 1990 pour les compognies sérieuses américaines. - Selon l'Institut du transport aérien (ITA), les enmpagnies aériennes américaines ont perdn an moins 5 mil-liards de dollars (30 milliards de francs) an cours de l'année 1990. Le résultat net de Continental Airlines - en cessation de paiement -s'établit à - 82,3 milliards de dollars, celui de Eastern Airlines – en liquidation – à – 1,1 milliard, celui de PanAm – en cessation de paie-ment – à – 400 millions au moins et celui de USAir, à – 454 millinns. Parmi les grandes compa-gnies, scules United (+ 94 millions de dollars) et Southwest (+ 47 millions) affichent des comptes nets

n Effectifs de Siemens : rectificatif. - Le groupe allemand Siemens électronique et électromécanique) envisage bien de supprimer des emplois dans la réginn de Munich (2 000 selnn la fédératinn syndicale IG Metal), mais ces compressions d'effectifs ne sont pas mntivées a par l'abandon du projet de fabrication de certains circuits intégrés (mémnires 4 mégabits) », comme nous l'avons indiqué, par erreur, sur la fni d'une dépêche AFP dans nas éditions datées du 16 nvril. Siemens continuera de prodnire ces mémoires, mais a décide d'en confier la réalisation jusqu'ici assurée par l'unité pilote de Perlach – à son usine de Ratis-bonne, conçue pour la fabrication

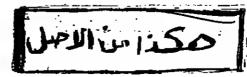
La France et l'Espagne lancent le tunnel du Somport. - M. Louis Besson, ministre de l'équipement, Besson, ministre de l'équipement, et M. José Borrell, son homnlogue espagnal, ant signé, le 25 avril, la convention pour la réalisation d'un tunnel routier sous le coi du Sompart (Pyrénées-Atlantiques). Les 8,6 kilomètres de l'auvrage coûteront 950 millions de francs, sous are le CEE pour 210 millions de francs, sous au la CEE pour 210 millions de francs, sous au la CEE pour 210 millions de francs, sous au la CEE pour 210 millions de francs. finances par la CEE, pour 210 millions, et la Frence, pour 315 millinns, le solde étant apporté par l'Espagne qui necueille sur son ter-ritnire les deux tiers du tunnel. Celui-ci sera gratuit et sa mise en service est prevue pour 1995.

Braxelles accepte l'OPA de la Redoute sur Empire Stores. - La Commission de Bruxelles a auto-

risé, le 26 avril, l'affre publique d'achat lancée par le numérn l français de la vente par correspondance, la Rednute, sur la cinquième entreprise britannique du sectenr, Empire Stares. La Cammissinn a estimé que cette acquisi tinn d'au mains 50 % du capital d'Empire Stores ne creerail pas de positinu daminante sur le marché britannique. Elle avait dunné, en février, san accord au rappro-chement entre l'allemand Otta Vesand et le britannique Grattan.

□ TAT racbète à Air France 10 % de son propre capital. - Obligée par la Commission de Bruxelles de vendre les 35 % du capital de la 'compagnie réginnale TAT qu'elle

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE Rens.: 45-55-91-82, poste 4330



REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 22 AU 26 AVRIL

PARIS

Frissons

Le dicinn le dit INDICE CAC 40 bien : « En avril ne te découvre pas d'un fil ». Quelques gelées blanches ont donc fait leur réapperitinn ces derniers

inurs Vivienne, Le Bourse a friesnnné. Maie elle a beeucoup mieux résisié, cette fois, à ces derniares rigueurs hivernales.

La remise en selle evait pourtant été pénible. De nouvelles venues bénéficieires aveient contraint, lundi, le marché à continuer sa retraite (- 1,34 %), mais merdi, pour la première séance du nouveau mnis boursier, le marché reprit de la heuteur. Il ne parvint pas inutefois à meintenir intégralement son altitude initiale (+ 1,14 %) pour finalement se stabiliser à 0,83 %. Le lendemain se furent de brefe eller et retnur de chaque côté du point d'équilibre. La inumée devait s'achever sur une quasi-immobilisation de l'Indice (+ 0.01 %).

Le même phénomène se reproduisit jeudi mais, catte fois, avec un peu d'effrisement au bout (- 0,28 %). Jamais deux sans trais. A la veille du week-end, le même petit jeu du passage du rnuge au vert, et vice versa, reprit. Le suspense dura jusqu'eu bout. Finelement, après de multiples rebondissements, l'indica CAC 40 fléchissait de 0,13 %. Bref, d'un vendredi à l'autre, le mercure n'a en définitive qu'assez peu baissé (- 0,89 %) au Pelels Brongniart.

a Frissons sans fièvre », résuma laconiquement un fandé de pauvair. Le fait est : le multiolication des meuveises nouvelles augmente singulièrement la résistance de la Bourse au lieu de l'ensamer. Dieu sait s'il y en eut cette semaine. A commencer par une étude du Crédit lyonneis qui e confirmé les craintes éprouvées per la Banque de France, l'IPECODE et l'INSEE à l'égerd de la croissence en France pour 1991. Celle-ci sera feible et en tnut cas pas supérieure à 1,6 %. estiment les experts de la benque du bouleverd des Italiens.

Des raisons d'espèrer

Et comme si cele ne suffisait pas à seper l'apsimisme des boursiers, le département américain du commerce ennoncais le chute inattendue des commandes de biens durebles (- 6,2 %) pour mars, revenues einsi à leur plus bas niveau depuis trais ans. La coupe n'était pas encore pleine puisque, coup sur coup, l'on apprenait que la déficit commercial de la France s'étalt aggravé le même mais et que le châmege aveit franchi la berre des 2,6 millions de demandeurs d'emploi. Difficlle de trauver des preuves plus cinglantes de l'Insistance de la récession à ne pas lächer prise.

Mais les investisseurs se refusent pour l'instant à broyer du noir. Ils vnient au contraire dans toutes ces mauveises nouvelles des reisons supplémentaires

d'espérer qu'un certain nambre de mesures seront prises pour favoriser le déclenchement de la reprise économique. Cela a canduit M. Pierre Bérégovny. ministre de l'économie et des finances, à ressurer sur la situation budgétaire et à promattre de ne pes lever de nouveeux impots, ni à mettre en œuvre un plen de rigueur. De san côté, M. Frençais Perigos, pasron des petrons, e déclaré bien haut qu'il croyait fermement à le reprise. Mieux, à Bruxelles, M. Jecques Delars, président de le Cammission européenne, a plaidé pour un retour à « une craissence significative » des pays industrialisés, soule façon à ses yeux de venir en eide aux pays de l'Est et à ceux du Proche-Orient.

Enfin, reprenant leur boule de cristel, les experts du Fands manétaire international ont pronostiqué, ce qui n'est pes nauveau, sun rebond pour 1992 », tout en gratifiant la France d'une croissence de 2,1 % dès cette année, Tout porte donc à croire que le scénerio du redémarrage estivel sera le bon. Reste à installer les fusées d'eppoint pour faciliter ce décullage. Ce devrait étre la tâche du groupe des Sept, dont les membres se réunissent ce week-end à Washington. Arriveront-ils à s'entendre sur les remèdes? C'est une autre effaire. Le président Bush presse les Européens d'abaisser leurs teux. res reticents, ceux-ci bien vnir la Réserve fédérele américaine, qui s'en moque, faire

Valeurs diverses

26-4-91 Diff.

pression sur le daller. Les Allemands ont déjà fait savoir qu'ils maintiendreient leur politique d'argent cher. De belles empni-

gnades en perspective. O'nù les hésitations d'un marché encare eux eguets mais qui se méfie du « manque de visibilité sur les résultats d'un grand nombre de sociétés », comme le souligne M. P. Cniffet, analyste chez Dynabourse. Le spécialiste de le société de bourse Didier Philippe témnigne d'une snrta de confiance retrouvée en melntenant «le scénarin d'une seconde vague de hausse». A coup sûr, la Bnurse retrouve des couleurs. Affirmer qu'elle aussi est prête à décoller est plus délicat. Le mois de mai n'est guère favorable à ce type d'exercice evec un nambre impressinnant de jours fériés et de pants en taut genre. «Le climat devient estivel , souligneit un professionnel.

L'événement de la semeine a été sens conteste la nouvelle étape de mademisation franchie en Bnurse. Ainsi les veleurs étrengères unt quitté le criée pnur reinindre le système CAC. Mais il y e eu eussi une application de 325 000 titres sur AGF à 542 francs pièce, Affaire de reclassement, disalt-nn, Enfin, Michelin s'est regnnflé sur les conseils d'achai d'une grende société de bourse. Les ectionnaires devront quand même s'ermer de patience. Les Galeries Lafayette ont pris une perticipa-tion de 16,4 % dans le capital des Nouvelles Galeries. On parle d'OPA.

NEW-YORK

Coup de déprime

Encure uoe fuis, Wall Street n'a pas NOICE DOW JORES réussi cette semaine à récupérer les forces tout eotiéres cnnsecrées il y a une dizaine de jnurs francbir la

fameuse barre des 3 000 points. Tout a commencé et a fini sur un air de baisse entrecoupé par un maladroit el timide chant de bausse. Les nerfs des iovestisseurs not, il est vrai, été mis à rude épreuve, puis-que les Etats-Unis oni été officiellement déclarés en récessino.

L'actualité o'a pas été tendre avec, presque en ouverture hebdo-medeire, l'anoonce inettendue d'une chute des commandes de biens durables en mars (-6,2 %), au plus bas maintenant depuis .1988, et en clôture le signature de la crise avec la baisse dn PNB 2,8 %) pour le premier trimestre 1991 pour la deuxième fais conséculive, Le plus étnonant est sans doute que le merché américaio n'ait pas réagi plus séverement, comme en a lémoigné la relative faiblesse des courants d'échanges.

Autour du « Big Board », les professionoels expliquaient cette sorte d'apathie par le phécomène du fait accompli, mais aussi par l'espair que, le pire étaot maintenant arrivé, l'amélinration est au bout du chemio. Des investisseurs disaient carrément que la situation était devenue tellement meuvaise que la Fed sereit désarmais enotrainte de mettre la pédale douce sur le crédit. Mais la banque centrale américaine est-elle eo mesure de le faire étant donnée la hausse rapide de l'indice des prix lie eu PNB (+5,1 % en rythme annuel)? Beaucoup è la veille du week-end s'interrogeaient sur sa capacité d'interventinn.

A. D.

lodice Dow Inces du 26 svril : 2 912,38 (c. 2 965,59).

2 71 2,30 (C, 2 303,37)					
	Cours Cours	Cours 26 uvril			
Alcoa ATT Boeing Chase Man. Bank Da Fond de Nemours Eastman Kodak Exxou General Electric General Motors Geodyear IBM TT Totaco UAL Corp. (ex-Nlegis). Union Carbide USX Westinghouse	19 avril 67 3/8 37 1/2 46 3/4 19 3/8 41 1/8 43 3/8 60 33 7/8 74 3/8 39 3/8 22 3/8 68 3/8 55 5/8 62 3/4 67 5/8 158 1/4 17 3/4 33 1/4				
Xerox Corp	59 5/8	58 5/8			

TOKYO

Repli

reculé au cours de la semaine passée. L'ac-tivité est restée faible et la parole est allée aux arbitrageurs et

aux quelques spécula-teurs assez audacieux pour se risquer sur ce marché toujours déserté par les institutionnels. Le résultat a été une Bourse boudeuse et une tendance marquée par des coups d'accordéon, qui ont donné des écarts, comme lundi, où plus de 300 yens ont été perdus, ou le lendemain lorsque la cote a regagné près de 250 yens. A 26 541 yens, le Nikkei a fini vendredi à 26 123 yens.

En début de semaine, en parlant des « trois G qui poussent les investisseurs sur la touche », un professionnel japonais trouvait une formule heureuse pour résumer l'ambiance qui a marqué la place japonaise durant les cinq séances passées. Le premier, c'est Gorbatchev et l'échec de sa visite historiere à Toloro le second c'est le G. 7 que à Tokyo, le second, c'est le G 7 qui aura lieu dimanche à Washington. On ne sait pas à Tokyo si on doit en attendre du lard ou du cochon, le recul des taux d'intérêt escomptés ou, au contraire, le maintien de la politique de rigueur monétaire actuelle qui pese sur les marchés. Les signaux reçus

Fatigué d'attendre une baisse des taux d'intérêt, le Kabuto-brouiller encore davantage les esprits. Quant au dernier G, c'est golden week, la semaine traditionnellement feriée du début mai, qui se traduit générale ment par une fermeture partielle de la Bourse et une semi-inactivité.

Parmi les nouvelles de la semaine, les professionnels ont reteno la publi-cation des chiffres de la hansse des prix au détail à Tokyo, en légère contraction, et surfout l'annonce, vendredi, qo'en dépit du pessimisme relevé par tous los sondages, la croissance japonaise poursuivait sur sa laocée et en la mail son cinquante-troisième mois d'expansion enceletif. consecutif

Indices du 26 avril : Nikkei, 26 123,68 (c. .26 541,97); Toppix, 1 957,96 (c. 1 998,07).

BRUNO BIROLLI

	Cours 19 avril	Cours 26 avril
Alcai Bridgestone Canon. Puji Bank Honda Motors Matsuchita Electric Mitsubishi Heavy Sony Corp. Toyota Motors.	810 1 110 1 610 2 640 1 420 1 730 783 6 619 1 850	840 1 090 1 600 • 2 680 1 350 1 720 760 6 200 1 830

Alimentation

Bézhin-Say	038	~ 35
Bongrain	2 455	- 175
BSN	855	+ 5
Carrefour (1)	3660	- 45
Casino G., Perra	137	- 45 - 3,40
Euromarché	4070	+ 25
Guyenne-Gasc	1 270	+ 20
LVMH	3990	- 16
Occid. (Gle]	761	
Olipar	279	- 6
Pern. Ricard	1 220	+ 20
Promodès	2060	(+ 15
Saint Louis	1 440	+ 31
Source Perrier	J 428	- 4Z
Nestié	34260	(+ 560
Ills Connon 65		

26-4-91 Diff.

Petroles

	26-4-91	Diff.
8P.France ELF. Aquitaine Esso Primagaz Sogerap Total Excon (11. Petrofina Royal Dutch	347 644 434 400 750 348,90	+ 3,30 + 11,60 - 18 - 6 - 17,90 + 20 + 3,70 + 3 + 10,10

Matèriel électrique

	26-4-91	Diff.
Alcatel-Alsthora CSEE (ex-Signaux) Générale des eaux Intertechnique Labitud Legrand Lyon, des caux Matra Matra Moulinex Radiotechnique SEB Sestanl-Avionique Thomson-CSF IBM ITT Schlumberger	575 126 2 551 1 040 3 770 587 240,90 532 120,50 425 1 585 475 144,50 348,50	- 10 - 15 - 47 - 70 + 55 - 80 - 45 - 24,10 - 2,40 + 52 + 35 - 6 - 5,20 - 3
Siemens	2 074	

Banques, assurances, sociétés d'investissement

	26-4-91	Diff.
AGF	529	- 1 - 61
AXA (ex-Cic Midi).	1 060	- 3.20
Bail Equipement		
Bancaire (C*)	493	- 2
Cetelem	643	3.80
<u>CCF</u>	162	- 3.00
CFF	1 884	- 6
<u>CFI</u>	351	+ 14
Chargeurs	740	- 2.58
CPR	271	~ 89
Eurafrance	1 560	+ 28
CAN	1 884	į ·
Hènin (La)	565 N.C.	+ 9
Locafrance	771	[]
Locindus	86,90	- 16,60
Midland Bank	1 663	+ 48
OFP	433,70	25.30
Paribas	752	- 36
Schneider		- 8
Société génémic		- 10
Sovac		
UAP	358	1- 3
		,

Filatures, textiles

	·		-
	26-4-91	Diff.	
Agache (Fin.)	1 090 n.c. 2 000 401 1 750 780 655 3 670 18,76	+ 18 - 133 - 4 + 23 - 26 - 15 - 60 + 0,60	Accor Air liq Arjom Bic GGIP. Club M Essilon EuroD Europ
Bātiment, t	ravaux j	publics	Group
Auxil, d'entr	26-4-91 1 198	Diff. + 42	Havas Marin Navig
Bouygues		- 6	Nord-

	26-4-91	1	Diff.
Auxil. d'entr	745 376,10 473	+111111	42 6 30,6 1,5 30 7,5 41 10

d'or diam

Mines a or, c	112111211	13
	26-4-91	Diff.
Anglo-American	179 340	+ 5
Buf. Gold M De Beers	60,95 138,30	- 0.05 - 0.10
Drief. Cons	58,10 19,80	+ 0,90
Harmony Randfontein	24,90 16,70	
Saint-Helena	39 70	(+ 1,55

VIDES O OF, GIAMANTS				
	26-4-91 Diff.			
Anglo-American	179 340	+	5	
Buf. Gold M De Beers	60,95 138,30	=	0.05 0.10	
Drief. Cons	58,10 19,80	<u>+</u>	0,90 0,05	
Harmony	24,90 16,70	-	0.75 0, 9 5	
Saint-Helena	39 70	ļ÷,	1,55	

	26-4-91	Diff.		
Anglo-American Amgold Buf. Gold M De Beers Drief. Cons. Geneor Harmony Randfontein	179 340 60,95 138,30 58,10 19,80 24,90 16,70	++11+11+	5 3 0,05 0,10 0,90 0,05 0,75 0,95	
Saint-Helena	39 70 162 10	‡	1,55 5,10	

MATIF Nntionnel 10 %. - Cotatinn en pourcentage du 26 avril 1991 mbre de contrats : 53 429

COURS		ĖCHĖ.	ANCES	
COURS	Jvin 91	Sept. 91	Déc. 91	
Premier	106,50	106,48	106,42	-
+ baut	106,56	106.48	106,42	_
+ bas	106,20	106,26	196,42	-
Deruier	106,20	106,26	106,42	-
Compensatioe	106,20	106,18	106,12	-

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs) Cours du vendredi au jeudi 24-4-91 25-4-91 22-4-91 23-4-91

2 511 021

2 580 156

RM

Comptant

R. et obl.	6 894 989	6 954 022	4 275 148	3 913 501	-			
Actions	102 014	365 329	82 700	102 953				
Total			6 430 455		-			
INDICES	OTTOUO 2	iens (ins	EE base 100), 28 déce m	bre 1990)			
Françaises Èleangères	117,6	116,2 112,8	116,9 112,8	116.7 114.6	116,5 114,4			
INDICES CAC (du luadi au vendredi)								
	22-4-91	23-4-91	24-4-91	25-4-91	26-4-91			
\	(base 100, 31 décembre 1981)							
Gêneral	4786	480.4	479,3	479,2	477,9			
	(ba	se 1 800. 31	décembre 19	(87)				
CAC 40	1 767,20	1 781,83	1 782.03	1 777,01	1 774,67			

2 074 607

1 362 836

26-4-91 Diff. 37

construction mécanique

Métallurgie,

	, –	,		1	, .
3 113 .	j –	185			J3
758	1 –	6			- 46 + 37
	۱+	11			
	1-	41	Fives-Lille		+ 2,90
	1_		Penhoët	525	- 6
	l_				+ 1
	[_	2 20			I- 2
	[200			J- 12
	[200			J- 3
	[~	0.50	Vallanna		1 7
	1-	4	V3IIOIII CC-q	. 290	
	1~	.5			
	(~		VALCING ICI	TAA SHIK	TVENENT !
	(+	0.90	AWTERIO TE	LOG MG	TACHETTI !
	۱+	13	I TRATTE	es au riv	(1)
131,10	1-	3,76	1		
	{+	15	1	Nore de	Val. en
448	í-		1	titres	cap. (F)
847	(+		1		
261,50	1-	3.50			698 702 254
	1+	21	Eurotuanel		529 263 824
	٠.		[LVMH	98614	389 472 601
			Total (F. pétr.).	474 728	352 477 044
			Total (F. pétr.).		
mianes			Lyon, Dumez	513625	313 978 483
miques					
	3 113 758 321 1 011 475,50 355,10 1 120 46,20 675 198 509 323,96 1 378 131,10 557 448	3 113 - 758 - 321 + 1011 - 475,50 - 355,10 - 115,20 - 115,20 - 120 - 46,20 - 675 - 198 - 509 323,90 + 131,10 - 557 + 448 - 847 + 261,50	1113 - 185 758 - 6 321 + 11 1011 - 41 475,50 - 1,40 115,20 - 3,30 1120 - 5 46,20 - 0,90 675 - 2 198 - 5 509 - 24 323,90 + 0,90 1378 + 13 131,10 - 5 448 - 6,30 847 + 15 448 - 6,30 847 - 3,50	1113 - 185 Alspi 758 - 6 Dassault-Aviation 321 + 11 De Dictrich	113

•	26-4-91	Diff.
Inst. Mérieux	4 480	+ 36
Labo Roger Bellon	1 832	+ 192
Roussel-Uclaf	2 189	(+ 27
Synthélabo	825	+ 48
0ASF	875	+ 33
Bayer	968	+ 28
Hoechst	900	+ 27
Imp. Chemical 11)	105,40	{- 4,70
Norsk Hydro	161	+ 2

11) Coupon de 3.40 F.

	MARCHÉ LIB	RE DE	L'OR
		Cours 19-4-91	Cours 26-4-91
	Or Sin (kilo an barra)		56 500 56 800
7	Prèce française (20 fr.) • Prèce trançaise (10 fr.)	380 404 385	382 380 382
7	Pièce latine (20 fr.)	381 380	389 380
	Souversin Element II	484 480 390	489 481 381
4	Pièce de 20 dollars	2 980 1 06	2 100 1 090
-	- 50 pesse	677 2 485 475	2 505 475
-	- 10 floring	397	400 250

556 839 766 103

1°1 Du vendredi 19 avril 1991 au jeudi 25 avril 1991 inclus.

300 633 667 257 762 360 255 405 259 253 581 905

302 009 253 581 905 533 577 241 128 148 530 884 237 823 952 540 552 216 632 698

Eaux (Gcn.) AGF.....

AGF..... Elf-Aquitaine... Moulinex....

Paribas Act. A. Cap Ge. Sogeti

RSN

e Cas pièces d'or ne sons cotées qu'à la séance

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES Valour Roger Bellos

CMB Pack SA rical ILT.... Auxil Entreor. ELF . Worksin

		اتا	U CHE, 07,02 (C.
73 72 69 66 8 43 41 33 33 33 33 33 33 33 33 33 33 33 33 33	Dassault Aviat. Majorette Majorette Majorette Ecco. Dassault Electr. Arjemari Prioax. Bongrain L. Bann-Dunner. Sograin CSEE. Dannari SA Somer-Ahibest Cker Rhöne-Pout, CIP	- 9.5 - 9.5 - 8.6 - 7.7 - 7.3 - 7.3 - 6.6 - 5.6	Bowater BP

La baisse s'accélère - 1.9 %

LONDRES

Pnur la troisième fnis de suite, le riur la trosteme inis de suite, le bilan bebdinmadaire de le Bourse de Londres a été oégatif. Mais, jus-qu'ici assez lent, le mouvement de baisse s'est accélété, et, d'un ven-dredi à l'autre, l'indice Footsie des cent valeurs a reculé de 1,9 %.

Après le flot de mauvaises statis-tiques qui lui avait été asséoé la semaine précédente, le marché a eu droit, cette fais, à un vrai déluge d'enquêtes de conjuncture plus pessimistes les unes que les autres. Paur couronner le tout, de onmbreuses augmentations de capital ont cominué à pomper les liquidi-tés disponibles. Enfin, les investis-seurs ont commencé à s'inquiêter à propos des élections locales du 2 mai en Angleterre et au pays de Galles.

ladices «FT» du 26 avril 100 valeurs, 2 471,3 (c. 2 520,1); 30 valeurs, 1 938,3 (c. 1 980,1); mines d'nr, 143,6 (c. 140,2); fonds d'Etal, 84.82 (c. 84.84).

Cours Cours 19 avril 26 avril 26 avril 26 avril 26 avril 26 avril 27 avril 27 avril 28 a	a cai, 64,62 (c. 64,64).				
BP 3,47 3,45 Charter 4,83 4,70 Courtaulds 3,88 13,31 3,38 De Beers 13,31 13,38 Giaxo 10,80 11,01 GUS 11,02 10,57 Reuters 8,72 8,05 Shell 5,12 5,22 Unilever 7,65 7,50			Cours 26 avril		
Vickers	BP Chanter Courtaulds De Beers Glaxo GUS ICT Reuters Shell Unilever	3,47 4,83 3,88 13,31 10,80 15,30 11,02 8,72 5,12	3,45 4,70 3,88 13,38 11,01 15,20 10,57 8,05 5,22 7,50		

FRANCFORT

Nouvelle et forte hausse + 1,65 %

Prenant le contrepied des autres places, la Bourse de Francfort e conlinué de monter cette semaine en accélérant même la tendance. L'échec électural des cbrétiens-démocrates, le parti du chancelier Kohl. aux élections de Rbénanie-Palatinat o'a pes déprimé le marché plus d'une jouroée. L'aptimisme a rapidement pris le dessus avec la perspective d'un redressement économique plus rapide que prévu de l'an-cienne RDA. Par ailleurs, le fermeté du ton employé par M. Kari Otto Poehl, président de la Bundesbank, pour avertir les pays du G-7 que l'Allemagne ne sacrifierait pas sa politique d'argent cher, son rempart contre l'inflation, pour les beaux yeux de l'Est, a rassuré les milieux financiers et encouragé les investisseurs.

Indices du 26 février : DAX, 1 623,81 (c. 1 597,37); Commerzbank, 1 964,6 (c. 1 923,30).

\$ e

	19 avril	Cours 26 avril
AEG BASE Bayer Commerchank Deutschebank Hoechst Karstadt Mannesman Siemens Yolkswagen	204 80 258 80 289,50 265 641,50 268,30 616 286 593,50	201 259 236, 258,76 647 278,40 636 290,50 611

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Epris de liberté

Le marebé international des capitaux est épris de liberté. Ses partici-pants ne souffrent guére qu'on intervienne dans son évolution. Des autorités font, certes, valoir leurs prérogatives dans quelques compar-timents. Mais à moins de risquer d'en entraver la croissance, il faut qu'elles affichent leur intention de relacter leur emprise et qu'elles en donnent des preuves tangibles.

A cet égard, la façon dont les pouvoirs publics français ou italiens gèrent les marchés de l'eurofranc ou de l'eurolire est exemplaire. Chacun sait que leur surveillance continue de s'exercer. Dans le cas de l'Italie, elle est même pesante. Mais cela o'empêche pas le compartiment des euro-emprunts en lires de connaître un vif développement, car l'espoir d'uoe relaxation est savamment

A Milao et à Rome, il n'est actuellement question, dans les milieux financiers, que d'ouverture et de libéralisation. On s'y prépare pour le milieu de cette aooée sans trop savoir encore quelles restrictions seroot mainteoues. La Banque d'Italie envisagerait, dit-on, d'abandon-ner le rigide système d'enregistremeot préalable et le calendrier actuellement eo vigueur qui règle le début des nouvelles émissions eo lires. Oo prévoit aussi d'autorise: des banques étrangères à diriger des opérations. Il est probable toutefois que de sévéres conditions seront posées, si bieo que sur ce plao, les établissements transalpins o'auront, dans l'immédial, pas à redouter la concurrence internationale.

A Paris, où, en matière de libéralisation, oo est en avance sur l'Italie, certaines banques d'origioe étrangère sont déjà habilitées à diriger des euroemprunts en francs. Deux établissements américaios, JP Morgan et Compagnie et Bankers Trust France le soot depuis l'année dernière. La liste vieol tout juste de s'enrichir d'uo Iroisième nom, celui de la filiale française du Crédit Suisse, First Boston. Dans les trois cas, il s'agit d'établissements financiers qui appartiennent à des groupes doot la réputation et le savoir-faire sool extraordinaires et qui onl démontré qu'ils étaient capables de mener leurs activités sur place, à Paris. fl n'y a pas de danger que le marché de l'eurofranc émigre vers une autre capitale.

Pour ce qui est de celui de l'écu, la situation est différente, car, autres emprunteurs souverains, l'Es-

comme la monnaie d'emprunt n'est pas celle d'un pays donné, nul ne peut s'arroger nu départ le droit d'en contrôler l'évolution. Une pleine liberté est acquise d'emblée, et, normalement, rien ne paraît devoir gêner le jeu de l'offre et de la demande. De nombreux specialistes y voient une des raisons priocipales de son succès auprès du débiteur et des investisseurs, et, pour eux, il n'est pas question de modifier quoi que ce soit en la matière.

C'est ainsi qu'une suggestion, en apparence assez anodine, qui éma-nait de la Commission des Communautés européennes a suscité des réactions tout à fait bostiles. Bruxelles ne demandait rien d'autre qu'une simple concertation entre les grands em prunteurs qui s'apprêtent à lever des fonds en écus, le but recherché étant de préveoir uo engorgement soudain du marché. En aucun cas, il n'était prévu d'assujettir celui-ci à une quelconque régle-mentation ou d'instaurer un calendrier. Tant du côté des eurobanques que des grands trésors publies, on s'est montré navré de cette proposition. C'était un peu comme si tout l'édifice avait été mis eo cause, et, pour certains, parler d'une concertation revieot carrément à s'attaquer au principe même du capitalisme.

L'Espagne ne se mesure pas elle-même

Il y a eu, la semaioe passée, de grandes et belles émissions en écus, la plus importante ayant pour débiteur le royaume d'Espagne. Dirigé par Banesto, son mootant est de I milliard d'écus et sa durée, de cinq ans. Elle coûte à l'emprunteur enviroo 9,15 % l'an, soo laux d'intérêt facial étant de 9 %. Les titres se soot, pour l'essentiel, placés à l'étanger, car, en Espagne, les investisseurs soot habilués à des reodements beaucoup plus elevés. Des bons du Trésor libellés eo pesetas rapportent environ trois points de pourcentage de plus. Il reste que l'écart ne cesse de s'amenuiser, ce qui, logiquement, devrait éveiller l'appétit des prêteurs locaux pour des titres en écus. L'année dernière, eo avril, lorsque l'Espagne lançait ses premiers fonds d'Etat libellés dans la monnaie européenoe, il lui avait fallu servir un intérêt de cinq points de pourcentage plus élevé que dans sa monnaie. Comme plusieurs

pagne se refuse à jauger son opérapagne se retuse à jauger son opera-tion à celle d'un autre débiteur. Pour le Trésor madrilène, la seule préférence avoué est sa précédente transaction, qui a encore quatre ans à courir et qui, au moment de la sortie de la nouvelle émission, pro-curait aux investisseurs un rende-

C'est précisément cette entière liberté qui permet certe absence de référence que les emprunteurs chercheni jalousement à cooserver lorsqu'ils refuseot d'admettre toute concertation préslable. Cela n'a tou-tefois pas empêché le Trésor de Madrid mercredi 24 avril, au cours de la matinée, de faire part de ses intentions à la Banque européenne d'investissement, qui, au même moment, allait également émettre une transaction en écus.

ment du même ordre, soit 9,08 %.

L'opération de la Banque curopéenne est d'un genre très différent. D'uo montant de 300 millions d'écus, elle est d'une durée d'environ huit ans. Elle représente unc sorte de deuxième tranche qui viendra, dans quelques semaines, s'ajouter aux 335 millions d'un euro-emprunt qui avait vu le jour en 1989. Le débiteur a d'ailleurs l'intention d'eo accroître encore le montani dans les mois qui viennent, si bien que les investisseurs ont l'assurance que les titres figureront parmi les plus activement négociés de tout le marché national. Son taux d'intérêt facial est de 9 %.

Comme l'emprunt espagnol. il s'agit d'une des grandes réussites de la semaine passée. Ce qui distingue la transactioo de la Banque curopéenne, c'est qu'elle est pour l'essentiel destinée au porteseuille des particuliers au Japon. Jusqo'à présent, les placements eo écus o avaient. dans ce pays, retenu l'artention que des investisseurs institutionnels Nomura, qui dirige cette affaire, et les autres maisons de titres nippones qui y sont associces vont atteindre au travers de leurs réseaux, une vaste clientéle qui, jusqu'à présent, o'avait jamais été sollicitée par des placements de ce genre. Un cinquiéme de l'émission était réservé à l'euromarché, et les titres se sont immédiatement arrachés. Par la force des choses, le placement japooais prendra plus de temps. Sur le plan lechoique, le tout est une prouesse car l'émission satisfait tout à la fois aux exigences tatillonnes du marché des emprunts au Japon et à la liberté de l'euromarché.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Un dollar vraiment très ferme

Autonomie

du franc

Ces calculs s'appliquent à un taux

de change compeosant exactement le différentiel d'évolution des prix à

le differentiel d'évolution des pits à la production aux États-Unis et en Allemagne peodant la période 1969-1991. Ils montrent que le dollar a été sous-évalué de 1971 à 1981, puis fortement surévalué de 1981 à 1986 avec use rointe du dollar à

1986, avec uoe pointe du dollar à 3,47 DM le 28 février 1985, puis à

nouveau uoe sous-évaluation de

1986 à la mi-1989, date à laquelle

dollar et mark se retroovaient à parité de pouvoir d'achat.

Depuis une vingtaine de mois, la

devise américaine serait redevenue

surrotée. L'examen du graphique de

la Banque indosuez montre que les périodes d'équilibre du pouvoir d'achat du dollar et du mark ont été

rares (quatre eo vingt et un ans) et extrêmement brèves : l'importance

des flux de capitaux sur les cours, eo

hausse et en baisse, ont déterminé et

acceptué des déséquilibres sur des

Au seio du système monétaire européeo (SME), la peseta espa-

gnole, dopée par des taux d'intérêt toujours assassins, continue de cara-coler en tête, ce qui maintieot eo

queue le franc français. Ce dernier consolide sa remontée récente vis-à-

vis du mark doot le cours à Paris,

après avoir glissé au-dessous de

3,37 fraocs, se rétablir à 3,3750 francs eoviroo. A cet égard,

périodes de cinq à sept ans.

En pleine ascension en début de semaine, à 1,77 DM et 5,95 francs, le dollar ne cédait que très peu de terrain à la veille du week-end, en dépit des interventions des banques centrales, assez peu importantes et convaincantes.

L'accélération de la hausse de la devise américaine le lundi 22 avril, qui retrouvait ses oiveaux du début décembre 1989, effaçant ainsi, en deux mois, ses pertes d'un an entier, avait été déclenchée par le saveu cuisant infligé au chancelie Kohl par les électeurs du Land de Rhénanie-Palatinat. Ils ont mis en minorité le parti chrétieo-démocrate, pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, et lui ont fait perdre la majorité à la Chambre Haute (Bundesrat) au profit de l'oppositioo socialiste, qui se prépare à bloquer certains projets du chance-lier, notamment la réforme fiscale.

Du coup, le mark a fléchi par rapport au billet vert, ce mouvement étant favorisé par l'absence, peutêtre provisoire, de tout relévement de son taux directeur par la Bundesbank, et l'arrêt, peut-être durable, de la baisse du taux des pensions de la Réserve fédérale des États-Unis.

Pendant la majeure partie de la semaine, les banques centrales, comme il a été dit, ont essayé de casser la hausse du dollar, sans grand succès, puisque la devise américaine se trouvait, vendredi soir, à 175,50 DM et 5,92 francs. Dans la journée, pourtant, l'annooce d'une baisse de 2,8 % du produit national brut au premier trimestre et d'une augmentation à 5,5 % du taux d'inflation, sur une base annuelle, avait jeté un froid. Mais le chiffre concernant l'ioflation était cootesté, le prix du pétrole ayant fléchi en avril. De toute façoo, si la hausse des prix s'accélérait, la Réserve fédérale s'abstiendrait de réduire à couveau son taux directeur, politique de nature à renforcer le billet vert.

il coovieot de ooter que la parité franc-mark se déconnecte de plus en Que vaut vraiment le dollar? **COURS MOYENS DE CLOTURE DU 22 AU 26 AVRIL 1991** (La ligne insérieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	\$EU.	Franc français	Franc suisse	D.mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
	2 4 TO A		16,9262	67.636L	57,tt02	2,770t	50,6842	0,0773
New-York	t,6890 l		17,1732	68,3526	57,9542	2,8208	51,4403	0,07843
C,7360	C DOOD	11,1132	399,597	337,41	16,3656	299,44	4.5656	
Paris	9,9786	5,9080		398,01 6	337,46	16,4259	299,53	4,5670
	10,1087	5,8230	25,8256	370,01 4	84,4375	4.0955	74,9366	1,1426
Zurich	2,4972	1,4785	25,1245		84,7870	4,1269	75,2572	L,1474
	2,5397	1,4630		118,4325	5	4.8504	88,7480	L353 2
Franciert	2,9574	1,7510	29,6375 29,6324	117,9425		4,8674	88,7602	1,3533
10.00	2,9954	1,7255		24.4166	20.6to8	-	18,2970	2,7898
Bruncelles	60,9729	36,10	6,1104	24,2310	20,5447		18,2355	2,7803
61,5	61,5412	35,45	6,0879	1,3344	112,67	5,4653	-	1,5247
Amsterdam	3,3324				112,66	5,4837		1,5247
Milistolomi	3,3747	1,9440		1,3287		35,8448	655.85	+
Milan	2185,57	1294	219.03	875,21	739		655,864	+
	2213,40	1275	218,96	871,496	738,91	35,9661		0.1067
	233.25	138,10	23,3836	93,2054	78,8692	3,8255	69,9949	
Takyo	238,96	137,65	23,6390	94,0874	79,7739	3,8829	70,8076	0,1079

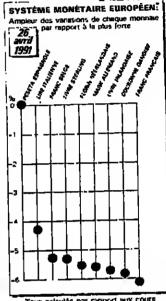
A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 26 avril, 4,2765 F contre 4,2302 F le vendredi 19 avril.

Selon les spécialistes de la salle des changes de la banque Indosuez et leur économiste, M. Christopher plus des variations du mark vis-à-vis du dollar. Auparavant, lorsque la devise allemande se renforçait vis-àvis du billet vert, le franc faiblissait Potts, qui ont calculé, sur une ving-taioe d'années, l'évolution de la parité dollar-mark en pouvoir d'achat, cette parité s'inscrirair à Francfort, et inversement. Aujour-d'hui, la devise française semble acquérir un peu plus d'autonomie. actuellement, aux alentours de 1,90 DM-1,95 DM, soit environ Les rumeurs insistantes qui cou-

raient la semaioe derniére sur l'éventualité d'un resserrement des marges de fluctuatioo de la livre sterliog et de la peseta au sein du SME, ramenées de 6 % à 2,25 %, se sont calmées cette semaine-ci mais, a un terme plus ou moins rapproché, ce resserrement est inscrit dans les astres : il constituerait, pour les gouvernements et les autorités mooétaires de Grande-Bretagne et d'Espagne, une excellente arme psychologique pour faire appliquer et respecter les contraintes édictées en matière d'inflation.

Oo reléve enfin que grâce à la bausse du dollar, auquel il est plus ou moins accroché, le yen japooais poursuit son lent redressement vis-àvis des monnaies européennes. A la veille du week-end, il valait près de 4,28 ceotimes contre 4,23 centimes la semaine dernière et 4,16 centimes il y a quinze jours. N'était-il pas tombé à près de 3,50 centimes l'anoée dernière, après avoir bondi à plus de 5 ceotimes en 1989? Son raffermissement a de quoi réjouir les exportateurs français sur le Japon, ootamment M. Beroard Arnault, PDG de LVMH, premier fournis-seur de cognac des Japonais. Il fera également le bonheur de M. Jacques Calvet, qui déconce à longueur de mois le dumpiog de l'empire du Soleil-Levant, favorisé par la sousévaluation ontoire du yen.

FRANÇOIS RENARD



Taux calculés par rapport aux cours estimatifs de la Banque de France

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Flottement général

A la veille d'une quinzaine qui risque d'être peu active du fait des nombreux jours de congés, en France surrope et dans le monde, un certain flottement se faisail sentir un peu partout. La caco-phonie complète, qui présidera aux entretiens du groupe des sept pays les plus industrialisés du monde, dimanche 28 et lundi 29 avril à New-York, ne peul qu'inciter les opérateurs à la prudence. D'autre part, les chiffres rendus publics en fin de semaine sur l'évolution de l'économie aux Etats-Unis, baisse du PNB et hausse de l'inflarioo, reodent perpiexes les marchés.

moins sur les taux d'iotérêt, un consensus se dégageant sur uo accord relatif aux parités de change, dont les niveaux actuels sont jugés acceptables, uo peu trop élevés, tout de même, pour le dollar.

En revanche, les divergences sont flagrantes avec les Etats-Unis, qui, par

Mines, caoutchouc 26-4-91 Diff. 5 5 3,20 6 690 -317,30 + 104 + 92 + 54,60 + 1,76 + 0,55 0,02

(I) Coupon de 1,35 F. Valeurs à revenu fixe on indexé

RTZ (1)-

ou mucho					
		26-4-91	-	Diff	
9,80 % 9,80 % 9 % 19 10,80 CNE : CNB 1 CNB 1	0.6 % 1976 1977 1978 1978 1979 3 % 50, 5 000 F Spizes 5 000 F	100,03 122,23 101 100,75 99,90 102,25 4020 99,75 99,60 99,60		0,62 0,07 0,10 inch. 0,35 0,15 70 0,04 inch. tnch.	

la voix de leur secrétaire au Trésor, M. Nicholas Brady, assurent qu'une politique monétaire restrictive pourrait ralentir la croissance mondiale, nuire aux efforts de reconstruction dans le Golfe persique et en Europe de l'Est et alourdir encore le fardeau des pays eo voie de développement, extremement endettés.

La France et l'Italie soutiennent cette position avec le souci évident de oe pas pénaliser lenrs économies, en plein ralentissement. A l'inverse, l'Allemagne, appuyée par la Grande-Bre-tague et le Canada, affirme que les politiques monétaires doiveot rester rigoureuses : priorité à la lutte contre inflation et non à la croissance.

« Une réduction des taux d'intérêt n'est pas à l'ordre du jour», a déclaré le président de la Bundesbank, M. Karl Otto Pochl, appuyé par le ministre des fioaoces allemand, M. Theo Waigel, pour qui une baisse forcée des taux en RFA mettrait en danger la stabilité et affaiblirait le mark. «Nous n'avons rien à y gagner, pas plus que nos partenaires», a assuré le ministre, pour qui il o'y a aucun conflit entre le gouvernement et la Bundesbank à ce sujet.

Le FMI aux côtés de l'Allemagne

Prenant le contrepied des thèses américaines, le Foods monétaire ioternational s'est rangé aux côtés de l'Allemagne et a recommandé aux l'Allemagne et a recommandé aux Etats membres de ne pas céder à la tentation de trop faire baisser les taux d'intérêt. A Tokyo, en revanche, on pourrait tenir compte de l'appel amé-ricain : « Par souci de coordination des politiques, le Japon pourrait avoir à faire quelques sacrifices pour aider les Etats-Unis», a déclaré un officiel

Coosidérant qu'il oe sortirait rien de cette réunion, les marchés sont res-tés l'arme au pied. En France, toute-fois, le MATIF, qui avait favorablement réagi après l'annooce d'une diminution de 6,2 % des commandes de bieos durables aux Etats-Uois en mars (le cours de l'échéance de num rebondissant à 107), a fléchi vendredi sur le «mauvais» chiffre de

l'iossalion en mars et retombait à 106,10. Dans le premier cas, la Reserve fédérale pouvait être incitée à assouplir sa politique, ce que exclurait le second. Toutefois, en milieu de semaine, le président de la FED. M. Alan Greeospan, déclarait que l'iostalioo américaine était «maîlrisée» et que, comme par le passé, ladite FED avail commis l'errenr de poursuivre trop longtemps la même politique, ce qui avait provo-qué d'autres difficultés (la récession dans le cas actuel, a-t-il sous-entendu).

Quant à l'Allemagne, les opérateurs attendent la réunion du conseil d'ad-mioistration de la Bundesbank, le 2 mai prochaio, sans qu'un relèvement des taux directeurs ne soit escompté. A Francfort, le reodement des BUND à 10 ans a légèrement fléchi à 8,37 % contre 8,40 %, l'écart avec celui de l'OAT française à 10 ans (8,90 %-8,95 %) se maintenant aux environs de 0,50 - 0,55 point.

Sur le marché obligataire de Paris, le flottement évoque précédemment o'a guére affecté le placement des emprunts, les souscripteurs estimani qu'un achat sur un MATIF à 106 est moins dangereux qu'à 107. Ainsi, le milliard de francs de l'Auxiliaire du Crédit foocier à 9,30 % nominal et 9,27 % taux réel, a-t-il pu aisément être casé par Paribas, à la faveur sans doute d'une bausse, temporaire, du MATIF tout de suite après le lance-

De même, Créditel a facilement levé 600 millions de francs, sous les auspices du Crédit lyonnais, grace à son coupon de 9,50 %, très apprécié des particuliers. Quant à la Caisse centrale de coopération économique elle n'a pas cu de mal à obtenir 1,5 milliard de francs, par le truche-ment du Crédit lyonnais et du Crédit agricole, la maigreur du coupon (9 %) est compensée par l'inestimable, et rare, garantie de l'Etat, indispensable certes, dans ce cas précis, mais de nature à échapper, ou presque, aux quotas réglementaires assignés à cha-que émetteur dans les portefeuilles

MATIÈRES PREMIÈRES

Règlement de comptes sur le zinc

Depuis la mi-avril, le marché du zinc est en ébulilition au London Metal Exchange (LME), la plus grosse Bourse de métaux au monde. Les cours, qui stagnaient entre 1 100 et 1 200 dollars la tonne au comptaot depuis le débul de l'année 1991, sont brutalement passés à 1 430 dollars le 15 avril eo clôture alors que l'échéance à trois mois terminait le même jour 1 213 dollars. Cette tension soudaine de la backwardation ou déport (situation où les cours du comptant sont supérieurs à ceux du terme, ce qui mesure tradition-nellement le manque de marchandise disponible) a alerté les opéra-

Certes, certains producteurs au

Caoada, en Australie et eo Allemagne éprouvaient à l'époque quelques difficultés à livrer du métal, mais l'ampleur des mouvements de cours et du déport, qui a, un moment, atteiot 270 dollars par tonne, avait une autre origine. Il s'agissait en fait d'une partic de bras de fer entre acheteurs et vendeurs sur l'échéance avril, ce que les professionnels appellent un « squeeze ». En effet, jouant la déprime des oon-ferreux dans le cadre du raleotissement de l'activité économique mondiale, plusieurs fonds d'investissement anglo-saxons, dont Mint Fund, l'énorme fonds du négociant britannique ED and F. Mao, avaient pris d'importantes positions à la veote. Avec l'approcbe de l'expiration de l'échéance avril, ces foods se sont retrouvés dans l'impossibilité de racheter leurs positions ou de livrer le métal. En face, le producteur allemand Metaligesel-Ischaft, qui cootrôlait, avec ses clients, la majeure partie du zioc

livrable en avril par le marché londonien a provoqué la flambée des cours en refusant de vendre à des intervenants qui recherchaient désespérément du papier. L'étraogle-meot parfait. Ce petit jeu du chat et de la souris s'est poursuivi jusqu'au jeudi 25 avril, où la siluatioo s'est enfin détendue avec la livraison sur le marché de cinq cents lots, soit l'équivalent de 12 500 tonnes de zinc par Metallgesellschaft. Les cours ont done retrouvé une coofiguratioo plus normale en cette fin de semaine, la tonoe au comptant terminant à 148 dollars alors que l'écbéance des trois mois a clôturé à 1 157 dollars.

La situation est d'autant plus proche de la normale qu'avec la soudaine remontée des cours les stocks de zioc entreposés au LME ont augmenté de 31 % eo quinze jours pour arteindre aujourd'hui 109 000 tonces. « Mais il pourrait encore y ovoir des soubresauts, estime un professionnel parisien, car les fonds d'investissement étranglés ont reporté des positions vendeur jusqu'à fin avril. »

Cette affaire eotame une nouvelle fois la crédibilité du LME, dont les foodements avaient été fortement ébranlés lors du krach de l'étain en octobre 1985. D'autant que les autorités du marché londonien sont restées bien discrètes dans cette nouvelle tentative de « squeeze » alors qu'en décembre 1989, face à une manipulation similaire de la part du producteur canadieo Noranda, elles avaient limité la hausse quotidience du déport à 20 dollars par tonne.

Devenu la référence mondiale en matière de cours de métaux con ferreux, le LME reste pourtant

l'objet de nombreuses critiques de la part des graods producteurs nostalgiques de l'époque où ils administraieot les prix. « Dans cette affaire, nous n'arons pu que subit les fortes variations de cours et nos clients n'ont guère apprécie ». remarque-t-on aiosi chez Metaleurop. Les utilisateurs de zinc ont, en effet, dû payer, ces derniers jours, au prix fort un métal doot les cours étaieot retombés, en janvier, à leur plus bas nivcau depuis septembre 1988 eo raison de l'abondance de l'offre mondiale. Théoriquement destiné à la couverture des évolutions de cours défavorables, le marché à terme peu décidément réserver de mauvaises surprises. ROBERT RÉGUER

PRODUITS	COURS DU 36-4	
Cuivre h. g. (Lonists)	l 439 (+ 9)	
Trois mais	Livres/tonne	
Ahminium (Lordes)	t 379 (- 48)	
Trois mois	Dollars/lonne	
Nickel (Louins)	9 000 (– t03)	
Trois mois	Dollars/tonne	
Sucre (Pais)	269 (+ 54)	
Août	Dollars/tonne	
Café (Londres)	539 (- 36)	
Mai	Livres/tonne	
Cacao (New-York)	1 005 - 43)	
Mai	Dollars/tonne	
Blé (Chicago)	275,25 (~ 3,50)	
Mai	Cents/boisseau	
Maïs (Chicago)	253,25 (- 3,50)	
Mai	Cents/boisseau	
Soja (Chicago)	176,60 (+ 2,80)	
Mari	Dollarsh, courte	

Le chiffre entre parenthèses indique la ratiation d'une semaine sur l'autre.

مكذا سالاص

L'assemblée générale annuelle de la BAD

En 1991 et 1992 la croissance devrait rester soutenue en Asie

La Banque esistique de développement (BAD). dont la vingt-quatriema assemblae générale anneelle s'est achevée vendredi 26 avril à Vancouver, estima qua, malgré le ralentissement da la croissance dans las pays industrialisés, l'activité restera soutenua en Asia cette année ainsi qu'en

Au total, les trente-deux mem-

bres de le BAD eppartenant en

monde en développement ont

enregistré un taux de croissance de

5,7 % en 1990, qui devrait rester le

même en 1991, et atteindre 6 %

l'an prochain. La BAD estime que

les quatre «dragons» d'Asie dn

Sud-Est devraient souffrir du

ralentissement mondial, tont eo

conservant des taux de croissance

très élevés au regard de ceux des

pays développés : 3,5 % à Hong-

kong cette année, contre 2,3 % en

1990; 7,5 % contre 8,5 % en Coréc

du Sud, 5,9 % contre 8,3 % à Sin-

gapour; 5,9 % contre 5,1 % à Tai-

LESSENTIEL

DATES

Il y a cent ans, le 1ª mai tragique

ÉTRANGER

Lee Khmers rougas acceptent

l'appel au cessez-le-feu tempo-

Une mise en garde contre la vio-

lence dans i'ex-RDA 6

POLITIQUE

Le financement des partis

Le RPR et l'UDF ne s'opposent

pas à la création des commis-

sions d'enquête proposées par

« Entre délices et confusion »,

par André Laurens...... 7

SOCIÈTÈ

Les projets de décret ont été

COMMUNICATION

Un livre de M. Philippe Gui-

lhaume dénonce la mainmise du

pouvoir...... 9

CULTURE

L'Italie continue de régner, même si l'inspiration e essouffle..... 10

HEURES LOCALES

· Le statut des élus locaux en

Eurape . Scènee paur les

ménages · Bordeaux protège

aes vins . Débats : Europe-ré-

ginns, les mêmes supporters

pes tout à fait les mêmes mnti-

vations . Le projet de lai sur

l'administration terrimriale

Dossier : la grande misère

dee commieseires-enquê-

ÉCONOMIE

Les bénéfices des assureurs

Une hauese de 7 % en 1990

pour cing sociétés...... 17

L'avenir de la zone franc

Après la conférence de Ouaga-

dougou : à terme, un marché uni-

Revue des valeurs..... 18

Crédits, Changes

Météorologie

Spactacias

..... 13 à 16

Le design italien à Paris

Fichiers informatisés

Audiovisuel public

Livres politiques

Détente au Cambodge

Le chancelier Kohl

Golfe sur les Etats de la zone asiatique, les experts de la BAD estiment qu'nu total ces pays ont perdu l'an dernier 600 millions de dollars de recettes d'exportation en direction du Golfe, et cotre 600 millions et 750 millions de dollars de rapatriements, de capitaux par les travailleurs asiatiques

Exportateurs de pétrole, in Chine, l'Indonésie et la Malaysie ont bénéficié de la bausse des équilibre cours du brut, tandis que les Etats mentre.

installés en Irak et au Koweit

(600 000 personnes, selon la

1992. La question de la reprise des prêts à la China, deux ans après les évènements du « printamps de Pékin», a fait l'objet de nombreuses discussions. Le président de la BAD, M. Kimimasa Tarumizu, a déclaré que les crédits pourralent reprendre normalement dès la mois de mai. Analysant les effets de la crise du d'Asie du sud et les Philippines out

été les plus durement touchés. La croissance des exportations indiennes aurait été ralentie de 1 à 2 points, et sa facture énergétique alourdie de 1 milliard de dollars. Le manque à gagner financier du Pakistan (renebérissement des importations, dimination des exportations et des entrées de capitaux) aurait atteint I milliard de dollars également. Selon la BAD, « ces pays auront besoin d'une assistance financière externe substantielle pour éviter la stagflation et equilibrer leur balance des paie-

Le pèlerinage annuel à Solutré

M. Mitterrand change ses habitudes

1946, M. François Mitterrand ebange la date de son pèlerinege annuel à Sointré (Saône-et-Loire). Accompagné de ses proches, il a gravi la roche, pendnot uoe vingtaine d'années, à Pâques, puis pour raison de météorologie plus elémente, le dimanebe de la Pen-

Le 3 iuin 1990, le chef de l'Etat n'avait pas caché l'agacement que lui procurait la « tradition » que, selon lui, les journalistes aveient créée en l'accompagnant, cheque année plus nombreux, depuis son élection à la présidence de la République. Il avait expliqué que sa venue n'était pas destinée à ren-contrer des médias, qu'il n'avait pas « convoqués » pour célébrer sa gloire », ni l'exploit d'avoir grimpe « quelques metres ». 11 evait, sur le même ton, reproché aux représentants de le presse de donner dans « la pure fiction » en se livrant à une « géographie senti-

mentolo-politique » à propos de

Pour la deuxième fois depuis ceux qui l'accompagnaient ou con

Outre son épouse, originaire de Cluny, tout proche, et son beau-frère, M. Roger Henin, MM. Claude Estler, Georges Fil-lioud et Jack Lang font partie des habitués de l'excursion. Le 19 mai prochain, il o'y eura

ni caméra oi micro pour ettendre le petit groupe des intimes du préde la roche. Il n'y eura pas, non plus, de journalistes attendant le fin du déjeuner pour recueillir deoces glissés dans une conversa-tinn à bâtons rompus. Il n'y aura pas de badauds promeneurs et escaladeurs qui, ce jour-là, jetaient un œil eu pied de la falaise au lieudit le Cros-du-Charnier, où, comme le précise le Petit Robert, fut découvert en 1866, au-dessus d'un amas d'ossements de chevaux, un outillege litbique qui fit donner le nom de solutréen à une période culturelle du paléolithique

EN BREF

D Le PS fête la première élection de M. Mitterrand. - Pour fêter le dixième anniversaire de le première élection de M. Francois Mitterrand à la présidence de la République, le PS organisera, le 21 mai, une sete, rue de Solférino en présence du chef de l'Etat, au cours de laquelle sera plenté un «arbre de mai». Le PS lancera, le 2 mai, une grande campagne d'affichage sur quatre thèmes : les avancées sociales, le droit des femmes, le culture, la liberté et les droits de

D Préavis de grère leré à l'Odéon Théatre de l'Europe. - A la suite d'une assemblée générale qui e duré l'après midi du vendredi 26 avril et une grande partie de la soirée, la direction de l'Odeon-Théâtre de l'Europe et les syndicats sont parvenus à un accord, et le préavis de grève qui se prolonge depuis deux semaines a été levé. Les représentations du Balcon de Jean Gener, dans la mise en soène de Linis Pasqual, qui n'ont pu avoir lieu, commenceront le 2 mai.

o Mort de Robert Velter, créateur de Spirou. - Robert Velter, le créateur du personnage de bande dessinée Spirou, est mort dans la nuit de vendredi à samedi 27 avril à l'hôpital de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), à l'âge de 32 ans, a-t-on appris anprès de l'un de ses umis. François Mériel, ancien directeur des éditions Dupuis, Spirou avait vu le jour le 21 eoût 1938. Robert Velter, qui signait Rob-Vel, s'était inspiré de son expérience

comme garçan de cabine sur les paquebots de la Compagnie transatlantique pour créer ce jeune groom vêtu de rouge, la mèche en bataille et l'air impertinent, qui allait donner soo nom au «Journal de Spirou», publié en Belgique.

O Philippines : libération de prêtre français enlevé. - Le père Yves Caroff, enlevé le 27 mars aux Philippines par un groupe de rebelles musulmans (le Monde du 29 mars et dn 24 avril), a été libéré vendredi 26 avril, a annoncé l'ambassade de France à Manille (nos dernières éditions du 27 avril. Agé de soixante-six ens, originaire de Saint-Brieuc, le père Caroff était retenu en otage dans l'île de Min-danan, dans le sud de l'archipel philippin. L'Eglise e feit savoir qu'aucune rançon n'evait été versée aux ravisseurs. - (AFP, Reuter.) n URSS : Leningrad nn Saint-Pé-

tersboarg? - Les habitants de Leningrad voteroot le 12 juin pour savoir si le ville retrouvera son nom d'evant la révolution bolchevique, Saint-Pétersbourg, Cette décision a été prise, veodredi 26 avril, par le conseil municipal réformiste élu l'année dernière. La cité, bâtie par Pierre le Grand, avait change de nom une première fois en 1914 lors d'une vague de russification, pour devenir Petrograd. Les Bolcheviques l'ont rebantisée du nom do fondateur du régime, Lénine, après sa mort en 1924. ~ (Reuter.)

Le Monde EDITIONS LES D'EXIL La situation en Irak

La France demande la réunion des cinq membres permanents du Conseil de sécurité

La France a demandé une réunion des cinq membres permenents du Conseil de sécurité de l'ONU pour examiner l'évolution de la situation en Irak, a annoncé samedi matin 27 avril le ministère des affaires étrangères.

«La France, indique le communiqué du Quai d'Orsay, a demande une réunion des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU pour examiner l'évolution de la situation en Irak à la lumière des discussions en cours entre les outorités irakiennes et les représentants du mouvement kurde.

Ford annouce des réductions d'emplois en Europe

Ford Europe va réduire de 30 % ses effectifs « cols blancs » au cours des trois prochaines années. Ces mesures d'économie visent à restaurer la compétitivité du groupe qui vend désormais moins de véhi-cules sur le marché européen que son grand rival General Motors. Il y a deux mois, General Motors, le premier constructeur automobile mondial, annoocait un vaste plan de compressioo d'effectifs portant sur 15, 000 emplois administra-tifs (le Monde du 6 février).

Ford, qui parie sur le marché européen pour se sortir de l'orotère, a anooocé, le vendredi 26 avril à Londres, son intentioo de réduire de 30 %, dans les trois ans à venir, les 21 000 emplois non discourse de 1000 em directement liés à la production de Ford Europe, la Grande-Bre-tagne qui emploie 10 000 administratifs sera coocernée ou premier chef par ces réductions d'effectifs sur la base de départs volontaires et de retraites anticipées.

En France, les emplois edministratifs sont moins importants (247 salariés eu siège à Rueil Malmaison). Les aites industriels de 90rdeaux et de Charleville-Mézières qui emploient 80 % des 4 536 sala-riés de Ford France seront épar-

Le statut da lycéen a'ast

Le footballeur arrêté pour détention de cocaine

La chute de Maradona

Diego Meradona, l'idole du football argentin, e été appré-hendé dans la soirée du vendredi 26 avril, à Buenos-Aires, alors qu'il se trouvait avec deux amis dans l'appartement de son beau-frère. Selon la brigede d'investigation du département antidrogue de la police fédérale, qui e procédé à l'arrestation, le footballeur aurait été en posaession de 500 grammes de cocaina, qu'on aurait retrouvéa sur un toit en contrebas. Diego Meradona et ses deux amis ont été transférés au quartier général da la brigade antidrogua, devant une foule de supporters incrédules qui acandaient c Diego I ... Diego I ».

Ce nouvel épisode dans la vie agitée du footballeur scelle sans doute définitivement la carrière du champion argentin. Né en 1960 dens les faubourgs da Buenos-Aires, le « pibe de oro» (gamin d'or) avait fait sas débuts professionnels en 1976 au club Argentinos Juniors. Dès l'année suivante, il entre dans l'équipe nationale argentine et figure dane lea vingt-daux joueurs retenus pour la Coupe du monde de 1979 remportés

Maradona signe an 1982 au club espagnol FC Barcelone.

Maia c'est dans le club italien de Naplea, qui l'achète en 1994 pour l'équivalent de 65 millions de francs, qu'il va donner toute sa mesure. Il fait gagner l'Argentine lore de le Coupa du monde au Mexique en 1996, puia remporte deux champion-nats d'Italie (1987 et 1990). une Coupe d'Italie (1997) et une finele de le Coupe de l'UEFA (1987). Il perd en finela avec l'équipe argentine lors da la Coupe du monde 1990 en Itelie. Diegn Maradona avait fait l'objet d'une offre importante de l'Olympiqua da Marsaille, en

Au début de 1991, le tribuna de Naples ouvre une enquête à son sujet pour trafic de drogue, à la suite d'écoutas téléphoniques où epparaît son nom. Alors que l'enquête est toujours en cours, la commission d'appe des footballeurs professionnels italiena la suspand pour quinze mois, le 6 avril 1991, car on l'accuse de sa dopar à la cocaine. Son arrestation à Buenos-Airea comeida avec une grande campagne de la praese argentine contre la blanchiment des narco-dollars du cartel da Medellin, en Colombie, - (AFP,

M. Tapie dément la rumeur de sa candidature à la mairie de Nic

de notre correspondant régional

M. Bernard Tapie, député (non inscrit) des Bouches-du-Rhône, a démenti, vendredi 26 avril. la rumeur de sa candidature en cas d'élections municipales anticinées à Nice. Ces bruits circulaient depuis one l'on avait appris que le président de l'Olympique de Marseille aveit lone, pour 43 200 francs par an, un appartement de trois pièces an 20, rue

Verdi, au centre de Nice. Pour ivoir ette reguliere dat dans une commune, il est, en effet nécessaire d'être électeur de cette commune ou inscrit au rôle des contributions directes en lejanvier de l'année du scrutin. M. Tapie aurait po, ainsi, prendre ses précautions pour affronter M. Jean-Marie Le Pen. Le président du Front national est devenu, lui aussi, depuis la fin de l'année dernière, locataire d'un appartemeot à Nice et il a déclaré qu'il seruit « présent » sur one liste de son parti si des élections municipales devaient avoir lieu avant l'échéance normale.

ヤッセン・マー

Salam for the second

The state of the s

24: ---

TELEVIS WAY

the state of

100

Continue of

Le député des Bonches-du-Rhônc a qualifié de « ridicule » l'hypothèse de sa propre candidature, que M. Le Pen soit ou non en lice. Uo comité de sontien à M. Tapie vient cependant d'être créé à Nice, à l'initiative d'un ancien conseiller municipal (ex-PS), M. Jacques Randon, mais il concerne les prochaines élections régionales en Provence-Alpes-Côted'Azur, pour lesquelles le président de l'OM est susceptible de se présenter à la tête d'une liste de la majorité présidentielle dans les Bouches-du-Rhône et de patronner des listes eyant le même orientation politique dans les cinq nutres départements de la région. La fédération socialiste des Alpes-maritimes a, elle-même, pris position au sujet de ce scrutin. Dans un communiqué, publié aamedi 27 avril, elle se dit « prête à organiser, le moment venu, dans le département, le rassemblement de la majorité présidentielle ». « Dans ce cadre, précise-t-elle, l'éventuelle candidature de M. Taple est à

considérer avec intérêt.» J. Freyssinet Le chômage REPÈRES F. Milewski Le commerce extérieur de la France REPERES M. Husson et N. Holoblat

> française REPÈRES 128 p., 42 F, 100 titres LA DÉCOUVERTE

L'industrie

Au sommaire du « Monde de l'éducation » de mai

La vie douce-amère des lycéens

banalisé. lia étaient 10 % de la clease d'âge à être bacheliers en 1960; ils sont plus de 40 % en 1990, et 56,5 % de jeunee sont dans lea claases terminales aujourd'hui. Une proportion encore plus grande des générationa à venir goûtera vreizemblebiement à la vie lycéenne. Pourtant, elle n'a pas la même saveur pour tout le monde : du lycée professionnel de banifeue à l'établissement réputé de centre-ville, le distence eat cansidérable, a observé Martine Velo, auteur de 'enquête du moie de mai du Mande da l'éducation «Lycéens, la vie douce-amère». Aprèa les menifestationa da l'automne, on pouvait s'attendre à un climat morose, Il n'en eat rien : les élèves ont une façon prasque débonnaire da parler de leurs «années-lycée». Sauf lorsqu'ils en viennent à évoquer la hiérarchie qui drasse des barrièras antre les «bone bacs » et les autras. Alors appareit l'amertume de n'avoir pu scréder aux sections-phares : seula, an effet, lea mailleurs bacs permettent da repousser le moment crucial du choix, puis l'entrée dans la via cactive ». En fait, la peur de l'avenir est géné-

coup ne sont pas pressés de la auditter... Egalement eu sommaire du Monde de l'éducation de mai : Actualité : les propositions

rale. Du coup, le lycée apparaît

comme un « nid douillet », un

lieu plutôt « doux », selon une

expression récurrente. Et beau-

de Lionel Jospin pour la réforme Politique éducative : conseils pour les épreuvea d'angleis et d'histoire-géo au

bac ; la difficile mise en place dea cyclea à l'écule primaire; l'avenir des bacheliers professionnela, est-ce l'usine ou la Ecole au quotidien : «L'ordinateur nouveau est annoncé», ou l'arrivée d'une nouvelle

tique dans l'éducation nationale. Société ; l'honnaur, une valeur bien réella chez les adolescents (« Bonnes Feuilles »). Culture : la future Bibliothè-

génération de matériel informa-

que de France au centre d'un grand débat Carrières : hôtellerie-restau-

ration, un panorama, des formetions et des métiers. ►En vente chez tous les mar-

chands de journeux: 22 francs.

LA FOLLE HISTOIRE DE LA F.M. (-Europe 2 ic Monde

Grands Marchés 19 Services Abonnements..... Camat Mots croisés.....

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numero da « Monde » daté 27 avril 1991 été tiré à 473 197 exemplaires ET AUTRES NOUVELLES Prix du Jeune Écrivain 1990